

Achte Sitzung – Huitième séance

Mittwoch, 9. März 2016

Mercredi, 9 mars 2016

08.00 h

15.050

Für Ernährungssicherheit. Volksinitiative

Pour la sécurité alimentaire. Initiative populaire

Erstrat – Premier Conseil

Nationalrat/Conseil national 09.03.16 (Erstrat – Premier Conseil)

Nationalrat/Conseil national 09.03.16 (Fortsetzung – Suite)

Lüscher Christian (RL, GE), pour la commission: Je constate une présence massive des membres de ce conseil pour ce sujet d'importance. (*Hilarité*)

L'initiative populaire «pour la sécurité alimentaire» propose de compléter la Constitution fédérale avec un article 104a intitulé «Sécurité alimentaire».

Sur la base de ce nouvel article, la Confédération devrait renforcer l'approvisionnement de la population avec des denrées issues d'une production indigène diversifiée et durable. A cet effet, elle devrait prendre des mesures efficaces notamment contre la perte de terres cultivées, y compris les surfaces d'estivage, et pour la mise en oeuvre d'une stratégie de qualité.

L'article 104a vise également à ce que la Confédération veuille à maintenir une charge administrative basse pour l'agriculture et à garantir la sécurité du droit, ainsi qu'une sécurité adéquate s'agissant des investissements.

Finalement, l'article 104a contient des dispositions transitoires qui exigent que le Conseil fédéral propose à l'Assemblée fédérale des dispositions légales correspondantes, au plus tard deux ans après que celle-ci aura été acceptée, le cas échéant.

La Commission de l'économie et des redevances du Conseil national a consacré deux séances au traitement de l'initiative populaire «pour la sécurité alimentaire» au mois d'octobre 2015 et au mois de janvier 2016. Elle a notamment mené des auditions pendant lesquelles partisans de l'initiative et opposants ont pu faire valoir leur point de vue.

Les débats ont évidemment été nourris, avec une attention particulière portée à la mise en oeuvre de l'initiative si celle-ci devait être acceptée. En effet, le texte est de portée générale et soulève un certain nombre de questions, voire des préoccupations, quant aux lois qui devraient être modifiées pour renforcer, comme le veut le comité d'initiative, la sécurité alimentaire. Cela en particulier parce que la Politique agricole 2014–2017 est en cours, que l'introduction du nouveau système de paiements directs doit se faire jusqu'en 2021, et que les agriculteurs ont besoin de stabilité. Des craintes ont été exprimées sur le fait que l'Union suisse des paysans puisse utiliser son initiative pour remettre en cause la politique agricole décidée par le Parlement.

En définitive, à une assez courte majorité, par 12 voix contre 10 et 2 abstentions, la commission a décidé de proposer de recommander le rejet de l'initiative.

Les membres de la commission, tout comme le Conseil fédéral, reconnaissent que la sécurité alimentaire est une problématique majeure au niveau mondial. Les questions de production alimentaire et de distribution sont et resteront à

l'avenir des thématiques importantes dans un monde où 800 millions de personnes souffrent encore de la faim.

L'initiative populaire «pour la sécurité alimentaire» ramène la thématique au niveau suisse, dans la mesure où elle met en avant la production indigène, et pose deux questions:

1. La sécurité alimentaire de la Suisse est-elle menacée?
2. La Constitution fédérale doit-elle être adaptée sur ce point?

Une minorité de la commission partage la position du comité d'initiative: l'initiative anticipe les évolutions au niveau national et mondial; la population augmente alors que les ressources naturelles sont limitées et se raréfient, notamment en raison du changement climatique. L'initiative renforce le rôle premier de l'agriculture: produire des denrées alimentaires diversifiées pour nourrir la population. Elle garantit l'approvisionnement en denrées alimentaires aujourd'hui et pour les générations à venir. Finalement, elle répond aux attentes de la population qui demande une meilleure protection des terres agricoles ainsi que des produits de qualité et de proximité.

La majorité de la commission partage l'avis du Conseil fédéral qui recommande le rejet de l'initiative sans contre-projet. Avec le Conseil fédéral, la majorité de la commission considère en particulier que:

1. L'actuel article constitutionnel sur l'agriculture bénéficie d'un large consensus politique. Il offre une solide base pour que la production agricole contribue substantiellement à la sécurité de l'approvisionnement de la population et fournisse en parallèle d'autres prestations en faveur de la société; c'est le principe de la multifonctionnalité.
2. Le niveau de sécurité alimentaire de la Suisse est très élevé: les denrées alimentaires sont disponibles en permanence en quantités suffisantes, d'une très grande qualité sanitaire, et le consommateur a la possibilité d'acheter ces produits. En outre, la Suisse dispose des meilleurs atouts pour relever les défis à venir et pour que la sécurité alimentaire soit garantie également à l'avenir.
3. L'objectif de l'initiative est le renforcement de la production indigène. Ses auteurs se fondent sur l'hypothèse selon laquelle la politique agricole actuelle favoriserait en Suisse un affaiblissement de la production indigène. Or, ce n'est manifestement pas le cas. Au moyen des instruments de la politique agricole, la Confédération soutient la production agricole à hauteur de 3,8 milliards de francs par an et l'agriculture suisse a atteint, en moyenne, ces trois dernières années, un niveau record en termes de production.
4. La perte de terres agricoles va certes à l'encontre d'un développement durable. A long terme, ce phénomène réduit le potentiel de production des denrées alimentaires dans notre pays. La protection des terres cultivées est donc une préoccupation parfaitement légitime de la population. Mais cette préoccupation est déjà suffisamment couverte par l'article 75 de la Constitution. La protection des terres cultivées a notamment été renforcée dans le cadre de la première étape de la révision de la loi sur l'aménagement du territoire, adoptée par le peuple en 2013.

Pour ces différentes raisons, la commission vous propose de recommander le rejet l'initiative populaire «pour la sécurité alimentaire». Notre pays reste de toute façon largement dépendant de circuits d'approvisionnement internationaux, ne serait-ce que pour amener en Suisse les moyens de production nécessaires à l'agriculture, tels que les machines, le pétrole et les engrais. L'agriculture suisse est confrontée à de nombreux défis, mais ceux-ci peuvent être abordés avec les bases constitutionnelles actuelles et les outils existants de la politique agricole et de l'aménagement du territoire. En ce sens, le vote de la majorité de la commission ne doit en aucun cas être compris comme un acte de défiance vis-à-vis du monde agricole, mais comme un constat selon lequel les outils constitutionnels, légaux et financiers, permettent déjà d'atteindre l'objectif visé par les initiants.

Jans Beat (S, BS), für die Kommission: Wir beschliessen heute die Parole zur eidgenössischen Volksinitiative «für Ernährungssicherheit», welche vom Schweizer Bauernverband in-

itiert und im Juni des letzten Jahres eingereicht wurde. Die Initiative will die Bundesverfassung mit einem neuen Artikel 104a, «Ernährungssicherheit», ergänzen.

Absatz 1 lautet: «Der Bund stärkt die Versorgung der Bevölkerung mit Lebensmitteln aus vielfältiger und nachhaltiger einheimischer Produktion; dazu trifft er wirksame Massnahmen insbesondere gegen den Verlust von Kulturland einschliesslich der Sömmerungsfläche und zur Umsetzung einer Qualitätsstrategie.»

Absatz 2 lautet: «Er sorgt dafür, dass der administrative Aufwand in der Landwirtschaft gering ist und die Rechtssicherheit und eine angemessene Investitionssicherheit gewährleistet sind.»

Schliesslich will die Initiative, dass der Bundesrat der Bundesversammlung spätestens zwei Jahre nach Annahme der Initiative entsprechende Gesetzesbestimmungen unterbreitet.

Die WAK-NR, die ich hier veretre, hat in alter Zusammensetzung eine Anhörung zu dieser Initiative durchgeführt und dann in neuer Zusammensetzung die Parole beschlossen. Sie beantragt mit 12 zu 10 Stimmen bei 2 Enthaltungen, die Volksinitiative zur Ablehnung zu empfehlen.

Der Kommission ist es allerdings nicht leichtgefallen, hier eine Parole zu fassen, denn niemand ist ja gegen Ernährungssicherheit. Es blieb der Kommission aber bis zum Schluss verborgen, welchen Nutzen der von der Initiative vorgeschlagene neue Verfassungsartikel 104a bringen würde. Trotz mehrfachem Nachfragen konnten die Initianten nicht erklären, was sie konkret an der bestehenden Gesetzgebung ändern wollen. Das ist besonders brisant, weil die Initiative vom Bundesrat ja fordert, dass er spätestens zwei Jahre nach ihrer Annahme Gesetzesänderungen vorlegt.

Insofern ist die Initiative für Ernährungssicherheit eine Neuheit: Das gab es noch nie in der Schweiz. Sie ist eine Neuheit für unsere Demokratie. Wir stimmen über eine Initiative ab, deren Text nichts ändert, oder zumindest wissen wir nicht, was er ändert.

Was die Volksinitiative «für Ernährungssicherheit» will, steht schon heute in der Verfassung: Der Bund muss gemäss geltendem Artikel 104 dafür sorgen, dass die schweizerische Landwirtschaft eine «sichere Versorgung der Bevölkerung» ermöglicht. Der Nachhaltigkeit und der Qualität wird in Artikel 104 ebenfalls grosse Bedeutung beigemessen. Es gibt dazu mehrere Absätze in der Bundesverfassung: Der Schutz des Kulturlandes ist in Artikel 75 der Bundesverfassung schon verankert. Der geringe administrative Aufwand ist mit Artikel 5, die Investitions- und Rechtssicherheit sind mit den Artikeln 26 und 27 der Bundesverfassung bereits abgedeckt. Der bestehende Landwirtschaftsartikel, den wir heute schon haben, Artikel 104, ist also aus Sicht der Mehrheit der Kommission umfassend und hinreichend. Wir wissen nicht, warum es diese Initiative braucht.

Das Parlament hat in den letzten Jahren alles beschlossen, was der Initiativtext des Bauernverbandes verlangt. Mit der Agrarpolitik 2014–2017 hat er Versorgungssicherheitsbeiträge eingeführt und den Kreditrahmen für die Landwirtschaft angehoben. Er hat die Qualitätsstrategie gesetzlich verankert und das Raumplanungsgesetz zum Schutz des Kulturlandes deutlich verschärft. Seither hat die landwirtschaftliche Produktion in der Schweiz weiter zugenommen. Der Selbstversorgungsgrad ist trotz Bevölkerungswachstum seit Jahrzehnten stabil. Ein rigoroser Zolenschutz sorgt dafür, dass fast alle in der Schweiz hergestellten Agrarprodukte der ausländischen Konkurrenz entzogen sind und einen sehr hohen Marktanteil am Inlandkonsum ausmachen. Die Schweizer Bauernfamilien erhalten zur Ergänzung ihres bäuerlichen Einkommens die weltweit höchsten Direktzahlungen.

Fazit: Die gesetzlichen Voraussetzungen, die es braucht, damit die Schweizer Landwirtschaft heute ein hohes Mass an Ernährungssicherheit ermöglichen kann, sind bereits geschaffen. Auch den Kulturlandenschutz hat die Schweiz erst vor drei Jahren verschärft. Es gab im Jahre 2013 eine Volksabstimmung über eine Gesetzesrevision, die mit deutlichem

Mehr angenommen wurde und das Raumplanungsgesetz deutlich verschärft hat.

Der Bundesrat hat die Ausführungsbestimmungen dazu erlassen, und der Schweizer Bauernverband war damit zufrieden. Die Kantone müssen die Bestimmungen jetzt umsetzen; sie haben damit zuweilen grosse Mühe. Es zeigt sich klar, dass ein strengerer Schutz der Fruchtfolgeflächen nicht am Verfassungstext und nicht an den Gesetzen scheitert, sondern an der Umsetzung durch Kantone und vor allem durch Gemeinden. Es ist deshalb auch beim Anliegen Kulturlandschutz völlig unklar, was die Initiative Neues bringen soll und was der Gesetzgeber am Raumplanungsgesetz verändern müsste.

Liest man die Ausserungen der Initianten in der Presse und in den Materialien, bekommt man vielleicht eine Ahnung, in welche Richtung es gehen sollte. Dort findet man immer wieder Aussagen wie: Die Produktion sei gegenüber der Ökologie zu stärken, der Selbstversorgungsgrad solle gehalten werden, und die schlechten Produktionsbedingungen für Milch-, Getreide- oder Zuckerproduzenten seien zu korrigieren. Ich mache die Initianten darauf aufmerksam: Solche Dinge kann man schon fordern, sie stehen aber nicht im Initiativtext. Der Initiativtext liefert keine Definition von Ernährungssicherheit und blendet aus, dass Ernährungssicherheit auch ganz zentral mit Handel zu tun hat.

Die Initianten haben in der Kommission – und das werden sie auch heute tun – immer wieder auf die Charta des Bauernverbandes verwiesen, um uns zu helfen, wie dieser Verfassungstext zu interpretieren sei. Es ist aber nicht Sache des Parlamentes, privatrechtliche Verlautbarungen zu kommentieren. Wir machen einfach darauf aufmerksam, dass der Initiativtext gilt – und nicht eine Charta. Die zahlreichen Forderungen und Bekenntnisse dieser Charta des Bauernverbandes finden im Initiativtext keine Entsprechung, helfen beim Rätselraten um die Auslegung dieser Initiative also auch nicht weiter.

Die Mehrheit der Kommission stellt deshalb fest, dass eine Annahme der Initiative nichts ändert. Sie hält die Initiative für überflüssig. Anstatt zur Rechtssicherheit beizutragen würde die Annahme der Initiative wohl im Gegenteil eine langwierige neue Debatte um die Ausrichtung der Landwirtschaftspolitik auslösen, deren Ausgang völlig offen wäre. Wir bitten Sie deshalb, die Nein-Parole zu beschliessen.

Schelbert Louis (G, LU): Kollege Jans, für die Grünen ist die ökologische Frage wichtig. In der vorbereiteten Kommission waren die zwei Rechtsprofessoren Rausch und Hettich zur Anhörung eingeladen. Auf meine Frage haben beide gesagt, juristisch lasse sich keine Begründung für eine Rückentwicklung in ökologischer Hinsicht ableiten. Können Sie das bestätigen?

Jans Beat (S, BS), für die Kommission: Ja.

Müller Leo (C, LU): Entgegen dem Antrag der vorberatenden Kommission für Wirtschaft und Abgaben beantrage ich Ihnen im Sinne der Minderheit, die Volksinitiative «für Ernährungssicherheit» gutzuheissen und Volk und Ständen zu empfehlen, sie anzunehmen.

Es gibt sehr viele gute Gründe – entgegen den Ausführungen der knappen Mehrheit in der Kommission –, dieser Initiative zuzustimmen. Mit dieser Initiative wird beantragt, ergänzend zu den heutigen Bestimmungen einen Artikel 104a in die Bundesverfassung einzufügen. Es soll also eine Ergänzung sein, nicht ein Ersatz von bestehendem Recht. Heute haben wir zwar gute Grundlagen für die Landwirtschaft, aber wie der Tatbeweis zeigt, reichen diese nicht aus. Ich zeige dies für drei Bereiche auf.

1. Der Tatbeweis ist erbracht, dass die heutigen Bestimmungen nicht ausreichen, um die Versorgungssicherheit unseres Landes auf dem heutigen Niveau halten zu können. Der Selbstversorgungsgrad – ich spreche vom Nettoselbstversorgungsgrad, weil dieser entscheidend ist – ist in den letzten zehn Jahren gesunken, nämlich von rund 58 Prozent im Jahr 2005 auf 51 Prozent im Jahr 2015. Auch wenn behauptet

tet wird, andere Länder hätten einen in etwa gleichen Selbstversorgungsgrad, wie das der Kommissionsberichtester deutscher Sprache getan hat, so stimmt das nicht: Frankreich hat einen viel höheren Selbstversorgungsgrad, Deutschland ebenso. Es stimmt also nicht. Wenn das so weitergeht, sind wir in der Schweiz nicht mehr in der Lage, die Hälfte unserer Nahrungsmittel zu produzieren. Ich frage Sie: Wollen Sie das? Ich will das nicht.

2. Es gelingt mit den heutigen Bestimmungen nicht, den Landwirten die Gelegenheit zu geben, ein anständiges Einkommen zu erwirtschaften. Das Einkommen der Landwirte liegt rund 30 Prozent unter dem vergleichbaren Einkommen in der übrigen Wirtschaft; in der Hügel- und Bergregion ist der Unterschied noch grösser.

3. Der administrative Aufwand überbietet. Mit jeder Revision der Agrarpolitik wurde administrativ noch eins draufgesetzt. Dieser Trend muss gebrochen werden! Selbst der Bundesrat hat diese Mängel erkannt und dies im erläuternden Bericht vom 14. Januar 2015 zum Gegenentwurf zu dieser Volksinitiative deutlich aufgezeigt. Der Bundesrat hat in diesem Bericht festgestellt, dass die Sicherstellung der Ernährungssicherheit eine der zentralen Herausforderungen des 21. Jahrhunderts sein wird und dass insbesondere die Schweiz mit dieser Herausforderung konfrontiert sei.

Er schlug damals einen Gegenentwurf vor. Ich zitiere aus diesem Bericht: «Mit der aktuellen Verfassungsgrundlage wird jedoch die Verfügbarkeit auf Stufe Konsum nicht umfassend abgedeckt.» Aus diesem Grund sah sich der Bundesrat gezwungen, eine neue Bestimmung in die Verfassung aufzunehmen.

Dass Ernährungssicherheit auch in der Bevölkerung ganz klar ein grosses Bedürfnis ist, zeigt die Tatsache, dass es gelungen ist, innert weniger als sechs Monaten 147 800 Unterschriften zu sammeln und so diese Initiative einzureichen. Das ist rekordverdächtig.

Was will die Initiative? Erstens will sie den Agrar- und Lebensmittelsektor stärken, und zwar auf der ganzen Bandbreite, von der inländischen Produktion bis hin zur Verarbeitung. Andernfalls geht das Wissen über die Produktionstechnik in unserem Land verloren. Wir wollen dieses Wissen jedoch erhalten.

Zweitens geht es den Initianten nicht darum, weitere Grenzhürden aufzubauen; sie wollen verhindern, dass der Grenzschutz mit verschiedenen Gesetzesbestimmungen weiter erodiert und so auch die Verarbeitung ins Ausland abwandert.

Drittens will die Initiative verhindern, dass massiv Kulturland verlorengeht. Jetzt denken die meisten wahrscheinlich an Bauland, aber wer sich die Arealstatistik ansieht, stellt fest, dass vor allem auch Alpweiden einwalden und verganden und dass dort eine grosse Produktionsfläche verlorengeht.

Ich bitte Sie, die Initiative gutzuheissen und damit die Grundlage dafür zu schaffen, dass wir auch für die künftigen Herausforderungen gerüstet sind. Das braucht unser Land, das braucht unsere Bevölkerung.

Rime Jean-François (V, FR): Monsieur Müller, je vous ai bien écouté et je partage votre point de vue s'agissant de l'approvisionnement en denrées alimentaires. Dès lors, pourquoi le Parlement, avec l'appui de l'Union suisse des paysans, lors de l'élaboration de la Politique agricole 2014–2017, a-t-il donné la priorité aux bancs, aux petites fleurs, à la culture extensive, au lieu de mettre vraiment l'accent sur la production?

Müller Leo (C, LU): Man hat damals zugestimmt, ich sage jetzt einmal, mangels Alternativen. Es war eine Vorlage, die hier eine Mehrheit fand, und dann blieb nichts anderes übrig, als dieser Agrarpolitik zuzustimmen. Die Praxis zeigt jetzt aber, dass vor allem der administrative Aufwand steigt und weitere Flächen aus der Produktion herausgenommen werden. Das ist schlecht ist für die Versorgungssicherheit unseres Landes.

Leutenegger Oberholzer Susanne (S, BL): Herr Müller, Sie sagten, dass Sie den Grenzschutz nicht ausbauen wollen. Ein aktuelles Beispiel: Wie steht es denn beim Zucker? Wir haben ja eine parlamentarische Initiative Bourgeois, der ausgerechnet beim Zucker den Grenzschutz vergrössern will.

Müller Leo (C, LU): Gut, Frau Kollegin Leutenegger Oberholzer, es gibt ja auch andere Möglichkeiten, zum Beispiel Einzelkulturbeiträge. Sie müssen jetzt nur die Situation beobachten: Wenn es in der Zuckerwirtschaft so weitergeht wie in den letzten zwei, drei Jahren, wird die Zuckerproduktion aus der Schweiz abwandern. Und wenn die Zuckerrübenproduktion in der Schweiz verschwindet, werden auch die Zuckerverarbeitungsbetriebe aus der Schweiz verschwinden. Das Produktionshandwerk und auch das Wissen in der Verarbeitung gehen verloren. Das wollen wir nicht.

Es besteht auch die Möglichkeit, diese Produktion über Einzelkulturbeiträge zu stützen. Es muss nicht unbedingt der Grenzschutz sein, es gibt auch andere Massnahmen.

Landolt Martin (BD, GL): Die BDP-Fraktion wird die Volksinitiative «für Ernährungssicherheit» mehrheitlich unterstützen und zur Annahme empfehlen.

Hier sollen Grundsätze in die Bundesverfassung geschrieben werden, hinter welchen die BDP sehr gut stehen kann und stehen will. Die Förderung einheimischer Produktion so wie wirksame Massnahmen gegen den Kulturlandverlust gehören ebenso zu den zentralen Pfeilern der Landwirtschaftspolitik der BDP wie die Senkung des administrativen Aufwands.

Auch wenn der Titel der Initiative dies verspricht, so geht es zumindest aus unserer Sicht nicht primär um die Sicherstellung der Ernährungssicherheit, sondern vielmehr um die Solidarität mit der Schweizer Landwirtschaft. Es sind in kürzester Zeit 147 000 Unterschriften gesammelt worden – das muss etwas bedeuten. Wir haben ausserdem ein Interesse daran – das entspricht offensichtlich auch einem Konsumentenbedürfnis –, dass eine naturnahe und nachhaltige Produktion von einheimischen Nahrungsmitteln gestärkt wird. Gegen wirksame Massnahmen zur Verhinderung des Kulturlandverlustes kann man tatsächlich nichts mehr haben. Dies muss übrigens nicht bedeuten, dass wir Baustopps brauchen oder sinnvolle Siedlungsentwicklungen verhindern. Vielmehr müsste es künftig auch möglich sein, beispielsweise über denjenigen Kulturlandverlust zu sprechen, der durch die zunehmende Verwaldung stattfindet.

Mit Blick auf die bisherige Landwirtschaftspolitik sehen wir in diesen Verfassungsgrundsätzen denn auch keine neue Weichenstellung von zentraler Bedeutung, insbesondere nicht in Bezug auf den mit der Agrarpolitik 2014–2017 erfolgten Strategiewechsel. Die Bundesverfassung kann, darf und soll Grundsätze beinhalten, die nicht zwingend grosse Gesetzesreformen auslösen; es sind Grundsätze, auf die man sich bei Bedarf und zu gegebener Zeit berufen kann.

Wir verstehen diese Initiative vor allem auch als Solidaritätsbekundung gegenüber der Schweizer Landwirtschaft. Hier will die BDP ein verlässlicher Partner der Bäuerinnen und Bauern sein. Deshalb unterstützen wir diese Initiative.

Walter Hansjörg (V, TG): Der immer noch gültige Verfassungsartikel 104 von 1996, er wurde also vor zwanzig Jahren beschlossen, hat sich bewährt und wird von unserem Volk gemäss Meinungsumfragen und einer Studie der Universität St. Gallen immer noch breit abgestützt mitgetragen. Seitdem haben wir fünf Agrarreformen auf Gesetzes- und Verordnungsstufe entwickelt, immer mit einer vorerst mittleren Unzufriedenheit der Bauern. Sie haben sich aber jeweils schnell gefunden, angepasst und die Veränderungen innert Jahresfrist vorgenommen; sie erfüllen die Bestimmungen zu 99 Prozent. Parallel dazu wurde durch unser Parlament immer ein verbindlicher Zahlungsrahmen von vier Jahren festgelegt. Wir erfüllen also grundsätzlich die gesellschaftlichen Erwartungen und die Konsumentenwünsche, auch hinsichtlich Ökologie und Tierwohl.

Die WTO-Verpflichtung haben wir bisher erfüllt, und die Bauern sind den bilateralen Freihandelsabkommen nie im Wege gestanden. Gegenüber der EU-Agrarpolitik haben wir aktuell nach wie vor die Nase vorn. Trotzdem liegt nun eine Volksinitiative auf dem Tisch und zwei weitere, nämlich eine der Grünen Partei und eine der Uniterre, sind in der Schublade. Alle drei nehmen die Anliegen der Ernährungssicherheit und der Ernährungssouveränität auf. Selbst der Bundesrat hat mit einem ausgearbeiteten Gegenvorschlag das Anliegen einer breiten Bevölkerung aufnehmen wollen und hat eine Botenschaft erstellt und in die Vernehmlassung geschickt. Er hat sie dann aber zurückgezogen, das wissen wir. Selbst der Bundesrat wollte also die bestehende Verfassung verbessern.

Es darf nicht verdrängt werden, dass für die steigende Weltbevölkerung immer weniger Kulturland und Ressourcen übrig bleiben. Mit der Initiative «für Ernährungssicherheit» wollen wir die Verantwortung wahrnehmen, auch in Zukunft unsere Lebensmittel so weit als möglich und sinnvoll selber zu produzieren, anstatt einfach einzuführen.

Wir haben hier auch eine ethische Verantwortung. Wir haben die Kaufkraft, genügend Lebensmittel einzukaufen. Die Schweiz ist eine grössere europäische Stadt, und die kann man von aussen versorgen. Es ist aber wirklich unsere Pflicht, mit unserer Kaufkraft nicht den Ärmsten die Lebensmittel zu entziehen. Wir haben Produktionsgrundlagen wie Wasser, gute Böden und gut ausgebildete Bäuerinnen und Bauern, die diesen Auftrag erfüllen können, und den wollen wir weiter erfüllen. Mit der Initiative schauen wir in die Zukunft: Auch der bestehende Verfassungsartikel wurde aufgrund einer ursprünglichen Initiative der Bauern so entwickelt, wie wir es heute haben. Nun versuchen wir noch eine Präzisierung, eine Verbesserung.

Den Selbstversorgungsgrad von brutto 60 Prozent konnten wir trotz steigender Bevölkerung halten. Aber wir müssen zugestehen, dass wir immer mehr Produktionsmittel importieren, um dies zu erhalten, wie Raufutter, Futtermittel für die Tiere und für die Fleischproduktion.

«Mit der aktuellen Verfassungsgrundlage wird jedoch die Verfügbarkeit ... nicht umfassend abgedeckt.» (Erläuternder Bericht des Bundesrates zum Gegenentwurf zur Volksinitiative) Der bestehende Artikel 104 der Bundesverfassung soll deshalb gezielt ergänzt werden, im Interesse des Landes und der Bevölkerung, und zwar nicht sofort; ich werde auf den Zeitplan zurückkommen.

Mit einem zusätzlich fokussierten Versorgungsauftrag wird die Landwirtschaft eben auch wettbewerbsfähiger in Bezug auf die kommenden Herausforderungen und kann somit dem internationalen Druck standhalten. Die Bauern brauchen eine Verbesserung der Einkommen, und Einkommen erzielt man mit Direktzahlungen und Produktion zusammen. Der neue, ergänzende Verfassungsartikel stärkt also letztlich eine vielfältige, nachhaltige, einheimische Produktion. Die Produktionsgrundlage bzw. Qualitätsstrategie wie Tierwohl, tierrichtige Haltung, ökologischer Anbau wird gestärkt, und weitere Probleme können wir mit dieser Qualitätsstrategie dann auch mildern, nämlich über eine rückstandsfreie Produktion.

Damit verbessern wir die Wettbewerbsfähigkeit auch innerhalb des schweizerischen Anbaus. Wir stärken uns gegenüber ausländischer Konkurrenz, und profitieren können die Konsumentinnen und Konsumenten durch eine hohe Lebensmittelsicherheit. Dieser ergänzte Verfassungsartikel soll eben die Anforderungen in Zukunft abdecken. Wir wissen, dass die Welt unsicherer geworden ist. Es ist nicht selbstverständlich, dass die Warenflüsse so noch funktionieren werden, wie sie gestern funktioniert haben und heute noch funktionieren. Wir wollen uns hier absichern.

Wie sieht denn ein möglicher Zeitplan aus? Wenn nächstes Jahr abgestimmt wird, dann wird nächstes Jahr durch unser Parlament ein neuer Zahlungsrahmen für die Jahre 2018 bis 2021 festgelegt. Bei einer Annahme der Initiative würde die Ausarbeitung des Gesetzestextes, die Definition, in den Jahren 2018 und 2019 durch die Verwaltung vorgenommen. Die Vernehmlassung würde danach stattfinden, und nach den

nächsten Parlamentswahlen 2020 würde eine Agrarpolitik 2022 plus beschlossen und 2021 die Verordnung durch die Verwaltung ausgearbeitet.

Wir setzen alles daran, dass wir die bestehende Gesetzesgrundlage nochmals vier Jahre beibehalten können, damit wir den Bauern eben auch die Sicherheit und die Investitionssicherheit gewährleisten können, die wir selbst in diesem Initiativtext vorsehen. Wir schaffen mit diesem Initiativtext Rechtssicherheit und Investitionssicherheit für eine zukunftsgerichtete, wettbewerbsfähige Landwirtschaft, die unser Land auch in einer schwierigen Zeit versorgen könnte.

Eine grosse Mehrheit der SVP-Fraktion empfiehlt Volk und Ständen diese Initiative zur Annahme und wird der Minderheit der Kommission zustimmen.

Eine Minderheit aus Gewerbevertretern kritisiert an dieser Initiative, dass Massnahmen gegen den Verlust von Kulturland in der Verfassung nicht zielführend sind. Hier haben wir eine Differenz. Wir Bauern brauchen natürlich Kulturland, und wir sind nicht nur von baulichen Verlusten betroffen. Wir haben auch Verwaldung. Wir haben insbesondere in weniger guten Lagen, wo nur Gras- und Weidenutzung möglich ist, eine Verwaldung, weil dort auch die Rahmenbedingungen bei der Holznutzung relativ schlecht sind.

Ich halte fest, dass unsere Fraktion grossmehrheitlich diese Initiative zur Annahme empfehlen wird.

Meyer Mattea (S, ZH): Herr Walter, Sie versprechen mit der Initiative Verbesserungen für Produzentinnen und Produzenten von Zuckerrüben und Futtermitteln. Sollen also Produktsubventionen eingeführt werden und die Einzelkulturbeiträge erhöht werden, ja oder nein? Ich bitte Sie um eine Antwort.

Walter Hansjörg (V, TG): Es ist so, dass der Zahlungsrahmen immer parallel zur Gesetzesvorlage beraten wird. Aufgrund der finanziellen Aussichten, was unsere Bundeskasse betrifft, gehe ich davon aus, dass der Zahlungsrahmen für die nächste Periode nicht erhöht wird. Wie er später aussieht, muss dann das Parlament entscheiden. Wir haben in den vergangenen Jahren den Zahlungsrahmen plus/minus erhalten können, zum Teil wurde er etwas der Teuerung angepasst. Ich gehe davon aus, dass diese Mittel für die zukünftige Landwirtschaft genügen müssen.

Graf Maya (G, BL): Herr Walter, ich habe mit Genugtuung gehört, dass die SVP-Fraktion die Agrarpolitik 2014–2017, das sind weitere vier Jahre, sicher unterstützen will. Die konkrete Frage ist: Sie haben das dargelegt, und wir haben, in Ihrem Fall, die Annahme der Initiative – was würde das konkret an gesetzlichen Änderungen für die Agrarpolitik 2022 plus bedeuten?

Walter Hansjörg (V, TG): Ich äussere meine persönliche Meinung, nicht unbedingt die des Schweizer Bauernverbandes oder des Initiativkomitees. Ich gehe davon aus, dass wir, um die Akzeptanz aufrechterhalten zu können, die ökologischen Leistungen beibehalten müssen, die zurzeit erbracht werden. Wir haben aber zum Teil das Problem, dass auf der einen Seite Land stillgelegt, total ökologisiert und aus der Produktion genommen wird, während andererseits auf der Fläche, wo produziert wird, sehr intensiv produziert wird. Da müssen wir ein Gleichgewicht finden. Hier müssen auch die Forschung und die Agrarökologie einen Beitrag dafür leisten, dass wir eine vernünftige, gute Lösung finden, auch in Bezug auf den Gewässerschutz.

Friedli Claudia (S, SG): Geschätzter Herr Walter, ich habe eine Frage. Sie haben ausgeführt, dass mit dem neuen Verfassungsartikel eine rückstandsfreie Produktion angestrebt wird. Können Sie mir erklären, was der neue Verfassungsartikel mehr hat als der bestehende, sodass wir dann eben zu dieser rückstandsfreien Produktion kommen?

Walter Hansjörg (V, TG): Hier ist vor allem die Bewilligungsbehörde, die Bewilligungsinstanz für Pflanzenschutzmittel

gefragt. Durch die immer besser werdenden Untersuchungsmöglichkeiten für Rückstände kann man heute natürlich praktisch alles feststellen. Hier muss uns der Bund helfen, auch durch die Gesetzgebung, damit wir Produktionsmittel erhalten, die eine möglichst rückstandsfreie Produktion erlauben. Das wird die nächste grosse Herausforderung der Agrarchemieindustrie sein.

Munz Martina (S, SH): Herr Walter, es hat mich gefreut, dass Sie gesagt haben, Sie wollten den Kulturlandschutz hochhalten. Wir haben das Raumplanungsgesetz revidiert – ich war damals noch nicht im Parlament, aber meiner Erinnerung nach geschah das gegen den Widerstand der SVP –, dort ist ein erhöhter Kulturlandschutz möglich. Jetzt versuchen wir, das Raumplanungsgesetz in den Kantonen umzusetzen, gegen den Widerstand der Bauern bzw. der SVP, die keinen erhöhten Kulturlandschutz wollen. Was wollen Sie beim Raumplanungsgesetz ändern? Sagen Sie mir: Wollen Sie das Raumplanungsgesetz jetzt verschärfen? Und wenn die Antwort Ja ist: Wie?

Walter Hansjörg (V, TG): Ich gebe zu, dass wir bezüglich der Raumplanung zum Teil auch in unserer Volkspartei Differenzen zwischen dem Gewerbe- und dem Landwirtschaftsflügel haben. Ganz entscheidend ist aber, dass wir endlich einmal die Industriebrachen nutzen. Es gibt x Hektaren Land, die nicht verbaut werden können, zum Teil aus Belastungsgründen – weil es einfach brach liegt. Hier können wir sicher einen Beitrag leisten. Aber es ist wichtig, dass wir in der Raumordnung eine saubere Trennung zwischen überbautem Gebiet, Industrie- und Gewerbeband und Landschaftsland haben; dies, damit wir auch genügend grosse Flächen zum Bewirtschaften haben. Weiter dürfen wir nicht ausser Acht lassen, dass auch in der voralpinen Hügellzone gegen die Verwaldung angegangen werden muss, damit die entsprechende Futterbasis für die Tiere vorhanden bleibt.

Badran Jacqueline (S, ZH): Herr Walter, es ist gerade gut, dass ich eine Anschlussfrage stellen kann, weil Sie die Frage von Frau Munz nicht beantwortet haben; ich habe eine ähnlich Frage.

Sie – ich spreche Sie als Partei-, nicht Sie als Bauernvertreter an – haben uns bei der Raumplanung nicht unterstützt. Im Kanton Zürich sabotiert Ihre Partei regelrecht die Umsetzung der Kulturland-Initiative, die mit einer Mehrheit von 58 Prozent von der Bevölkerung angenommen wurde; sie sabotiert sie auf Regierungs- und Parlamentsebene. Herr Walter, sagen Sie uns: Was wollen Sie in Sachen Raumplanung? Kommen Sie nicht mit den Industriebrachen, die belastet sind, weil diese sich nicht für Landwirtschaft eignen.

Walter Hansjörg (V, TG): Nein, aber diese Flächen eignen sich für den Bedarf der Industrie. Man kann sie nicht einfach brach liegen lassen und sagen, dass die Umwelt das dann irgendwie von selbst regle. Bezüglich des Kantons Zürich muss ich sagen: Wie ich die Situation von aussen sehe, ist der Kanton Zürich bezüglich Raumplanung gefordert. Die Bevölkerung hat ein Unbehagen gegenüber der Zersiedelung generell. Deshalb ist die Initiative gekommen. Offenbar hat man Probleme bei der Umsetzung. Ja, das Bundesgericht hat entschieden, dass sie umgesetzt werden muss. Das ist ein politischer Prozess, in den ich nicht eingebunden bin, und deshalb kann ich dazu eigentlich auch nicht Stellung nehmen. Soviel ich weiss, hat ursprünglich der Zürcher Bauernverband ein offenes Ohr für die Anliegen gehabt.

Bertschy Kathrin (GL, BE): Geschätzter Kollege Walter, Sie haben die Frage von Frau Meyer nicht beantwortet. Mich würde die Antwort aber interessieren. Frau Meyer hat Sie gefragt, ob Sie Produktsubventionen und Einzelkulturbeiträge ausbauen und erhöhen wollen.

Walter Hansjörg (V, TG): Produktsubventionen haben wir praktisch keine mehr. Wir haben Verarbeitungszulagen für die verarbeitende Industrie; das ist beim Käse der Fall. Das

«Schoggi-Gesetz» wird wegfallen. Das ist nicht mehr eine Säule, die Zukunft hat. Beim Käse ist das schon der Fall, aber dort wird vor allem das Gewerbe unterstützt. Ich habe versucht, eine kurze Antwort zu geben, man könnte hierin eine riesige Diskussion entfachen.

Glättli Balthasar (G, ZH): Herr Walter, diese Initiative will ja den Eindruck erwecken, die Schweiz könne sich unabhängig vom Ausland selbst ernähren. Tatsache ist: Die Futtermittelimporte haben sich seit den Neunzigerjahren verdoppelt. Für Futtermittel wird Ackerfläche im Ausland gebraucht, etwa im Rahmen der 200 000 Hektaren Ackerfläche, die wir in der Schweiz haben. Wie können Sie dann sagen, man könne die Unabhängigkeit stärken? Muss man weniger Fleisch essen? Was ist Ihre Lösung?

Walter Hansjörg (V, TG): Die Schweiz wird auch in Zukunft, wenn sie die Produktion aufrechterhalten will, gewisse Rohstoffe beziehen müssen, das ist völlig klar. Aber wir müssen in diesem Bereich den Eigenversorgungsgrad wieder stärken: über den genetischen Fortschritt, über den technischen Fortschritt und über Anbaumethoden. Wir müssen vor allem ein Schwergewicht auf den Erhalt der Kulturlandfläche legen, wie wir das in der Verfassung vorgesehen haben. Das ist sehr, sehr wichtig, damit eben die Produktionsgrundlagen für die schweizerische Bevölkerung vorhanden bleiben. Diese Produktionsgrundlagen sind ökologisch, weil es bebaute Fläche ist. Sie dient der Bevölkerung vor allem auch als Erholungsraum und ist für sie als grüne Lunge wichtig.

Hadorn Philipp (S, SO): Geschätzter Kollege Walter, die SVP verlangt in ihrem Positionspapier «für eine einheimische produzierende Landwirtschaft» die Wiedereinführung der Tierbeiträge als Tierhalterbeiträge. Verfolgt das die Initiative auch so? *(Zwischenruf Walter: Was für Beiträge?)* Tierbeiträge als Tierhalterbeiträge.

Walter Hansjörg (V, TG): Die Tierhalterbeiträge sind eben im weitesten Sinn Beiträge, die die Produktion direkt forcieren. Ich glaube kaum, dass man das einführen wird. Die Unterstützung wird vielmehr über die Flächenbeiträge erfolgen. Tierhalterbeiträge haben zudem den Nachteil, dass eine indirekte Produktionslenkung erfolgt. Daher gehe ich davon aus, dass das nicht mehr Eingang in die Agrargesetzgebung findet, wenn wir in Zukunft darüber diskutieren. Das ist dann vielleicht in sechs Jahren der Fall; ich werde dann hier nicht mehr mitsprechen, Sie vielleicht schon.

Ritter Markus (C, SG): Ich möchte zuerst meine Interessenbindungen offenlegen: Ich bin Bauer. Wir haben einen Betrieb in Altstätten in der Bergzone, es ist ein Milchwirtschaftsbetrieb. Wir halten Bienen, haben Schafe, haben 240 Hochstammobstbäume und führen den Betrieb nach den Bioknospe-Richtlinien. Weiter bin ich Präsident des Schweizer Bauernverbandes und Präsident des Initiativkomitees und werde am Schluss gerne Fragen beantworten. Die CVP-Fraktion – und ich spreche heute hier für die CVP-Fraktion – empfiehlt die Volksinitiative «für Ernährungssicherheit» zur Annahme und bittet Sie daher, die Minderheit zu unterstützen.

Die Volksinitiative «für Ernährungssicherheit» wurde am 8. Juli 2014 mit 147 812 gültigen Unterschriften eingereicht. Die Initiative kam nach einer Sammelzeit für die Unterschriften von gerade drei Monaten zustande. Damit weist diese Initiative das erfolgreichste Sammelergebnis eines Volksbegehrens seit über zwanzig Jahren aus. Die CVP-Fraktion stellt fest, dass das Kernanliegen der Initiative, die Stärkung der Versorgung der Bevölkerung mit Lebensmitteln aus vielfältiger, nachhaltiger, einheimischer Produktion, einen sehr breiten Rückhalt in unserer Bevölkerung geniesst. Die sichere Versorgung mit Lebensmitteln ist für viele Menschen auf dieser Erde alles andere als selbstverständlich. Über 800 Millionen Menschen leiden täglich an Hunger. Dabei wächst die Weltbevölkerung jährlich um 80 Millionen Menschen. Das verfügbare Süsswasser zur Lebensmittel-

produktion wird vor dem Hintergrund des Klimawandels immer knapper. Bodenerosion bildet in vielen Ländern ein massives Problem. Zudem werden Böden durch einen nicht sorgsam Umgang mit Abfallstoffen in grossem Ausmass verseucht. In China sind dies über 40 Prozent der fruchtbaren Flächen. Längst hat der Kampf um das weltweit beste Ackerland begonnen. Landgrabbing ist zu einem Phänomen geworden, das ein enormes politisches Sprengstoffpotenzial aufweist. Kleinbauern werden von ihren Äckern vertrieben, und Grosskonzerne beginnen mit einer industriellen und wenig nachhaltigen Produktion. Für die Produktion von Palmöl werden riesige Flächen von Regenwald kompromisslos abgeholzt. Hier ist ein Umdenken dringend notwendig.

Auch in der Schweiz ist eine Entwicklung im Gang, die für jeden von uns täglich sichtbar ist. Unsere Bevölkerung wächst jährlich um über 80 000 Menschen. Das ist ein Fakt. Auf der anderen Seite verbauen wir rund 2700 Hektaren bestes Kulturland pro Jahr. Im Berggebiet verwalden pro Jahr rund 1400 Hektaren landwirtschaftlich genutzte Fläche. Damit werden unsere natürlichen Ressourcen für die Lebensmittelproduktion immer weiter eingeschränkt. Unser Nettoselbstversorgungsgrad beträgt nur noch 50 Prozent. Nur dank importierten Futtermitteln und den daraus erzeugten Lebensmitteln können wir uns zu rund 60 Prozent selber versorgen. Gerade in diesem Bereich will die Schweizer Landwirtschaft in den kommenden Jahren wieder vermehrt auf einheimische Futtermittel setzen und sie selber produzieren. Die CVP-Fraktion hat zur Kenntnis genommen, dass auch mit dieser Initiative der Selbstversorgungsgrad nicht gesteigert werden kann, dass aber das Absinken des Nettoselbstversorgungsgrades verlangsamt werden soll.

Der Bundesrat hat am 29. Oktober 2014 entschieden, der Volksinitiative «für Ernährungssicherheit» einen direkten Gegenvorschlag gegenüberzustellen. Am 14. Januar 2015 verabschiedete er dazu einen bemerkenswerten Vernehmlassungsbericht. Im Namen der CVP-Fraktion erlaube ich mir nun, den Bundesrat eingehend zu zitieren, weil unserer Fraktion die Aussagen des Bundesrates in seinem 25-seitigen Bericht zum Gegentwurf für die Meinungsbildung als unverdächtig erscheinen.

Auf Seite 17 des Berichtes begründet der Bundesrat seine Haltung zur Erarbeitung eines direkten Gegenvorschlages; Sie finden diesen Bericht übrigens im Internet. Ich zitiere aus dem ersten Abschnitt unter Punkt 4: «Die Initiative spricht ein Bedürfnis der Bevölkerung nach einer sicheren Versorgung mit Lebensmitteln an. Zudem verbindet die Initiative die Thematik der Ernährungssicherheit mit dem derzeit politisch breit unterstützten Anliegen des Kulturland-schutzes.»

Im dritten und vierten Abschnitt auf Seite 17 schreibt der Bundesrat weiter: «Die Sicherstellung der Ernährungssicherheit auf globaler Ebene stellt eine der zentralen Herausforderungen des 21. Jahrhunderts dar. Auch die Schweiz ist diesbezüglich mit verschiedenen Herausforderungen konfrontiert, weshalb der Bundesrat vorschlägt, der Initiative 'für Ernährungssicherheit' einen direkten Gegenvorschlag gegenüberzustellen. Der Bundesrat will so die Anliegen der Bevölkerung aufnehmen und die Ernährungssicherheit der Schweiz umfassend und langfristig stärken ... Mit dem direkten Gegentwurf soll die Versorgung der Bevölkerung ins Zentrum gestellt werden. Um langfristig die Bevölkerung mit ausreichend Lebensmitteln versorgen zu können, soll das Augenmerk einerseits auf das Angebot aus inländischer Produktion und andererseits auf die internationale Verfügbarkeit gelegt werden.» Das ist auch von unserer Seite nicht bestritten.

«Damit soll ein kohärenter und international tragfähiger Ansatz in Sachen Ernährungssicherheit auf Verfassungsstufe verankert und ein rechtlicher Rahmen geschaffen werden, der es erlaubt, in angemessener Weise auf die künftigen Herausforderungen zu reagieren.»

Der Bundesrat stellte auf Seite 18 in Abschnitt 5.3 in seinem Bericht zum Gegentwurf, wie es auch die Initianten tun, eine Versorgungslücke im Bereich der Ernährungssicherheit fest. Ich zitiere den Bundesrat: «Gemäss Definition der FAO

basiert die Ernährungssicherheit auf den vier Faktoren: Verfügbarkeit, Zugang, Verwendung und Stabilität. Wie in Ziffer 3.1. dargelegt, sind die Aspekte Zugang, Verwendung und Stabilität über bestehende Verfassungsbestimmungen bereits abgedeckt. In Bezug auf die Verfügbarkeit wird zudem in Artikel 104 Absatz 1 Buchstabe a der Bundesverfassung der Beitrag der landwirtschaftlichen Produktion zur sicheren Versorgung erwähnt. Mit der aktuellen Verfassungsgrundlage wird jedoch die Verfügbarkeit auf Stufe Konsum nicht umfassend abgedeckt.» Auf Seite 19 des Berichtes schreibt der Bundesrat weiter: «Dabei geht es nicht um die Absicherung gegen Versorgungsengpässe in akuten Krisensituationen, die bereits über Artikel 102 der Bundesverfassung abgedeckt sind, sondern um die langfristige Sicherstellung einer für die Bevölkerung ausreichenden Verfügbarkeit von Lebensmitteln.»

Die CVP-Fraktion teilt die Meinung des Bundesrates und der Initianten, dass eine Versorgungslücke besteht und dass diese vor dem Hintergrund der grossen Herausforderungen der Zukunft geschlossen werden muss. Nachdem der Bundesrat das überraschenderweise nicht weiterverfolgt und seinen Gegenvorschlag nicht aufgrund der Vernehmlassungsergebnisse angepasst hat, ist die Volksinitiative «für Ernährungssicherheit» aus Sicht der CVP-Fraktion das einzige austarierte Konzept, das vorliegt und zur Schliessung der Versorgungslücke beraten werden kann.

Mit dem direkten Gegenvorschlag wollte der Bundesrat beim Schutz des Kulturlandes «mit der Sicherung des Kulturlandes», wie er es formuliert, gar einen Schritt weiter gehen als die Initiative, die sich nur gegen den Verlust von Kulturland ausspricht. Der Bundesrat hat aber auch in diesem Bereich Handlungsbedarf anerkannt und auf Seite 22 seines Berichtes zum Gegentwurf festgestellt: «Der direkte Gegentwurf ist kompatibel mit Artikel 75 der Bundesverfassung, insbesondere auch was die Verteilung der Kompetenzen zwischen Bund und Kantonen betrifft. Er verstärkt jedoch den Aspekt des Kulturlandschutzes, wobei die entsprechende Umsetzungskompetenz bei den Kantonen belassen wird.»

Die CVP-Fraktion stellt fest, dass mit dem Initiativtext der bestehende Verfassungsartikel 104 für die Landwirtschaft nicht infrage gestellt, sondern ergänzt ergänzt wird. Aufgrund der heutigen Entwicklung, weltweit und in der Schweiz, macht diese Ergänzung Sinn und ist im Interesse unseres Landes sowie seiner ganzen Bevölkerung.

Die CVP-Fraktion teilt die Meinung des Bundesrates, dass die heutige Bundesverfassung im Bereich der Ernährungssicherheit eine Lücke aufweist und eine Ergänzung notwendig ist. Der Initiativtext bietet dazu eine sehr gute Grundlage.

Die CVP-Fraktion erachtet es als notwendig, dass der Schweizer Landwirtschaft für die Zukunft klare Perspektiven gegeben werden sollen. Nur so wird auch eine kommende Generation bereit sein, die Aufgaben in der Landwirtschaft zu übernehmen, gesunde Lebensmittel zu produzieren, die Kulturlandschaft zu pflegen, die Biodiversität zu erhalten und auch eine soziale Verantwortung im ländlichen Raum wahrzunehmen.

Die CVP-Fraktion hat zur Kenntnis genommen, dass unter den geforderten Gesetzesanpassungen in den Übergangsbestimmungen der Initiative die vom Bundesrat ebenfalls vorgesehene Agrarpolitik 2022 plus, für die im Jahre 2019 der Vernehmlassungsbericht vorliegen soll, die zweite Etappe des Raumplanungsgesetzes, die zurzeit sistiert ist, und die Anpassung des Gentechnikgesetzes für den Erhalt des Moratoriums nach 2017 zu verstehen sind.

Die CVP-Fraktion hat ebenfalls zur Kenntnis genommen, dass mit dieser Initiative weder der Grenzschutz für Lebensmittel erhöht noch die Biodiversität infrage gestellt wird. Diesbezüglich haben die Initianten mit der von der Delegiertenversammlung des Schweizer Bauernverbandes am 19. November 2015 verabschiedeten Charta ein klares Bekenntnis abgegeben.

Daher wird die CVP-Fraktion hier die Initiative zur Annahme empfehlen, bittet Sie, die Minderheit zu unterstützen und steht jetzt gerne für Fragen zur Verfügung.

Leutenegger Oberholzer Susanne (S, BL): Herr Ritter, Sie haben Recht. Global ist das grösste Problem die Ernährungssicherheit. 800 Millionen Menschen haben Hunger. Das Thema hat ja auch die FAO an einer Tagung beschäftigt. Die Schlussfolgerung der Experten lautet: Zum Abbau der Ernährungsproblematik braucht es den internationalen Handel. Ihre Initiative geht aber genau in die entgegengesetzte Richtung: Sie wollen den Selbstversorgungsgrad in der Schweiz erhöhen und den internationalen Handel eindämmen.

Wie begründen Sie dann die Aussage, dass mit dieser Initiative irgendein Schritt in Richtung mehr globale Ernährungssicherheit erreicht werden könnte?

Ritter Markus (C, SG): Ich möchte zu Beginn der Fragen darauf hinweisen, dass meine Antworten auf den Beschlüssen des Bauernverbandes, des Initiativkomitees und der durch die Delegiertenversammlung beschlossenen Charta basieren; dies als Einführung.

Es ist so: Die Schweiz hat die Kaufkraft, sich jederzeit vollumfänglich auf dem Weltmarkt einzudecken. Es ist aber auch aus ethischen Überlegungen unser Anliegen, dass wir jene Lebensmittel, die wir selber produzieren können, selber produzieren und uns auf dem Weltmarkt nur so weit eindecken, als wir das nicht tun können. Wir werden immer auf Importe angewiesen sein, da haben Sie Recht. Wir werden den Selbstversorgungsgrad weder netto noch brutto steigern können. Vor allem netto ist dies nicht möglich, weil die Bevölkerung wächst und die Fläche zurückgeht. Ihre Frage kann ich klar beantworten: Diese Initiative ist auch in internationalem Interesse. Wir versuchen, unsere Verantwortung so weit wahrzunehmen, wie uns dies mit den eigenen Ressourcen möglich ist.

Rime Jean-François (V, FR): Monsieur Ritter, j'ai bien suivi votre intervention et je peux partager 80 pour cent de vos déclarations. Vous parlez de l'intérêt de protéger les terrains pour l'alimentation. C'est clair, la Suisse a chaque année 80 000 habitants de plus. Mais ne croyez-vous pas que ces 80 000 personnes ont droit à un logement? Certes, on peut encore densifier l'habitat. Mais ne croyez-vous pas que ces personnes ont surtout besoin d'un poste de travail? Et que pour ces postes de travail, il faut des terrains! On ne va pas mettre tout le monde dans les banques, où dans des bâtiments de quinze étages, semblables à ceux de la chimie bâloise. Ne pensez-vous pas qu'avec cette initiative on bloquera la possibilité de créer des postes de travail en Suisse?

Ritter Markus (C, SG): Danke für diese Frage. Der Schweizer Bauernverband hat die erste Etappe der Revision des Raumplanungsgesetzes unterstützt. Das ist wichtig. Wir sind nicht gegen eine Weiterentwicklung der Wirtschaft. Wir wissen, dass in der Schweiz immer gebaut wird. Wenn wir aber so weiterbauen, wie wir das heute tun und in den letzten Jahren getan haben, dann ist in zweihundert Jahren die gesamte Fläche zwischen Bodensee und Genfersee verbaut. Wir setzen darauf, dass Sie mit dem Gewerbe mehr in die Höhe und in die Tiefe bauen, dass wir das Land besser ausnutzen, dass wir in der Lage sind, auch nach innen zu verdichten. Das ist unser Rezept. Dem Kulturland ist in der Interessenabwägung vermehrt Sorge zu tragen. Ich glaube, wir sind hier auf der gleichen Linie.

Wermuth Cédric (S, AG): Herr Kollege, ich kann gleich eine Anschlussfrage stellen: ich bin froh, wenn Sie diese beantworten. Wir haben Ihre Initiative in der Fraktion ausführlich diskutiert. Das Hauptproblem an der Initiative scheint tatsächlich zu sein, dass wir eigentlich nicht wissen, was genau Sie erreichen wollen, weil die von Ihnen gewählte Terminologie so offen ist.

Meine Frage zum Kulturlandschutz: Sie wollen mit Ihrer Initiative löblicherweise unser Kulturland sichern. Nun gibt es mit den landwirtschaftlichen Bauten aber auch im Bereich der Landwirtschaft einen sehr hohen Bodenverbrauch, gerade auch, was das Kulturland angeht. Ich bitte um eine

klare Antwort: Wollen Sie diesen hohen Verbrauch an Kulturland durch landwirtschaftliche Bauten senken, ja oder nein?

Ritter Markus (C, SG): Es ist klar, dass wir für die Betriebe selber so wenig Land als irgendwie möglich brauchen. Die bestehenden Betriebe und ihre Gebäude wachsen – das ist die Forderung, wenn Strukturwandel stattfindet –, um effizienter zu werden. Ich würde mir wünschen, wir würden selber kein Land brauchen; das wird aber mit dem Strukturwandel, den grösseren Gebäuden und auch dem effizienteren Betrieb leider nicht vollumfänglich möglich sein. Übrigens, das Wachstum an Fläche in der Landwirtschaft hängt sehr stark damit zusammen, dass in unserem Flächenverbrauch eben auch die Flächen von Betrieben, die nur noch Hobbytierhaltung in der Landwirtschaft haben, mit eingerechnet sind. Aber ich teile Ihre Meinung, dass wir selber so wenig Land wie möglich brauchen sollen.

Friedl Claudia (S, SG): Herr Ritter, mit dem neuen Gewässerschutzgesetz wurde entschieden, dass Gewässer zu renaturieren und besser vor Pestizideintrag zu schützen sind. Bezweckt nun Ihre Initiative, dass die Renaturierungen gebremst oder verhindert werden? Ich bitte Sie um eine kurze Stellungnahme, ob ja oder nein.

Ritter Markus (C, SG): Das ist ein klares Nein: Wir wollen das nicht verhindern. Es war nie – auch nicht beim Schweizer Bauernverband – bestritten, dass das Gewässerschutzgesetz bezüglich Renaturierungen umgesetzt wird. Das war nie bestritten. Die Differenz, die wir – auch zur Verwaltung – hatten, war, ob das Gesetz in der Verordnung bezüglich Kompensation Fruchtfolgeflächen umgesetzt werden muss. Das ist ja nicht geschehen. Aber bezüglich Renaturierung sind wir vollumfänglich mit Ihnen auf einer Linie.

Munz Martina (S, SH): Herr Ritter, Sie haben vorhin das Gentechnikgesetz angesprochen. Ich frage Sie: Stützen Sie das Moratorium, wollen Sie das Gentechnikgesetz in eine andere Richtung ändern? Und wie halten Sie es mit dem Feuerbrand? In der Anhörung haben uns die Initianten gesagt: GVO beim Feuerbrand, das müsse man halt zulassen. Das heisst, sie möchten das Gentechnikgesetz öffnen und nicht, wie sie eigentlich sagen, für eine ökologische Landwirtschaft restriktiv handhaben.

Ritter Markus (C, SG): Es ist ein klares Ziel dieser Initiative, dass wir ab 2018 das Gentechnik-Moratorium auf Gesetzesstufe unbefristet verlängern können und werden. Das ist für uns sehr wichtig. Es gibt zurzeit weder Pflanzen, die uns einen Mehrwert bringen, noch akzeptieren die Konsumenten in der Schweiz gentechnisch veränderte Lebensmittel. Für uns ist es ein Verkaufsargument und entspricht unserer Überzeugung, dass wir an der Gentechnik-Freiheit festhalten. Es wird ein Ziel dieser Initiative sein, bei diesem Punkt Druck zu machen für eine Gesetzesanpassung auf 2017.

Schelbert Louis (G, LU): Ein Bericht aus dem Kanton Luzern zeigt, dass die intensive Bewirtschaftung mittelfristig die Produktionsfähigkeit der Böden gefährdet, zum Beispiel durch Bodenverdichtung. Zur Sicherung der Ernährungssicherheit auch für künftige Generationen würde dies in meinen Augen bedeuten, dass man eher in Richtung Reduktion als Steigerung der Produktion geht. Wie wollen Sie das mit Ihrer Initiative in Einklang bringen?

Ritter Markus (C, SG): Für uns ist es ein klares Ziel, dass wir den Böden Sorge tragen. Sie sind die Grundlage unserer Tätigkeit und auch einer künftigen Generation, die darauf lebt. Wenn man die Produktion leicht steigern will, hat man drei Chancen. Erster Punkt: Die Böden sind fruchtbar, das heisst: Sie haben eine gute Struktur, einen guten Wasser- und Lufthaushalt. Dann sind die Erträge besser. Das ist ganz wichtig. Zweiter Punkt: Wir haben gute Sorten. Wir möchten sowohl im Bio- als auch im konventionellen Landbau weiter in die Forschung investieren, damit wir bessere

Sorten bekommen, die unseren Verhältnissen angepasst sind. Dritter Punkt: Wir brauchen das Wissen, wie es funktioniert, und müssen es weitergeben, von Bauer zu Bauer und mit Bildung und Beratung. Dazu ist es wichtig, dass wir keine Forschungsanstalten schliessen, wie dies zurzeit diskutiert wird, sondern dass wir zumindest jene erhalten, die wir haben.

Arslan Sibel (G, BS): Herr Ritter, einige Exponenten auch im Initiativkomitee schimpfen über die Landschaftsqualitätsbeiträge. Wollen die Initianten diese abschaffen? Ich wäre froh, wenn Sie da auch mit einem Ja oder Nein eine ganz klare Antwort geben könnten.

Ritter Markus (C, SG): Es ist festzustellen, wie die Bauern dieses Anliegen umgesetzt haben. Im Budget 2015 waren 45 Millionen Franken für die Landschaftsqualität geplant. Jetzt sind wir bereits bei 125 Millionen. Die Bauern haben mitgemacht, sie haben Verträge abgeschlossen, sie haben das Anliegen akzeptiert. Die Bauern waren also dreimal schneller, als der Bundesrat es geplant hat. Aufgrund dessen glaube ich nicht, dass der Bauernverband zur Erkenntnis kommen wird, dass diese Beiträge abzuschaffen seien, denn die Akzeptanz an der Basis ist vorhanden.

Glättli Balthasar (G, ZH): Herr Ritter, ich habe eine Frage zum Thema Direktzahlungssystem/ökologische Fortschritte: Man hört da auch von den Mitgliedern des Initiativkomitees Unterschiedliches – wollen sie das nutzen und in welche Richtung? Meine Frage an Sie als Präsident: Wollen Sie den ökologischen Leistungsnachweis schwächen, ja oder nein?

Ritter Markus (C, SG): Nein, das wäre komplett falsch! Das ist die Grundlage des Anspruchs auf Direktzahlungen. Dieser Kompromiss besteht seit zwanzig Jahren. Das wäre komplett falsch, wir gehen heute wesentlich weiter, auch mit den Beiträgen. Auch die Landwirtschaft hat ja bei der Biodiversität die Ziele für 2017 bereits im Jahr 2015 übertroffen. Die Basis läuft hier schneller, als es die Politik eigentlich vorgesehen hat. Übrigens werden in der Biodiversität zurzeit 80 Millionen Franken mehr Beiträge ausbezahlt, als wir geplant hatten.

Clottu Raymond (V, NE): Cher Monsieur Ritter, je souhaite revenir sur votre réponse, en ce qui concerne les terrains. Pour ma part, j'ai jusqu'à maintenant soutenu l'agriculture. Comme Monsieur Rime, je suis d'accord avec vous à 80 pour cent. Je viens d'un canton industriel et je peux vous confirmer que l'on ne peut pas construire une industrie sous terre ni en hauteur. Pour l'industrie, on a besoin de certaines surfaces. Nous avons tout de même des garde-fous avec la loi sur l'aménagement du territoire. Si vous venez avec une initiative telle que la vôtre, cela va encore créer des embûches supplémentaires. Qu'en pensez-vous, sachant – je suis désolé de vous le dire – que dans l'industrie on ne peut pas faire travailler des employés sous terre?

Ritter Markus (C, SG): Was die Nutzung des Terrains betrifft, haben wir vor allem Parkplätze im Visier. Ich muss Ihnen sagen: Ich störe mich daran, wenn Einkaufszentren über hundert oder zweihundert oberirdische Parkplätze verfügen. Gerade bei der Industrie wünsche ich mir, dass die Büroräumlichkeiten oben sind und nicht angebaut werden. Ich wünsche mir also, dass die Möglichkeiten genutzt werden. Bezüglich Raumplanung teilt unsere Initiative vor allem auf Folgendes ab: Der Bundesrat hat uns die zweite Etappe der Revision des Raumplanungsgesetzes für die Bereiche ausserhalb des Baugebietes versprochen. Sie ist jedoch zurzeit sistiert. Wir wünschen uns, dass diese zweite Etappe innerhalb von zwei bis drei Jahren ebenfalls zur Beratung auf den Tisch des Parlamentes kommt. Der Bundesrat hat das versprochen, und diese Initiative soll ihn daran erinnern.

Girod Bastien (G, ZH): Die Akademie der Wissenschaften hat 2011 in einem Bericht den alarmierenden Zustand der

Biodiversität aufgezeigt. Deshalb ist es wichtig, dass die Biodiversitätsstrategie mit einem wirksamen Aktionsplan begleitet und umgesetzt wird. Was bedeutet Ihre Initiative für diesen Aktionsplan?

Ritter Markus (C, SG): Grundsätzlich erwarten wir in der Biodiversität Folgendes – das ist ein grosses Ziel der Initianten des Bauernverbandes und von mir persönlich –. Wir haben zurzeit 150 000 Hektaren, die ausgeschieden sind. Die Qualität auf diesen Flächen ist aber sehr unterschiedlich. Wir wünschen uns, dass wir die Qualität weiter verbessern – das ist ganz wichtig –, auch mit konkreten Massnahmen. Dann wünschen wir uns, dass die Vernetzung ausgebaut wird. Für Flora und Fauna ist es sehr entscheidend, dass eben die Flächen miteinander vernetzt sind. Das ist wichtig für die Tiere, für die Ziel- und Leitarten. Dann haben wir eine Chance, hier auch etwas für die Biodiversität zu tun. Ich bin selber Präsident eines Vernetzungskonzepts; Sie merken, hier bin ich mit Herzblut dabei. Da müssen wir etwas tun, und ich glaube an die Chance, dass wir dort die nächsten Jahre viel bewegen können.

Präsidentin (Markwalder Christa, Präsidentin): Geschätzte Kolleginnen und Kollegen, ich mache Sie darauf aufmerksam, dass wir uns in der allgemeinen Aussprache über eine Volksinitiative befinden, und nicht in der Fragestunde. Ich bin Ihnen dankbar, wenn Sie das Geschäftsreglement unseres Rates beachten, das in Artikel 42 über die Zwischenfrage in Absatz 1 festschreibt: «Jedes Ratsmitglied und die Vertreterin oder der Vertreter des Bundesrates können am Schluss eines Votums der Rednerin oder dem Redner zu einem bestimmten Punkt der Ausführungen eine kurze und präzise Zwischenfrage stellen; inhaltliche Ausführungen und eine Begründung sind nicht zulässig.» Absatz 3 hält weiter fest: «Die Rednerin oder der Redner beantwortet die Zwischenfrage sofort und knapp.»

Walti Beat (RL, ZH): Ich hoffe, dass ich als Nichtbauer in dieser Debatte einen kleinen Beitrag zur «Biodiversität» leisten kann. Ich habe aber natürlich auch einige kritische Anmerkungen zur Sache. Die Produktion der Schweizer Landwirtschaft ist heute im historischen Vergleich auf Rekordniveau. Trotzdem liegt der Selbstversorgungsgrad mit einheimischen Produkten – wir haben es gehört – etwas mehr oder weniger über 50 Prozent, je nachdem, ob man Futter- und Düngemittelimporte in die Berechnung mit einbezieht oder nicht. Klammerbemerkung: Würde man die Energieimporte, die für die ganze Produktion notwendig sind, einbeziehen, kämen wir auf noch deutlich tiefere Werte.

Bei einem solch tiefen Selbstversorgungsgrad kann man ja nicht ernsthaft der Meinung sein, dass das zentrale Element der Ernährungssicherheit der Umfang der Inlandproduktion ist. Wer es ernst meint mit der Ernährungssicherheit, muss zwingend auch die übrigen Bereiche der Wertschöpfungskette im Auge behalten: Produktion, Verarbeitung, Handel und Vertrieb müssen optimal aufeinander abgestimmt sein. Absolut zentral ist auch, dass wir den Import von Lebensmitteln und von landwirtschaftlichen Rohstoffen und Produktionsmitteln jederzeit sicherstellen können. Unser Land ist im Agrarsektor noch weniger als andernorts eine Insel. Die autarke Schweiz ist eine romantische, aber gefährliche und immer wieder auch teure Fehlvorstellung. Entsprechend haben wir Freisinnigen ein Problem mit dem eng gefassten, produktionslastigen Verständnis von Ernährungssicherheit, wie es dieser Initiative zugrunde liegt. Ernährungssicherheit unter Normalbedingungen mit Inlandproduktion gleichzusetzen ist ein Etikettenschwindel. Man könnte im vorliegenden Kontext auch von Bauernfängerei sprechen, die wahrscheinlich der Unterschriftensammlung sehr dienlich war, sachlich aber nicht haltbar ist.

Studien zeigen überdies, dass die Gewährleistung einer ausreichenden Nahrungsmittelproduktion unter Krisenbedingungen nicht vom Niveau der Inlandproduktion unter Normalbedingungen abhängt. Es wäre mit Blick auf die Versor-

gungssicherheit in Krisen im Gegenteil besser, die Produktionsgrundlagen unter Normalbedingungen nicht über Gebühr durch intensive Bewirtschaftung des Bodens zu belasten.

Demgegenüber schafft die Initiative zusätzliche Probleme. Wir verfolgen in der Schweiz seit einigen Jahren das Konzept einer multifunktionalen Landwirtschaft. Artikel 104 der Bundesverfassung formuliert diese Rahmenordnung umfassend, und – hören Sie bitte gut zu – die sichere Versorgung der Bevölkerung durch eine nachhaltige und auf den Markt ausgerichtete Produktion figuriert dabei an erster Stelle. Daneben sind aber auch die Erhaltung der natürlichen Lebensgrundlagen und die Pflege der Kulturlandschaft sowie die dezentrale Besiedelung des Landes verfassungsmässige Ziele der Landwirtschaftspolitik. Zur Abgeltung all dieser landwirtschaftlichen Leistungen entrichten Steuerzahlerinnen und Steuerzahler und Konsumentinnen und Konsumenten jährlich Transferleistungen von immerhin rund 5,5 Milliarden Franken. Dies ist eine Art Gesellschaftsvertrag mit dem ersten Sektor, den es von allen Seiten auch zu respektieren gilt.

Die FDP/die Liberalen halten diesen multifunktionalen Ansatz in der Landwirtschaftspolitik nach wie vor für sinnvoll und möchten daran im Grundsatz nichts ändern. Die Multifunktionalität bringt es aber auch mit sich, dass wir immer mit Zielkonflikten werden umgehen müssen, unabhängig davon, wie die Schwerpunkte in der Umsetzung genau gelegt werden.

Nun, eigentliches Ziel der Volksinitiative des Schweizer Bauernverbandes ist es, den Schwerpunkt der Landwirtschaftspolitik zu verschieben: Konkret müsste die inländische Nahrungsmittelproduktion speziell gegenüber den Zielen der Erhaltung der natürlichen Lebensgrundlagen, d. h. des Umweltschutzes, und der Pflege des Kulturlandes stärker gewichtet werden. Das gilt, auch wenn jetzt die Herren Kollegen Ritter und Walter immer wieder beteuert haben, es gehe nicht gegen den Umweltschutz. Man kann die Schwerpunkte nicht verschieben, ohne andere relative Gewichtungen vorzunehmen oder dann allenfalls wesentlich mehr Mittel in einen der Bereiche zu investieren, was auch kein deklariertes Ziel der Initiative ist.

Unter dieser Vorgabe, nämlich die Produktion gegenüber den anderen Zielen stärker zu gewichten, erstaunt es mich persönlich sehr, dass Herr Landolt als Fraktionssprecher der BDP Zustimmung zu dieser Initiative signalisiert. Immerhin ist die BDP ja die Partei der Biene. Wenn man die Biene fragen würde, hätte sie, da bin ich überzeugt, doch alles Interesse an einer ausgewogenen Zielverfolgung in der Landwirtschaft. Auch dass die Grünen, wie man hört, sich der Stimme enthalten wollen, kann ich unter diesen Vorgaben überhaupt nicht nachvollziehen.

Selbst wenn man diese Zielvorstellungen teilen würde, so wäre eine neue, wiederum sehr offene landwirtschaftliche Zielnorm in der Verfassung ein untauglicher Ansatz zur Realisierung. Damit würde nämlich bestenfalls die Basis für ein neues Gezerre um Transferleistungen gelegt. Im schlechteren Fall müsste die neue Verfassungsnorm als Grundlage für mehr Protektionismus für die Schweizer Landwirtschaft herhalten. Dies wäre aber für unsere internationalen Handelsbeziehungen ein gefährlicher Stolperstein. Für den Wohlstand der Schweiz sind offene Märkte für die einheimischen Unternehmen elementar. In diesem Sinne ist die Initiative also nicht nur unnötig, sie kann für die Aussenwirtschaftspolitik der Schweiz künftig sogar eine schädliche Wirkung entfalten und den Wohlstand breiter Bevölkerungskreise gefährden.

Unbehefflich und unlogisch sind auch die konkreten Ansatzpunkte, die die Initiative aufführt. Der Schutz des Kulturlandes ist das Hauptthema der Revision des Raumplanungsgesetzes, wir haben es gehört. Dieser Schutz wird eben nicht durch eine neue summarische Erwähnung in einem landwirtschaftlichen Verfassungsartikel gestärkt, sondern durch eine ernsthafte und gesetzeskonforme Umsetzung in den Kantonen. Hier wäre ja gerade der Bauernstand optimal positioniert, wirkungsvoll Einfluss zu nehmen: Das bäuerliche

Bodenrecht schliesst Nichtbauern faktisch vom Eigentum an landwirtschaftlichem Boden aus. Die Bauern könnten sich – individuell und über die Verbandsstrukturen – im Rahmen der Raumplanungsprozesse in Kantonen und Gemeinden durchaus gegen neue Einzonungen und die Überbauung des Bodens wehren. Dass dies offensichtlich nicht oder nicht in genügendem Ausmass geschieht, legt die Vermutung nahe, dass auch den Bauern im konkreten Fall doch häufig das Hemd näher ist als der Kittel – und so der Kulturlandschutz eben auf der Strecke bleibt.

Mit der Anrufung von Rechtssicherheit und Investitionsschutz schliesslich ist die Initiative in sich unlogisch, um nicht zu sagen kontraproduktiv. Der Investitionsschutz ist nämlich vor allem dann gegeben, wenn die Rahmenbedingungen längerfristig stabil sind und nicht dauernd an den Grundzügen der Landwirtschaftspolitik herumgeflackert wird. Vielmehr sollte man den gewählten Pfad eine gewisse Zeit lang verfolgen. Die betroffenen landwirtschaftlichen Betriebe müssen sich auch auf etwas einstellen können. Die Agrarpolitik 2014–2017 sollte entsprechend im Rahmen der aktuellen Verfassungsvorgaben weiterverfolgt und durchaus auch weiterentwickelt werden.

Wer aber, wie die Initianten, immer wieder die Grundlagen der Landwirtschaftspolitik infrage stellt, fördert weder die Rechtssicherheit noch den Investitionsschutz – im Gegenteil.

Nach Ansicht der FDP/die Liberalen werden also mit dieser Initiative deutlich mehr neue Fragen aufgeworfen als Antworten auf bestehende Fragen gegeben. Mit der Stärkung einer richtig verstandenen Ernährungssicherheit hat diese Initiative herzlich wenig zu tun.

Die FDP-Liberale Fraktion wird diese Volksinitiative deshalb grossmehrheitlich zur Ablehnung empfehlen, das heisst, auch den Antrag der Minderheit Müller Leo ablehnen. Ich danke Ihnen, wenn Sie dasselbe tun.

Graf Maya (G, BL): Herr Walti, ich habe mich natürlich sehr gefreut über Ihre Ausführungen zu einer multifunktionalen, ökologischen Landwirtschaft und zum Bienschutz. Ich hätte aber gerne einen Tatbeweis der FDP, weil heute hier sehr viele schöne Dinge gesagt werden. Meine Frage: Wird Ihre Fraktion heute Nachmittag das Postulat der WBK-NR «Studie über die Auswirkungen von Glyphosat in der Schweiz» unterstützen, ja oder nein?

Walti Beat (RL, ZH): Frau Kollegin Graf, wir diskutieren hier über die verfassungsmässigen Grundlagen der Landwirtschaftspolitik und nicht über ein Postulat zu Glyphosat. Aber ich mache mich gerne kundig und bestätige, dass wir auch in der Umsetzung der allgemeinen Ziele gerne eine konstruktive Rolle spielen.

Chevalley Isabelle (GL, VD): Les initiants veulent renforcer l'approvisionnement alimentaire issu d'une production indigène diversifiée et durable. Voilà qui est plein de bon sens, mais l'article 104 de la Constitution prévoit déjà la même chose, à savoir que «la Confédération veille à ce que l'agriculture, par une production répondant à la fois aux exigences du développement durable et à celles du marché, contribue substantiellement à la sécurité de l'approvisionnement de la population; à la conservation des ressources naturelles et à l'entretien du paysage rural; à l'occupation décentralisée du territoire.» Cet article est issu lui-même d'un contre-projet à une initiative paysanne, comme l'a dit Monsieur Walter.

Le monde paysan a peur de perdre des terres cultivables. Cette peur est légitime mais j'aurais envie de dire que la protection des terres cultivables est déjà bétonnée dans la loi. En effet, la loi révisée sur l'aménagement du territoire veille déjà à une utilisation économe du sol et tient compte efficacement de la protection des terres agricoles. S'il y a des pertes de pâturages en montagne à cause de l'avancée des forêts, à qui doit-on en imputer la faute? A un article constitutionnel? Je ne le pense pas.

Alors, qu'est-ce qui se cache derrière cette initiative? La clé est dans le terme «renforce». Ce terme signifie qu'il va falloir augmenter la production agricole. Sachant qu'aujourd'hui nos terres sont déjà bien cultivées, une augmentation de la production ne pourra se faire qu'au détriment de l'environnement ou de la protection des animaux. Voulons-nous en revenir à la production des oeufs en batterie? Voulons-nous en revenir à des halles de production qui contiennent plus de 100 000 poules? N'avons-nous rien appris de cette manière de vouloir surproduire? Grippe aviaire, vache folle, grippe porcine, voilà autant d'exemples des conséquences d'une production qui ne respecte pas les règles d'un développement durable.

Quel intérêt y a-t-il à revenir en arrière? Est-ce que les consommateurs payeront moins? Peut-être, mais au détriment de la qualité des aliments. Est-ce que les paysans gagneront plus? Pas certain, mais les risques d'épidémies et d'appauvrissement des sols feront courir un bien plus grand danger à la durabilité des exploitations familiales. Avant de vouloir produire plus, faisons en sorte que nos concitoyens soient sensibilisés à la consommation locale et de saison. Ainsi, nous aurons fait bien plus pour l'agriculture.

Le groupe vertlibéral soutient l'agriculture suisse mais ne soutiendra pas une dérive de cette dernière et s'opposera donc à cette initiative.

Bertschy Kathrin (GL, BE): Ist es heisse Luft, oder ist es eine Mogelpackung? Das ist doch die Frage bei dieser Initiative. Was die Initianten fordern, ist weitgehend unumstritten, mehr noch, es ist durch den bestehenden Verfassungsartikel, das Landwirtschafts- und das Raumplanungsgesetz bereits bestens abgedeckt. In der Verfassung steht auch jetzt schon, dass die Landwirtschaft einen wesentlichen Beitrag zur sicheren Versorgung der Bevölkerung leisten soll.

Die Initiative des Bauernverbandes ist darum eine rätselhafte Initiative, denn sie ändert nichts. Ihr Inhalt ist schlicht nichtssagend. Ist es also heisse Luft? Wollte der Bauernverband die Unzufriedenheit in den eigenen Reihen während der letzten Agrardebatte schlichten? Vielleicht. Diese Unzufriedenheit hat sich aber gelegt. Die Agrarpolitik 2014–2017 wirkt, und das erfreulich. Kaum jemand will noch zurück zum alten System mit den Tierbeträgen.

Warum dann diese Initiative? Wenn ich den Voten der Vertreter des Initiativkomitees zuhöre, habe ich doch den Eindruck, es sei eben eine Mogelpackung. Der Bauernverband suggeriert, die Schweiz habe ein Problem mit der Ernährungssicherheit. Mehr noch: Die Initiative brächte Abhilfe, und das weltweit. Fragt man die Initianten, welche Massnahmen, welche Gesetze wir denn innerhalb von zwei Jahren anpassen sollen, kriegen wir keine konkreten Antworten. Sie wollen und können es bis zum heutigen Tag nicht klarstellen. Vielleicht Produktionsstützungsbeiträge, vielleicht Einzelkulturbeiträge erhöhen. Der Sprecher der Minderheit hat gesagt, der Nettoselbstversorgungsgrad müsse erhöht werden.

Ginge es dem Bauernverband, den Initianten tatsächlich um globale Ernährungssicherheit, dann verheifle seine bisherige Politik die Zielsetzung komplett. Für globale Ernährungssicherheit muss eine ressourceneffiziente Produktion gefördert werden, indem man dort produziert, wo die Bedingungen optimal sind. Es muss in allen Ländern eine widerstandsfähige, exportfähige Landwirtschaft aufgebaut werden. Dafür braucht es einen Abbau der massiven Handelsbarrieren der westlichen Länder, einen massiven Abbau der Subventionen und der Markteingriffe.

Die Politik des Bauernverbandes zielt aber in der Vergangenheit stets auf das Gegenteil ab: auf immer mehr Abschottung, immer mehr Protektionismus, immer mehr Markteingriffe in das unternehmerische Denken. Einer Sicherung der Ernährungssicherheit ist das sicherlich nicht zuträglich. Auch im Inland drohen keine Ernährungslücke und kein Produktionsengpass. Im Gegenteil: Die Schweizer Landwirtschaft produziert auf Rekordniveau. In Relation zur Fläche und zur Bevölkerungszahl haben wir im internationalen Vergleich ein sehr hohes Ertragsniveau. Wenn Sie die Landwirtschaft noch mehr produzieren lassen wollen – Herr Leo Mül-

ler, der Sprecher der Minderheit, hat darauf hingewiesen, dass der Nettoselbstversorgungsgrad erhöht werden soll –, geht das nur mit noch mehr Import von Dünger und Futtermitteln und mit einer kostenintensiveren Landwirtschaft. Eine solche Mehrproduktion lässt die Produzentenpreise purzeln. Damit ist niemandem gedient, am wenigsten den Bauernfamilien.

Um in einer Krise die Versorgungssicherheit zu gewährleisten und das Produktionspotenzial zu erhalten, muss gar nicht die Produktion erhöht werden. Zentral ist es, dass die Nutzung der Flächen so erfolgt, dass in Zeiten der Krise das Produktionspotenzial erhalten bleibt, dass die Flächen nicht überbaut sind oder zu Wald werden, dass fruchtbarer, ackerbaulich genutzter Boden erhalten bleibt. Das geht gut und sogar ökologischer mit weniger Produktion, dafür mit Importen aus Regionen, aus denen ein Import ökologisch vertretbar ist. Das ist erst noch ökonomisch sinnvoll; der Thinktank «Vision Landwirtschaft» hat das kürzlich aufgezeigt. Dann besteht auch nicht die Gefahr eines Zerfalls der Produzentenpreise.

Wir Grünliberalen lehnen die Initiative mit dem schönen Titel «für Ernährungssicherheit» ab. Sie schafft nicht Sicherheit, sondern das Gegenteil: Sie schafft grosse Rechtsunsicherheit und grosse Verwirrung. Sie wird eine langwierige Verfassungsdebatte nach sich ziehen, weil jede Seite etwas in den Verfassungstext hineininterpretieren will. Egal, ob es heisse Luft ist oder eine Mogelpackung – der Bauernverband führt die Agrarpolitik hier unter dem Deckmantel der Ernährungssicherheit in die Ungewissheit.

Bitte empfehlen Sie diese Initiative zur Ablehnung. Sie bringt nichts, sie schadet nur.

Rösti Albert (V, BE): Sie sagen, man wisse gar nicht, was für Massnahmen man dann treffen wolle. Ist es nicht so, dass Sie eigentlich haargenau wissen, welche Signale diese Initiative geben soll, nämlich dass man nicht ständig weiter liberalisiert und die Produktion gegenüber dem Status quo weiter unter Druck setzt? Sie wissen das doch.

Bertschy Kathrin (GL, BE): Kollege Rösti, die Initianten haben uns bis heute nicht gesagt, was für Massnahmen, was für Instrumente ergriffen werden sollen und was sie aus dem Verfassungstext ableiten. Was ich heute gehört habe, ist, dass der Nettoselbstversorgungsgrad erhöht werden soll. Ich habe darauf hingewiesen, dass das nur mit einem Mehrimport an Dünger und an Futtermitteln geht. Das ist bestimmt nicht ökologisch, und diese Mehrproduktion führt auch dazu, dass die Preise auf den Märkten zerfallen. Das kann sicherlich nicht im Sinne der Bauernfamilien dieses Landes sein.

Salzmann Werner (V, BE): Frau Bertschy, Sie sagen, Ökologie sei massgebend. Ist es ökologisch nicht sinnvoller, Lebensmittel in der Schweiz zu produzieren und sie hier zu essen, als sie über weite Strecken zu importieren und dabei Öl und andere Energie zu verbrauchen?

Bertschy Kathrin (GL, BE): Ich habe heute nicht viel von Ökologie gesprochen; das mache ich sonst gerne, Herr Kollege Salzmann. Ich habe gesagt, dass es sinnvoller ist, dass wir gewisse Produkte aus Regionen, wo man ökologisch produzieren kann, beispielsweise Osteuropa, importieren, als dass wir Futtermittel importieren und dann unsere Produktion auf ein Niveau hochschrauben, das eigentlich mit unseren landwirtschaftlichen Flächen und unserer Ökologie nicht vertretbar ist.

Aebi Andreas (V, BE): Eine Errungenschaft unserer Landwirtschaft sind auch die Fruchtfolgen, also geordnete Fruchtfolgen zur Erhaltung der Bodenfruchtbarkeit. Sehen Sie nicht auch ein Problem bei der Zuckerrübe oder beim Raps, dass wir da weiter sinkende Preise haben und eine geordnete Fruchtfolge so nicht mehr erhalten können? Das heisst, dass das in Zukunft Produkte ausschliesst und wir diese auch importieren werden.

Bertschy Kathrin (GL, BE): Die Fruchtfolgeflächen zu erhalten ist ein ganz wichtiges Ziel. Das können wir aber mit den bestehenden Verfassungsaufträgen und Gesetzen, die wir haben, erreichen. Nein, ich lehne es ab, dass wir immer mehr Produktionsbeiträge, Einzelkulturbeiträge ausrichten. Für die Zuckerrüben haben wir mittlerweile einen sehr hohen Einzelkulturbeitrag. Das führt nämlich genau dazu, dass man in den Markt eingreift und dass der Bauer nicht mehr als Unternehmer funktioniert und das produziert, was auf seinen Flächen ressourceneffizient herstellbar wäre, sondern er funktioniert subventionsgesteuert. Das ist das, was ich ablehne.

Page Pierre-André (V, FR): Madame Bertschy, je suis très surpris par vos propos, lorsque vous annoncez en séance plénière que vous préférez importer des produits qui ne subissent aucun contrôle, alors qu'en Suisse les agriculteurs sont très contrôlés!

Bertschy Kathrin (GL, BE): Ich habe gesagt, um die Versorgungssicherheit aufrechtzuerhalten, brauchen wir nicht immer mehr Importe an Futtermitteln, sondern es kann auch sein, dass wir eine importfähige Landwirtschaft aufrechterhalten und dass wir Produkte aus Regionen importieren, wo sie sich ökologischer produzieren lassen als bei uns. Das trägt dann letztendlich zur globalen Ernährungssicherheit bei.

Schelbert Louis (G, LU): Die Volksinitiative «für Ernährungssicherheit» ist für die Fraktion der Grünen eine Knacknuss. Einerseits freut uns das Volksbegehren. Es nimmt wichtige Anliegen auf, die gerade uns Grünen viel bedeuten. Zu nennen sind etwa der Grundsatz der Nachhaltigkeit oder der Schutz des Kulturlandes. Andererseits haben wir Mühe mit der Initiative, insbesondere weil sie inhaltlich kaum etwas bringt, was nicht schon in der Verfassung oder in Gesetzen steht. Wir denken da an Bestimmungen zur Qualitätsstrategie, zur Verminderung des administrativen Aufwands, zur Investitionssicherheit und anderes mehr. Was ist ihr Ziel?

Mit der Agrarpolitik 2014–2017 drifteten die Kräfte im Schweizer Bauernverband stark auseinander; wichtig war daher das Herstellen des verbandsischen Friedens. Das scheint geglickt zu sein. Und sonst? Wir wissen es nicht. Doch jede offizielle Politik muss vom Interesse der Gesamtbevölkerung – und die Bauernschaft ist Teil davon – geleitet sein. In der Agrarpolitik sind Direktzahlungen das Mittel, um sie in Richtung Gemeinwohl zu lenken; das kostet jährlich etwa 2,8 Milliarden Franken. Das ist viel Geld. Über dessen Verwendung dürfen nicht die Landwirte allein bestimmen. Die Landwirtschaftspolitik wird, wie andere Politik, von der Gesamtheit gemacht, das muss so sein. Per Agrarpolitik 2014–2017 wurden die Direktzahlungsinstrumente umgebaut. Ökologische Leistungen werden nun mehr abgegolten. Versuche, diese Agrarpolitik mit einem Referendum zu bekämpfen, sind gescheitert, auch weil der Bauernverband sie nicht unterstützte.

Steht der Schweizer Bauernverband nach wie vor hinter der Agrarpolitik 2014–2017? Ich fragte die Initianten in der beratenden Kommission, ob die Initiative gegen die Ökologisierung gemäss Agrarpolitik 2014–2017 gerichtet sei. Das haben sie verneint. Ich habe dasselbe auch die Rechtsexperten Rausch und Hettich gefragt; beide haben verneint, dass die Initiative die rechtliche Basis für ökologische Rückschritte bilden könne. Auf meine Frage hat auch Kollege Jans als Kommissionssprecher das ausdrücklich bestätigt. Das ist wichtig zur Beurteilung der Initiative, und es ist wichtig für die künftige Landwirtschaftspolitik, denn in ökologischer Hinsicht gibt es noch grosse Defizite. Ich nenne Grundwasser, Mitteländseen, Bodenvergiftung, Luftverschmutzung, das heisst, bei Nitrat, Phosphor oder Pestiziden besteht Handlungsbedarf, ebenso bei Bodenqualität und Biodiversität.

Auch beim Tierwohl sind Verbesserungen nötig. Die Agrarpolitik 2014–2017 hat hier klare Ziele formuliert. Da ist Nachlassen nicht erlaubt; die Bemühungen sind zu verstärken. Darin dürfen sich weder Behörden noch Schweizer Bauern-

verband beirren lassen, auch wenn ein Teil der Initianten künstlich einen Gegensatz zwischen Produktion und Ökologie konstruiert. Ich sage «künstlich», weil die Bauern den grössten Teil des Einkommens über die Produktion erzielen. Die Zahl der produzierten Kalorien ist heute so hoch wie noch nie. Kleinere Produktionssteigerungen sind möglich, zum Beispiel über Sortenwahl oder Forschungsergebnisse; Kollege Ritter hat das auf meine Frage hin vorhin ausgeführt. Massive Steigerungen der Produktion dagegen würden heute entweder eine weitere Intensivierung oder mehr Futtermittelimporte bedeuten. Beides halten wir für verkehrt. Gegen mehr Intensivierung steht die offizielle Agrarpolitik. Sie wird weiterentwickelt werden müssen – das ist unser Verständnis von Rechtssicherheit. Diese ist ja auch ein Anliegen der Initiative. Bezüglich des Imports von Futtermitteln reichten die Grünen die Fair-Food-Initiative ein, die ökologische und soziale Minimalstandards für importierte Lebensmittel und Futtermittel fordert; die Vorteile davon liegen auf der Hand.

Da es aber diese anderen Stimmen gibt, verstehen die Grünen die Vorbehalte gegen die Volksinitiative zum Beispiel von Umweltorganisationen. Letztlich sind wir indessen überzeugt, dass eine gute Zusammenarbeit zwischen allen Protagonisten der Sache am meisten dient. Zu lösen ist zum Beispiel auch die noch offene Frage der Gentechnik. Dazu sagt der Initiativtext nichts. Wir haben vorhin gerne gehört, dass sich der Initiant für eine unbefristete Verlängerung des Moratoriums ausgesprochen hat. In diesem Sinne wünschen sich die Grünen, dass der Dialog zwischen den Akteuren – Umweltorganisationen und Bauernverband – intensiv weitergeführt wird. Kollege Walti, das Zeitfenster für solche intensiven Diskussionen steht offen. Das Geschäft geht jetzt in den Ständerat.

In dieser Situation ist die grüne Fraktion übereingekommen, sich bei der heutigen Abstimmung geschlossen der Stimme zu enthalten. Die Schlussabstimmung findet ja vermutlich im Sommer statt.

Thorens Goumaz Adèle (G, VD): L'Union suisse des paysans a lancé son initiative populaire «pour la sécurité alimentaire» après avoir refusé de soutenir un référendum contre la Politique agricole 2014–2017. Il s'agissait alors d'une démarche positive, qui a d'ailleurs fait l'objet d'une forte mobilisation des familles paysannes.

Le texte de l'initiative lui-même ne mange pas de pain, pour rester dans le registre alimentaire. Il reprend en effet différents points d'ores et déjà présents dans la Constitution. Le texte de l'initiative demande que la Confédération «renforce l'approvisionnement de la population avec des denrées alimentaires issues d'une production indigène diversifiée et durable». Le texte cite notamment un point cher aux Verts, à savoir la préservation des terres agricoles. Les Verts ont dès lors considéré le lancement de cette initiative avec bienveillance, du moins dans un premier temps.

En effet, des propos tenus par certains défenseurs de l'initiative ont rapidement semé le trouble quant à ses objectifs. S'agit-il de renforcer l'approvisionnement en produits indigènes en optimisant les méthodes de production respectueuses de l'environnement, comme la formulation «diversifiée et durable» le laisse entendre? S'agit-il de préserver les terres agricoles en luttant contre la prolifération des constructions et le mitage du territoire? Ou alors, comme le laisse entendre l'ail productiviste de l'Union suisse des paysans, s'agit-il d'affaiblir les acquis écologiques de la Politique agricole 2014–2017 au profit d'une agriculture plus intensive et de plus en plus hors-sol? S'agit-il, comme le suggèrent plusieurs interventions parlementaires, soutenues par l'Union suisse des paysans, de remettre en cause le compromis qui a mené au retrait de l'initiative des pêcheurs «Eaux vivantes (Initiative pour la renaturation)», en luttant contre l'espace laissé aux cours d'eau plutôt que contre la construction excessive pour protéger les terres agricoles? Malgré des propos rassurants, aujourd'hui encore, de la part de représentants de l'Union suisse des paysans – en particulier de son président –, le doute persiste. Lors des débats

en commission, notre représentant, Monsieur Schelbert, a demandé aux experts en droit constitutionnel si l'article proposé par les initiants pouvait justifier un retour sur les acquis écologiques de la Politique agricole 2014–2017.

On lui a répondu que non; cela a encore été confirmé ici ce matin. Cependant, les Verts ne sont pas naïfs. Outre le contenu précis de l'article constitutionnel, les signaux politiques donnés ont une grande importance pour l'avenir de notre politique agricole. Notre agriculture se situe actuellement déjà à un très haut niveau de productivité, en comparaison internationale. Son impact sur l'environnement est malheureusement encore et toujours important, en particulier en ce qui concerne l'état des sols, des eaux, et de la biodiversité, notamment du fait de l'utilisation excessive de pesticides qui ont en outre un effet néfaste sur la santé humaine. Les Verts ne sont pas prêts à soutenir une initiative qui, malgré un texte rassembleur et positif de prime abord, peut être utilisé à mauvais escient pour affaiblir l'indispensable écologisation de notre agriculture.

Face aux incertitudes relatives aux conséquences politiques de cette initiative, le groupe des Verts a décidé de s'abstenir à ce stade des débats. Nous prenons en effet au sérieux le terme «durable», présent dans le texte constitutionnel proposé. Pour pouvoir assurer une agriculture durable dans notre pays, il faut persister dans la direction prise par la Politique agricole 2014–2017; en aucun cas, il ne faut revenir en arrière. Les agriculteurs doivent en outre être rétribués de manière équitable pour les prestations d'intérêt public qu'ils fournissent, bien sûr, mais aussi pour leurs produits. Les Verts s'engagent dans ce sens au Parlement, ainsi que via leur initiative «pour des aliments équitables» – ou initiative «Fair Food» –, qui vise à réduire le dumping écologique et social des produits importés, et à renforcer cette agriculture que nous voulons, nous les Verts, pour la Suisse: une agriculture écologique, de qualité et de proximité.

Birrer-Heimo Prisca (S, LU): Die SP steht für eine zukunfts-fähige nachhaltige Landwirtschaft ein, die dem Tierwohl, der Umwelt sowie den Interessen der Konsumentinnen und Konsumenten sowie der Produzenten mit ihren Mitarbeitenden gleichermaßen Rechnung trägt und einer Qualitätsstrategie verpflichtet ist. Dafür setzen wir uns seit Jahren ein, so auch im Rahmen der agrarpolitischen Vorlagen. Mit der Agrarpolitik 2014–2017, die wir unterstützt haben, hat dieses Parlament ein Reformpaket geschnürt, das nun in der Umsetzung ist. Auswertungen des ersten Umsetzungsjahres zeigen, dass die Ziele der Agrarpolitik 2014–2017 erreicht werden können und die Entwicklung in die gewünschte Richtung geht, wie das Bundesamt für Landwirtschaft im Juni 2015 berichtete.

Noch vor der Umsetzung der Agrarpolitik 2014–2017 hat aber der Bauernverband – der verschiedene Reformen der Agrarpolitik 2014–2017 bekämpft hat und in dessen Reihen es Exponenten gibt, die das Rad zurückdrehen wollen – seine Initiative «für Ernährungssicherheit» eingereicht und suggeriert, dass die bestehenden und neuen agrarpolitischen Instrumente nicht ausreichen. Zitat aus dem Werbematerial zur Initiative: «Wir müssen heute handeln, um die Versorgung der Bevölkerung mit Lebensmitteln aus einer vielfältigen, nachhaltigen, inländischen Produktion in Zukunft zu sichern!» Damit wird suggeriert, dass die Instrumente nicht reichen.

Was uns nun aber in Form der Volksinitiative «für Ernährungssicherheit» vorliegt, bringt keine Fortschritte und taugt nicht dazu, die globalen Herausforderungen der Ernährungssicherheit zu meistern. Klimawandel, Bevölkerungswachstum, Wasserknappheit fordern uns heraus. Doch dazu tragen wir auch mit unserer Produktion und unserer Lebensweise bei. Rund 1 Million Tonnen Kraftfutter importieren die Schweizer Bauern jährlich, darunter z. B. Soja, für dessen Anbau in anderen Ländern Regenwälder gerodet werden. Für unseren Fleischkonsum werden andernorts Land und Wasser verbraucht, die nicht mehr für die Ernährungssicherheit der dortigen Bevölkerung zur Verfügung stehen.

Angesichts der vom Frühling bis in den Herbst omnipräsenten Werbung für Schweizer Fleisch – Sie kennen es: «Alles andere ist Beilage», obwohl die Beilage weniger Ressourcen verbrauchen würde und davon mehr Menschen ernährt werden könnten –, angesichts dieser Vermarktungsstrategien, Proviande und der Bauernverband sind Teil davon, und der schnell einsetzenden Klagen, wenn etwas weniger Würste und Steaks konsumiert werden, mag ich nicht an die Versprechungen des Bauernverbandes zur globalen Entwicklung glauben. Zwischen den hehren Worten von heute und den Taten im Alltag klafft ein grosser Abgrund. «Die Botenschaft hör' ich wohl, allein mir fehlt der Glaube», sagt man.

Diese Initiative bringt keine wesentlichen Fortschritte, und auch die Konsumentinnen und Konsumenten können keinen Mehrwert daraus ziehen. Sie nützt kaum, kann aber Schaden anrichten, je nachdem, welche wirklichen Ziele und Motive dahinterstehen. Die inhaltlichen Unklarheiten öffnen Tür und Tor für Interpretationen. Der heutige Verfassungartikel zur Landwirtschaft ist umfassend und erfüllt bereits die Forderungen der Initiative nach sicherer Versorgung der Bevölkerung und nachhaltiger Produktion, und das neue Raumplanungsgesetz ist aktuell in der Umsetzungsphase.

Dazu die Fakten, die für sich sprechen: Die Kalorienproduktion in der Schweiz war noch nie so hoch wie heute und wird auch in Zukunft infolge technologischen Fortschritts weiter zunehmen. Der Agrarsektor hat kein Produktions-, sondern ein Wertschöpfungsproblem, das mit der Agrarpolitik 2014–2017 angegangen wird. Die Inlandproduktion stieg von 2000 bis 2014 brutto um 4,7 Prozent, netto um 2,8 Prozent. Der Brutto- und Nettoselbstversorgungsgrad ist im Trend konstant und liegt in der Schweiz relativ zur Fläche pro Kopf hoch. Mit anderen Worten: Die Schweizer Landwirtschaft ist leistungsfähig wie nie zuvor, und dies trotz Flächenverlust durch Überbauung und Bevölkerungswachstum. Sie weist eine hohe Produktionsintensität auf im Vergleich zur europäischen Landwirtschaft, die weltweit bereits eine der intensivsten ist. Diese intensive Produktion in der Schweiz hat aber auch ihre Kehrseite. Die hohen Pestizid-, Stickstoff- und Phosphorbelastungen bedrohen immer noch die natürlichen Ressourcen und die Artenvielfalt.

Ein weiterer Punkt: Der geforderte Schutz der einheimischen Produktion wird mit Beiträgen zur Versorgungssicherheit und Zöllen gewährleistet, und die unternehmerische Freiheit der Betriebe erlaubt eine marktgerechte, vielfältige und nachhaltige Produktion. Die jüngsten Revisionen des Raumplanungsgesetzes und die Direktzahlungsverordnung nehmen die Anliegen bezüglich Kulturlandverlust und Sommerungsfläche auf, und die Qualitätsstrategie ist mit der Agrarpolitik 2014–2017 im Landwirtschaftsgesetz verankert worden. Dass der administrative Aufwand gering bleiben soll, lässt sich längst aus bestehenden Regelungen ablesen und gilt für alle Wirtschaftszweige. Eine derartige Spezialverfassungsbestimmung für die Landwirtschaft würde wohl auch nicht viel nützen; ich denke zum Beispiel an die Alkoholversteuerung, wo sich der Bauernverband an vorderster Front für die aufwendige Ausbeutebesteuerung aus dem 19. Jahrhundert einsetzte.

Die Initiative bringt inhaltlich keine Neuerungen gegenüber dem bestehenden agrarpolitischen und raumplanerischen Regelwerk. Sie schafft aber angesichts ihres Inhalts, bei dem niemand so richtig weiss, was er bringen soll, nur weitere Unsicherheit für die Bauernfamilien. Nach der intensiven Debatte um die Agrarpolitik 2014–2017 braucht es nun Planungssicherheit und keinen neuen Aktivismus. Es braucht Stabilität. Diese bringt die geforderte Rechts- und Investitionssicherheit und nicht schön formulierte Initiativtexte.

Sollte die Initiative angenommen werden, so müsste der Bundesrat spätestens nach zwei Jahren der Bundesversammlung die entsprechenden Gesetzesänderungen beantragen. Das bringt auch Unsicherheit, und wie schon gesagt: Niemand weiss heute, was genau dann für Gesetzesänderungen gefordert werden. Hier kommt dann die Interpretation, wer was möchte. Es gibt Exponenten aus dem Umfeld des Bauernverbandes, zum Beispiel alt Nationalrat Rudolf

Joder, der in Interviews klar sagte, dass man mit der Agrarpolitik 2014–2017 auf dem falschen Weg sei, dass hier zurückgedreht werden müsse. Er ist einer der Urheber dieser Debatte um die Ernährungssicherheit und wollte auch einen eigenen Initiativtext einreichen.

Übrigens finde ich es in diesem Zusammenhang sehr speziell, wie nun der Bauernverband den Gegenvorschlag des Bundesrates zitiert und lobt. Der Gegenvorschlag des Bundesrates wurde vom Bauernverband in seiner Stellungnahme abgelehnt. Er war nicht zufrieden damit, unter anderem auch deshalb, weil es eben da auch um die Sicherheit via Handelsbeziehungen ging.

Die Initiative ist ein Placebo mit nicht bekannten, allfällig unerwünschten Nebenwirkungen.

Auch zum Beispiel die Kleinbauern-Vereinigung, eine Organisation von Bäuerinnen und Bauern sowie Konsumentinnen und Konsumenten, erachtet die Initiative als unnötig und lehnt sie ab. Bio Suisse vertritt eine neutrale Haltung dazu und schreibt, dass diese Verfassungsdiskussion über die Schweizer Landwirtschaft Risiken birgt und schlimmstenfalls den guten Kompromiss, den die heutige Agrarpolitik darstellt, grundsätzlich infrage stellt.

Die SP-Fraktion lehnt diese Initiative des Bauernverbandes ab. Sie ist unnötig. Ich bitte Sie, dies ebenso zu tun. Konzentrieren wir doch unsere Kräfte auf eine gute Zusammenarbeit in der Wertschöpfungskette der Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft statt auf unnötige und auch zerrissene Verfassungsdiskussionen.

Lohr Christian (C, TG): Angesichts der wachsenden Weltbevölkerung, der schwindenden Ressourcen – als Stichworte dazu dienen «Klimawandel» und «Wassernot» –, aber auch aufgrund der steigenden Bedürfnisse der Menschen in den Schwellenländern und in der Dritten Welt tun wir gut daran, ja sind wir in der Verantwortung, auch in unserem Land dem Thema «Ernährungssicherheit» noch vermehrt Beachtung zu schenken. Die Wichtigkeit derselben haben nun schon diverse Fraktionsrednerinnen und -redner dargelegt. Selbst der Bundesrat hat sie ja in seiner Begründung des inzwischen zurückgezogenen Gegenvorschlages auch ganz klar anerkannt.

Ich möchte diese Vorlage nun aber auch noch aus zwei speziellen Blickwinkeln betrachten, einerseits aus der Sicht meines Wohn- und Heimatkantons Thurgau und andererseits auch als sehr wohl kritischer Konsument.

Zum ersten Punkt: Ich komme aus dem ländlich geprägten Kanton Thurgau. In diesem Kanton sind noch doppelt so viele Menschen in der Landwirtschaft tätig, wie dies in der übrigen Schweiz der Fall ist. Die der Landwirtschaft vor- und nachgelagerten Betriebe wie Metzgereien, Bäckereien, Lebensmitteläden, Landmaschinenhändler, aber auch grosse und national bekannte Betriebe wie die Zuckerfabrik, die Milchpulverfabrik, die Bischofszell Nahrungsmittel AG, die Mostereien und Mühlen gehören unseres Erachtens zu wichtigen Elementen der Ernährungswirtschaft.

Gemäss Studien hängen im Kanton Thurgau rund 15 Prozent der Wirtschaftskraft des Kantons mit der Landwirtschaft zusammen. Wenn man dann noch die durch alle Betroffenen ausgelösten Bauvolumen hinzuzählt und mit einbezieht, so werden es noch bedeutend mehr sein. Ausserhalb der grossen Wirtschaftszentren treffen wir in vielen Landesgegenden ähnliche Verhältnisse an. Wenn wir also – wie ich dies aus Überzeugung tue – eine Vorlage unterstützen, die die inländische Ernährungswirtschaft stärkt, betreiben wir auch eine sinnvolle Wirtschaftspolitik und vor allem eine durchaus zukunftsorientierte Regionalpolitik.

Zum zweiten Punkt: Als verantwortungsvoller Konsument will ich – das sage ich ausdrücklich –, dass die in der Schweiz zur Lebensmittelproduktion vorhandenen Ressourcen effizient und nachhaltig bewirtschaftet werden. Ich will eine naturnahe und eine schonende, eine ökologisch vielfältige Produktion und Produktionsverfahren, die überzeugen. Beides ist der Schweizer Bevölkerung sehr wichtig. Nur so ist die langfristige, nachhaltige Produktion auch für die nächsten Generationen gewährleistet. Eine stärkere Verankerung

der Versorgung mit inländischen Lebensmitteln in der Verfassung stärkt auch meine Position als Konsument. Mir ist es wichtig, auch in Zukunft selber und überzeugt bestimmen zu können, was auf meinen eigenen Teller kommt.

Ich bin dezidiert der Auffassung, dass ein Zusatz in der Verfassung betreffend die Ernährungssicherheit Sinn macht. Mit dieser Ergänzung handeln wir zukunftsorientiert und proaktiv. Ich bitte Sie, die Initiative zur Annahme zu empfehlen. Freuen Sie sich mit mir auf die baldige Erdbeerernte im Thurgau!

Müller Walter (RL, SG): Sind wir hier eigentlich bei der Beratung einer Initiative oder bei der Beratung eines Gesetzes? Ich staune schon darüber, was in diese Initiative hineingelesen wird und – das sage ich Ihnen auch – was hier alles versprochen wird. Wenn das Volk diese Initiative einmal annimmt, hat niemand mehr, auch nicht die Initianten, die Hoheit über diesen Text. Dann gilt vielmehr der Wortlaut. Ich bitte Sie daher, diesen Text einmal unaufgeregt zu lesen, eine Beurteilung zu machen und dann zu entscheiden.

Zuerst aber noch zu meiner Interessenbindung: Ich war Milch- und Gemüseproduzent, ich bin Präsident einer grossen Regionalmarketingorganisation, die im Jahr 2000 gegründet worden ist und viele Betriebe entlang der gesamten Handelskette, von der Produktion bis auf den Teller, auf sich vereint. Wir haben begonnen mit einem Umsatz von 5 Millionen Franken über zertifizierte Produkte im ersten Jahr. Heute zertifizieren wir Produkte mit einem Umsatzumfang von rund 360 Millionen Franken. Es ist also ein ausgewiesenes Bedürfnis der Bevölkerung. Warum haben wir Erfolg? Wir haben uns gefragt, was die Kunden wollen.

Hier haben wir uns zu fragen, was die Bevölkerung will. Obwohl ich Bauer bin – immer noch, im Herzen – geht es mir nicht darum, was ich will; vielmehr geht es mir darum, was die Bevölkerung will. Wir Politiker sollten uns ebenfalls fragen, was unsere Kunden wollen. Unsere Kunden sind nämlich letztlich unsere Wähler. Das sollten wir berücksichtigen. Es ist ganz klar: Die Bevölkerung will gesunde Nahrungsmittel, die nachhaltig produziert werden und, wenn möglich, aus der Region stammen. Das steht auch nicht im Widerspruch zu ökologischen Anliegen, überhaupt nicht! Zudem will die Bevölkerung auch Wohlstand. Was bedeutet das? Es ist so, die Grenzen werden offener sein, die Konkurrenz wird zunehmen, sodass wir uns also anstrengen müssen, um mit unseren Produkten Erfolg zu haben. Dass es für die Landwirtschaft mehr Geld gibt, wird nicht möglich sein. Das wissen wir alle.

Was können wir also in dieser Situation tun? Die Wünsche der Bevölkerung erfüllen. Wohlstand bedeutet beispielsweise, dass man gut essen möchte, und zwar Lebensmittel, die möglichst aus der Region stammen. Das ist erwiesenermassen so. Was also tun wir in dieser Situation? Wir müssen die Landwirtschaft wettbewerbsfähiger machen. Das fordert auch die Initiative, wie man dem Text entnehmen kann: «Der Bund stärkt die Versorgung ...» Wie kann er sie stärken? Indem er die Landwirtschaft eben wettbewerbsfähiger macht. Das ist ein wesentliches Ziel, das ist ein auch für mich wesentliches Anliegen.

Ich sehe das bei meinen Betriebsnachfolgern, meinen Söhnen. Wann beginnen sie zu investieren? Wenn sie Rechtssicherheit haben, wenn sie wissen, wohin die Reise geht. Dann investieren sie, dann investieren sie in die Zukunft. Darum sind Rechtssicherheit und eine angemessene Investitionssicherheit ganz zentral. Das predigen wir Liberalen doch immer, wir nehmen das für uns in Anspruch. Dann floriert die Wirtschaft. Machen Sie also die Landwirtschaft stark.

Fragen Sie sich, was die Bevölkerung will, entscheiden Sie für die Bevölkerung. Dann ist diese Initiative ein möglicher Weg, dorthin zu kommen, dass die Bevölkerung ihre Bedürfnisse erfüllen kann, obwohl – das wissen wir alle – die Konkurrenz aus dem Ausland zunimmt, obwohl nicht mehr Mittel möglich sind.

Ich sage immer: Es ist schwierig, in diesem Teich zu schwimmen, wenn man an den Füssen Blei hat. Nehmen

Sie das Blei weg, lassen Sie die Landwirtschaft schwimmen, und lassen Sie sie nachhaltig produzierte Lebensmittel auf den Markt bringen. Ich weiss, dass das ein Bedürfnis ist, ich weiss, dass wir das können, und wir wollen das auch tun. Geben Sie uns diese Chance!

Aebi Andreas (V, BE): Herr Müller hat seine Interessenbindung offengelegt, und das mache ich ebenfalls sehr gerne. Als produzierender Emmentaler Landwirt habe ich mit meiner Frau Thea seit dreissig Jahren Lehrlinge und Lehtöchter ausgebildet. Rund sechzig junge Leute haben bei uns Landwirtschaft gelernt. Es ist also mein ureigenes Interesse, dass wir hier gemeinsam das Beste machen.

Jeden Tag Nahrungsmittel im Überfluss zu haben ist für uns alle zur Selbstverständlichkeit geworden. Kaum vorstellbar für uns ist, dass es Zeiten gegeben hat, in denen nicht jeder und jede mehr als genug Lebensmittel hatte. Es ist selbstverständlich geworden, dass viele Leute hier es für unnötig halten, über das Thema Ernährungssicherheit zu diskutieren oder dazu gar eine Initiative zu machen. Aber allein schon die jetzt geführte Diskussion im Rat freut mich richtig. Wenn immer wieder sechs, sieben anstehen, Fragen stellen, mitdenken und gemeinsam das Beste machen, zeigt mir das, dass es aktueller denn je ist, die Landwirtschaft und die schweizerische Landwirtschaftspolitik anzupassen, zu überdenken und wieder neu auszurichten. Schliesslich geht es hier um die Frage der Versorgung der Schweiz mit Lebensmitteln, also um Mittel zum Leben und nicht um Dinge, ohne die wir auch leben könnten.

Wir haben es gehört: Unser Selbstversorgungsgrad beträgt rund 50 Prozent; die Franzosen sind bei über 100 Prozent, die Deutschen sind bei gegen 80 Prozent. Als Lehrlingsausbilder ist es mir auch wichtig, dass wir die ökologische Seite haben, aber auch immer wieder die Produktion. Herr Walti von der FDP hat den Präsidenten der BDP zitiert und gefragt, warum er dafür sei, er sei ja in einer «Bienenpartei». Hier spricht ein Imker. Bitte, Herr Walti, seien auch Sie so liberal und schauen Sie einmal, was die Bienen brauchen! Die Bienen brauchen auch Rapsfelder für die Tracht, d. h. für den Honig, den sie in den Bienenstock eintragen und nicht selbst verbrauchen. Das gibt einen hervorragenden Honig. Wenn dieser Raps plötzlich wegrationalisiert ist, weil er, wie der Zucker, nicht mehr rentiert, dann haben wir halt Palmöl aus Südamerika, und den Bienen geht es dann nicht besser, sondern den Bienen geht es ganz klar schlechter – das sagt ein Imker.

Es darf zu Recht infrage gestellt werden, ob es die in der Initiative vorgeschlagene Ergänzung wirklich braucht. Dazu gehört auch das Hinterfragen der Tatsache, ob die Verfassung der richtige Ort ist, um den Kampf gegen die Bürokratie so explizit festzuschreiben. Darüber kann man diskutieren.

Offenbar gibt es aber in der bestehenden Verfassungsbestimmung zum Thema Ernährungssicherheit Ergänzungsbedarf. Da stelle ich wohlwollend fest, dass sogar der Bundesrat einen Gegenvorschlag gemacht hat und explizit darauf hingewiesen hat. Kein Geringerer als unser aktueller Bundespräsident hat den Kampf gegen die überbordende Bürokratie zum obersten Ziel seiner Amtszeit erklärt.

Die Rekordzeit, in der die Unterschriften für die Initiative gesammelt wurden, zeigt, wie sensibel die Bevölkerung in Bezug auf diese Thematik ist; das zeigt sich auch heute wieder, wie ich bereits gesagt habe. Es zeigt sich aber auch, dass die Bevölkerung klare Vorstellungen hat, was unter Ernährungssicherheit zu verstehen ist. Es geht dabei um weit mehr als nur um verfügbare Kalorien, es geht vielmehr um Vielfalt, Ausgewogenheit und um die Art und Weise, wie diese Nahrungsmittel produziert werden. Diese Grundsätze gehören in die Verfassung und präzisieren den Auftrag der Schweizer Landwirtschaft. Es ist eine Präzision, die notwendig ist.

Die Initiative beabsichtigt aus meiner Sicht keine weiteren protektionistischen Massnahmen zum Schutz der Landwirtschaft. Im Gegenteil, sie beabsichtigt die Stärkung der Schweizer Landwirtschaft. Agrarpolitische Rahmenbedin-

gungen und Zielsetzungen sollen es der Branche ermöglichen, selber Lösungen zu erarbeiten. Die Landwirtschaft muss sich aus der Abhängigkeit der Direktzahlungen lösen. Diese Initiative stellt einen Meilenstein auf diesem Weg dar. Die Ernährung der wachsenden Bevölkerung stellt eine der grössten Herausforderungen der kommenden Zeit dar. Mit Geld – wir haben ja alle genug Geld, niemand hat so viel Geld wie die reiche Schweiz – kann man auf dieser Welt alles leerkufen. Wir können uns in diesem Selbstbedienungsladen der Nahrungsmittel dieser Welt immer einfach so bedienen, auf Kosten nicht nur der Schweizer Landwirtschaft nötigenfalls, sondern auch auf Kosten der anderen. Bekanntlich sind wir ja jährlich 80 000 Leute mehr.

Mit dem Klimawandel wird diese Herausforderung nicht kleiner werden. Es ist daher nur logisch und verantwortungsvoll, wenn die Schweiz mit ihren grossen Ressourcen an Boden und Wasser ihre Verantwortung wahrnimmt und ihre Ernährungssicherheit nicht immer stärker durch Importe und somit auf Kosten anderer sicherstellt. Vielmehr soll sie das Mögliche selber produzieren. Keinesfalls soll diese Entwicklung auf Kosten des ökologischen Gleichgewichts der Schweiz passieren, und keinesfalls soll eine einseitige Intensivierung propagiert werden. Es mag sein, dass dieser Aspekt im Initiativtext zu wenig klar beschrieben ist. Es ist allerdings das ureigene Interesse der Landwirte als Grundbesitzer, die nachhaltige Nutzung ihrer Ressourcen sicherzustellen.

Als Bauer aus Leidenschaft rufe ich Sie dazu auf, dieser Initiative zuzustimmen und damit klar zu bekennen, dass Ernährungssicherheit keine Selbstverständlichkeit ist, sondern jeden Tag erarbeitet werden muss.

Glättli Balthasar (G, ZH): Der Text dieser Initiative ist ja tatsächlich sehr offen formuliert. Als Mitglied der Staatspolitischen Kommission könnte ich eigentlich erfreut sein: endlich wieder einmal eine Initiative, die einen Verfassungstext vorschlägt und nicht schon gerade Gesetz und Verordnung in unser höchstes Gesetzesbuch, in die Verfassung, schreiben will! Allerdings muss ich sagen: Etwas mehr Präzision wäre vielleicht doch hilfreich gewesen. Der Verdacht, dass es nicht nur um die Optimierung der Chancen an der Urne ging, sondern vor allem auch um die Optimierung der Chance, dass diese Initiative zur internen Konsolidierung des Schweizer Bauernverbandes führt, ist nicht ganz von der Hand zu weisen. Ein greifbares Ziel fehlt uns.

Welches Zielfoto haben wir Grünen für die Landwirtschaft? Für uns ist ganz wichtig, dass die Schweiz nicht einfach isoliert ist. Wir sind nicht für eine Weltais, die angesichts der Grenzen blind ist. Ich habe das Thema Futtermittelimporte in meiner Frage schon angesprochen. 200 000 Hektaren Ackerfläche haben wir ausgelagert für die Produktion von Futtermitteln. Nur 15 Prozent der Eiweisstäger in der Schweiz, die verfüttert werden, werden auch hier produziert. Tag für Tag importieren wir 700 Tonnen Soja aus Brasilien für Futtermittel. Das heisst, Schweizer Fleisch, Schweizer Milch und Eier werden faktisch immer stärker auf ausländischem Boden produziert. Wer hier von Selbstversorgungsgrad spricht, ohne die Futtermittelimporte zu nennen, lügt sich in die eigene Tasche, lügt auch den Wählerinnen und Wählern in die Tasche. Wir Grünen sind nicht gegen den Handel, auch nicht gegen den Handel im Landwirtschaftsbereich. Aber unser Motto heisst hier: «fair trade» statt «free trade», oder auf Deutsch: fairer Handel statt Freihandel um jeden Preis.

Das ist unser Zielfoto: Wir wollen kein Öko- und Tierschutzdumping, wir wollen auch für die Bauern in der Schweiz keine unfaire Konkurrenz durch ausländische Produktion, die sich nicht an die schweizerischen Minimalanforderungen halten muss. Gerade im Tierschutzbereich gibt es ja deutliche Unterschiede.

Diese Forderungen der Grünen haben 105 540 Schweizerinnen und Schweizer mit ihrer Unterschrift unter unsere Fair Food-Initiative bekräftigt. Von einer solchen Politik profitieren sowohl Konsumentinnen und Konsumenten als auch Schweizer Bäuerinnen und Bauern. Wovon weder Konsumentinnen und Konsumenten noch unsere Umwelt noch wir,

die hier leben, profitieren, ist eine Intensivierung der Produktion in der Schweiz à tout prix. Kulturlandschutz – ja, gerne! Intensivierung um jeden Preis – nein danke! Sie sehen, es gibt viele Fragen, die für uns Grüne zur Beantwortung, ob wir am Schluss ein Ja oder Nein empfehlen, schlicht noch offen sind. Deshalb möchten wir das über die Zeit bis zur Schlussabstimmung noch offen lassen, um dann definitiv den Entscheid treffen zu können. Ich kann Ihnen als Zürcher Grüner nur sagen: Bei mir könnten diejenigen, die sich jetzt für diese Initiative einsetzen, viel mehr Vertrauen schaffen, dass auch gemeint ist, was drin steht, wenn diese – der Bauernverband, alle Parteien, die hier jetzt Ja zu dieser Initiative sagen – sich dafür einsetzen würden, uns Grüne im Kanton Zürich zu unterstützen, wenn wir endlich die vom Souverän im Kanton Zürich beschlossene Kulturland-Initiative umsetzen wollen. Hic Rhodus, hic salta! Für mich als Zürcher ist das der Tatbeweis, den ich brauche, damit Sie mich überzeugen können, dass Kulturlandschutz hier ernst gemeint ist, dass es nicht einfach ein Honigtopf ist, der den Grünen das Zustimmung etwas versüssen soll.

Nicolet Jacques (V, VD): Je déclare tout d'abord mes intérêts: je suis agriculteur à Lignerolle dans le Jura vaudois, en zone de montagne !; je produis sur une exploitation, avec mon fils, du lait destiné à la fabrication de gruyère ainsi que de la volaille.

L'initiative populaire «pour la sécurité alimentaire» vise à garantir un approvisionnement durable en denrées alimentaires indigènes de qualité. Elle ne demande pas de moyens financiers nouveaux pour l'agriculture, mais de disposer d'un cadre législatif permettant de renforcer l'approvisionnement de la population en des denrées indigènes, et ainsi de freiner la baisse de notre taux d'autoapprovisionnement.

Cette initiative permettra d'assurer au consommateur que vous êtes toutes et tous une meilleure traçabilité des denrées alimentaires, ainsi que la garantie du respect de normes de production strictes et des conditions de détention respectueuses des animaux appliquées en Suisse. Elle contribuera à freiner la perte de revenus des exploitations agricoles et à apporter des perspectives d'avenir aux agriculteurs vivant dans un contexte instable, lequel se traduit notamment par des difficultés budgétaires importantes lors de reprises d'exploitations.

Cette initiative permettra de préserver, un peu, les bonnes terres agricoles. Rappelons au passage que presque dix hectares, soit 100 000 mètres carrés, de terres agricoles sont perdus chaque jour en Suisse. L'initiative encouragera la production de denrées alimentaires devenues de moins en moins rentables, en raison de cultures improductives, par une optimisation des pratiques culturales. Ainsi, elle contribuera à une meilleure productivité agricole par le biais de meilleurs choix culturaux, tout en assurant le respect de l'environnement.

Cette initiative est un signe fort adressé à une population paysanne engagée et déterminée à mettre dans vos assiettes des produits de première qualité, une population paysanne qui ne demande qu'à gagner sa vie décemment. Cette initiative permettra également de pérenniser les près de 160 000 emplois générés directement par l'agriculture suisse.

En ma qualité d'agriculteur engagé, je vous invite à soutenir cette initiative.

Grossen Jürg (GL, BE): Auch die Volksinitiative «für Ernährungssicherheit» mit der Forderung nach einem neuen Artikel 104a in der Bundesverfassung scheint wie so viele andere Initiativen auf den ersten Blick gut. Ich kenne niemanden, der gegen «die Versorgung der Bevölkerung mit Lebensmitteln aus vielfältiger und nachhaltiger einheimischer Produktion» ist, wie es Absatz 1 der Initiative verlangt. Ich kenne auch niemanden, der den «Verlust von Kulturland einschliesslich der Sömmerungsfläche» nicht eindämmen möchte. Ebenso wollen alle die Ziele mit möglichst wenig administrativem Aufwand erreichen und auch in der Landwirtschaft eine angemessene Investitionssicherheit haben,

wie es Absatz 2 verlangt. Ich habe den vorherigen Rednerinnen und Rednern gut zugehört. Was mir aus den Voten klar wurde, ist Folgendes: Es versteht sich niemand, was die Initiative genau ändern will. Die Initianten können es weder klar und deutlich ausdrücken, noch haben es die Gegner verstanden. Das Einzige, was meines Erachtens klar ist, ist eine grosse Unsicherheit und Unklarheit.

Liebe Initiantinnen und Initianten, für diese Unklarheit wollen Sie die Bundesverfassung ändern und dafür auch das Volk bemühen. Ich verstehe zwar Ihre Anliegen, aber nicht Ihr Vorgehen. Ernährungssicherheit, nachhaltige Produktion und Kulturlandschutz sind bereits in Artikel 104 der Bundesverfassung verankert und auf gesetzlicher Ebene auch umgesetzt. In den letzten Jahren sind mit der Revision des Landwirtschaftsgesetzes und des Raumplanungsgesetzes auch wichtige Entscheide zur Weiterentwicklung der Agrarpolitik und zu einer Verbesserung des Kulturlandschutzes getroffen worden.

Die Initiative ist deshalb für mich völlig überflüssig, denn sie trägt nichts zur Rechtssicherheit bei. Vielmehr ist sie schädlich, denn die Annahme der Initiative würde eine langwierige Debatte um die Ausrichtung der Landwirtschaftspolitik nach sich ziehen. Im Nachhinein würden beide Seiten versuchen, etwas in den Verfassungstext hineinzuinterpretieren. Die Befürworter würden gerne diese und jene Massnahmen aus dem unklaren Verfassungsauftrag ableiten, die Gegner würden gerade gegenteilige Schlüsse ziehen. Verbessert würde damit gar nichts.

Die Initiative ist eine leere Hülle, und die Initianten wollen sie dann im Nachhinein nach ihrem Gusto füllen. Sie wecken hier Erwartungen der Bauernfamilien, welche Sie dann ohnehin nicht erfüllen können. Der Bevölkerung wird vorgegaukelt, sie würde mit der Annahme der Initiative den Hunger in der Welt bekämpfen, was hinten und vorne schlicht nicht stimmt.

Weil jede und jeder in den Verfassungstext hineininterpretiert, was er gerade möchte, ist diese Initiative untauglich. In Tat und Wahrheit wäre diese Initiative das Schlimmste für die Bauernfamilien, weil sie eine langwierige Debatte mit unklarem Ausgang nach sich ziehen würde. So könnten die Bauern, die in den letzten Jahren schon zahlreiche Reformen mitgemacht haben, doch nicht langfristig planen. Wenn nicht klar ist, ob die Regeln wieder geändert werden oder Bestand haben, ist das für mich als «KMU-ler» Gift und ein unhaltbarer Zustand. Ich kann doch nicht investieren, wenn ich nicht weiss, was in zwei Jahren gilt.

Wir haben eine Agrarpolitik, die sich im Wandel befindet, und wir verfolgen langfristige und klare Ziele. Die aktuelle Landwirtschaftspolitik ist besser als die vorherige; das ist auch bei den meisten Bauern unbestritten. Diese gilt es nun grundsätzlich weiterzuführen, aber auch gezielt zu verbessern. Ja, es gibt Verbesserungspotenzial. Aber die Initiative trägt nichts, überhaupt nichts zur Verbesserung bei.

Viel zielführender wäre eine konstruktive Zusammenarbeit aller Beteiligten zur Erreichung der gemeinsamen Ziele auf der heutigen Verfassungsbasis. Dazu reichen ich und die Grünliberalen gerne die Hand. Es wäre ehrlich zu sagen, dass es an der Zeit ist, diese Initiative zurückzuziehen, die der Schweizer Bauernverband lanciert hat, um die Unzufriedenheit der Bauern während der Beratung der Agrarreform 2014–2017 aufzufangen. Sie schadet nur und bindet unnötig Ressourcen in der Verwaltung. Das ist Misswirtschaft, die unser Land nicht braucht.

Bitte empfehlen Sie die Volksinitiative «für Ernährungssicherheit» trotz dem gut tönenden Titel zur Ablehnung. Sie bringt nichts ausser Unsicherheit.

Rösti Albert (V, BE): Bundesrat und Parlament, aber vielfach auch das Volk haben in regelmässigen Abständen grundsätzlich über unsere Agrarpolitik diskutiert, und ich denke, das ist so auch gut und wichtig, weil die Landwirtschaft viel mehr umfasst als die paar Prozent der Bevölkerung, die dort arbeiten. Eine umfassende Agrardebatte ist sinnvoll und notwendig, weil sie die Möglichkeit schafft, über die wichtigen öffentlichen Leistungen der Landwirtschaft im Klaren zu sein

und diese damit auch zu sichern. Es ist nämlich unbestritten – ich glaube, da sind wir uns praktisch alle einig –, dass die Landwirtschaft einen wichtigen Beitrag an die Nahrungsmittelversorgung leisten muss, an unsere Kulturlandschaftspflege, an der letztlich das ganze Tourismusland Schweiz hängt, mit sehr grosser Wertschöpfung und vielen Arbeitsplätzen. Aber ebenso muss sie einen Beitrag leisten an eine ökologische Bewirtschaftung, an die Schaffung von Biodiversität und letztlich an lebensfähige Dörfer in den ländlichen Räumen, die sonst keine grossen Wirtschaftsbereiche haben. Das ist ein wichtiger Beitrag zur dezentralen Besiedlung. Diese öffentlichen Leistungen gibt es nicht gratis, hier braucht es Massnahmen der Agrarpolitik. Bei allem liberalen Gedankengut, das ich auch teile: Wenn unsere Landwirtschaft ohne Massnahmen in direkter Konkurrenz zu ausländischer Produktion stünde, würde in der Schweiz nicht mehr produziert.

Aufgrund dieser Grundsätze erachte ich diese Initiative als sehr sinnvoll, denn ich bedaure die aktuelle Situation in der Landwirtschaft. Hier im Parlament habe ich jeweils den Eindruck, dass sehr viel für die Landwirtschaft gemacht wird. Man hat das Gefühl, man mache sehr viel. Wenn ich mit den Bäuerinnen und Bauern spreche, spüre ich eine grosse Frustration. Es ist eine Frustration wegen zu viel Bürokratie, auch wegen des Eindrucks, dass die Produkte, die sie herstellen, nichts mehr wert sind. Sie fragen sich, ob sie nicht besser den Betrieb aufgeben und in den bisherigen Nebenerwerb gehen sollten. Deshalb ist dieser ergänzende neue Verfassungsartikel nötig, denn für die Unabhängigkeit des Landes erachte ich eine sichere Ernährung als absolut zentral. Es heisst ja im Verfassungsartikel, dass die Ernährungssicherheit gestärkt werden soll. Man legt sich ganz bewusst nicht auf einen bestimmten Prozentsatz fest. Das erachte ich als richtig. Aber es heisst, das, was wir heute produzieren, soll gehalten werden. Das ist nicht einfach so selbstverständlich, weil die Konkurrenz so stark ist.

Die Initiative will diese Stärkung der Produktion, aber sie muss natürlich tiergerecht und ökologisch sein. Das bestreitet niemand. Diese ist in der Schweiz viel tiergerechter als im benachbarten Ausland und in vielen anderen Ländern. Ich nenne drei konkrete Beispiele: Wir kennen im Ausland unverändert die Käfighaltung von Hühnern, eine traurige Haltung, die in der Schweiz längst verboten ist. Wir kennen Haltungssysteme im Ausland mit billigeren Produktionsmethoden wie fehlender Einstreu bei Schweinen oder im Kleintierbereich die Gruppenhaltung von Kaninchen; diese Produkte konkurrenzieren mit den unseren. Ganz wesentliche Elemente, die dieses Parlament über das Tierschutzgesetz geschaffen hat, sind im Ausland nach wie vor nicht eingeführt. Wenn wir eine Stärkung der Produktion wollen, müssen wir in diesem Bereich auch einen minimalen Agrarschutz haben. Es macht keinen Sinn, wenn wir ständig weiter unsere Massnahmen infrage stellen. Ich nenne beispielsweise die aktuelle Diskussion um die Abschaffung des Leistungssystems im Kartoffelbereich: Es besteht kein Druck zum Versteigerungssystem, aber es wird Druck auf die Preise ausgeübt. Es wurde viel gesagt, es werde viel mehr Futtermittel importiert: Dieses Parlament hat beschlossen, dass der Bundesrat regeln kann, dass im Inland mehr heimisches Futtermittel produziert wird. Bisher fehlt die Umsetzung. Gleichzeitig wissen wir, dass die Pläne für ein Agrarfreihandelsabkommen mit der EU von Bundesrat und Verwaltung nicht einfach begraben sind, und deshalb ist ein klares Signal des Volkes über diese Initiative zur Stärkung der Versorgungssicherheit sinnvoll und notwendig.

Es gibt zwei weitere Massnahmen, etwa weniger Bürokratie. Nur kurz: Die Biodiversitätsmassnahmen bzw. die Landschaftsqualitätsbeiträge haben wir diskutiert. Unsere Seite hat verloren, das gilt es zu akzeptieren. Ich frage Sie aber trotzdem, ob wir nicht zu weit gehen mit diesen Beiträgen, wenn wir wie im Kanton Bern Zaunpfähle mit ein paar Rapen pro Laufmeter unterstützen und dies dann noch kontrolliert werden muss. Ich sehe, wie Bauern aus Holz Brunnenröge sägen, die dann mit 200 Franken pro Stück abgegolten werden. Auch dies wird letztlich irgendwie kontrolliert. Es

braucht ein Signal der Bevölkerung, dass diese Beiträge in eine bessere Richtung laufen.

Ganz abschliessend: Der Kulturlandschutz geht nicht einfach nur gegen die Bauzonen, sondern auch gegen die Ausuferung des Gewässerbereichs oder gegen die unendliche Ausbreitung des Waldes bzw. das Überwachsen von Weiden durch Wald.

Deswegen bitte ich Sie, der Minderheit zuzustimmen.

Girod Bastien (G, ZH): Herr Rösti, ich helfe Ihnen, noch etwas länger zu sprechen. Sie haben den Agrarschutz erwähnt und beklagt, dass es für Produkte in der Schweiz strengere Vorschriften gebe als für importierte Produkte. Wir haben ja die Fair-Food-Initiative eingereicht, welche verlangt, dass importierte Produkte die gleichen Standards erfüllen müssen wie die Produkte der Schweizer Landwirtschaft. Gehe ich richtig in der Annahme, dass Sie in dem Fall diese Initiative unterstützen?

Rösti Albert (V, BE): Nein, diese Initiative beinhaltet gleichzeitig neue und zusätzliche Vorschriften im Bereich der Ökologie, die sich auch auf die Schweizer Produktion auswirken werden. Ich unterstütze mit Ihnen Ihr Anliegen, dass im Bereich des Tierschutzes die ausländischen Produkte deklariert werden müssen; ich habe dazu sogar eine Motion eingereicht. Aber zusätzliche Vorschriften im Bereich der Ökologie kann ich nicht unterstützen.

Gmür Alois (C, SZ): Herr Rösti, Sie haben in Ihrem Votum die Bürokratie erwähnt. Sie fordern in der Initiative weniger Administrationsarbeiten für die Bauern; die Bauern leiden unter diesen. Sie fordern allerdings auch eine Qualitätsstrategie. Ich bin nicht Bauer, ich bin Brauer; wenn man von mir aber mehr Qualität verlangt, heisst das immer auch mehr Bürokratie. Ist das so?

Rösti Albert (V, BE): Nein, das ist absolut nicht so. Mehr Qualität, da geht es ja um die Produktion. Ich glaube, wir haben ein enorm strenges Lebensmittelrecht, wir haben enorm strenge Vorschriften schon auf den Stufen der Produktion. Bei «weniger Bürokratie» geht es mir und auch den Initianten vor allem um weniger Bürokratie bei der Verteilung der Direktzahlungen. Wir haben heute ein solch differenziertes System, dass nicht die Produktion beeinflusst wird, sondern einzelne Massnahmen im Detail. Ich habe einige davon genannt, sie sind in allen Kantonen verschieden. Das Aufeinanderhäufen von Kuhfladen im Appenzell ist eine Tradition. Wenn das unterstützt wird, dann sind wir einfach in einem Bereich angelangt, in dem wir mit den Vorschriften für die Direktzahlungen zu weit gegangen sind.

Graf Maya (G, BL): Herr Rösti, Sie haben mir gerade das schöne Stichwort Kuhfladen gegeben. Wenn Sie die aufgetauchten Kuhfladen stören, wenn Sie die Pfähle und die Blumentöpfe, die schönen Geranien usw., die subventioniert werden und die Sie immer gerne aufzählen, stören – sie machen übrigens einen ganz minimalen Anteil der gesamten Direktzahlungen aus –, dann stelle ich die einfache Frage: Wenn Sie das abschaffen möchten – Sie wollten ja die Landschaftsqualitätsbeiträge sowieso nicht –, brauchen Sie dazu diese Volksinitiative zur Änderung der Bundesverfassung?

Rösti Albert (V, BE): Ich bin klar der Meinung: Ja. Es ist nicht ein kleiner Betrag, es sind 200 Millionen Franken; das erachte ich als sehr bedeutenden Betrag für diese Landschaftsqualitätsbeiträge. Wir haben damals bei der Debatte hier im Parlament gesagt, es gehe in diese Richtung. Geranien, das muss man noch klären, werden nicht unterstützt, damit das klar ist. Das wird gratis gemacht. Die schönen Bauernhäuser werden von den Bauern selbstverständlich ohne Auflagen gemacht – nicht dass hier ein falscher Eindruck entsteht.

Es braucht diese Initiative. Wir argumentieren hier eigentlich gleich wie damals bei der Agrarpolitik 2014–2017 – wir drängen damals nicht durch. Wir haben die ersten negativen

Auswirkungen, indem es Produzenten, die wirklich noch von der Produktion von Lebensmitteln leben, deutlich schlechter geht. Diese sind absolut unzufrieden. Wenn man im Parlament nicht durchdringt, braucht es eine Befragung des Volkes, und dann wissen wir, wie die Gesamtmeinung darüber ist.

Grossen Jürg (GL, BE): Ja, Herr Kollege Rösti, ich habe festgestellt, dass wir eine Gemeinsamkeit haben. Ich finde es auch nicht gut, dass man Holzzaunpfähle und Holzbrunnentröge usw. subventioniert. Das haben Sie aber jetzt offenbar aus diesem Verfassungstext abgeleitet.

Gibt es noch andere Sachen, die Sie aus diesem Verfassungstext ableiten? Beispielsweise dass die «Landi» bei mir vor dem Haus nicht mehr einfach beliebig Parkplätze in die Fläche bauen kann oder solche Dinge?

Rösti Albert (V, BE): Das ist durchaus im Bereich des Raumplanungsrechts. Wenn es um den Schutz des Kulturlandes geht, ist das möglich – man muss das aber noch konkretisieren –, auch die Beruhigung des Gewerbes. Wir haben ein vom Volk angenommenes Gesetz, das Raumplanungsgesetz. Dieses besagt, dass die Fruchtfolgeflächen speziell geschützt werden müssen. Dieser Artikel hier ergänzt das einfach noch. Man müsste von mir aus gesehen klar im Waldgesetz darauf hinwirken, dass für die Waldfäche eine grössere Flexibilisierung gelten wird. Wir haben einen grossen Zuwachs an Holz und Überwucherung von Weiden, und das ist ja speziell, auch die Sömmerungsweiden sind dabei. Ich finde es fahrlässig, welche breite Gewässerräume es braucht, für die dann Kulturland verlorengeht. Das ist für mich zentral. Ich weiss, dass viele Gewerbler wegen des Kulturlandbereichs Mühe mit dieser Initiative bekunden. Sie möchte ich aber beruhigen. Helfen Sie nachher im Parlament beim Gewässerschutz und beim Waldbereich, dass dort keine zusätzlichen Flächen verbaut werden. Dann haben wir schon sehr viel erreicht. Das andere ist eigentlich bereits im Raumplanungsrecht enthalten. Die «Landi» wird sicher darauf reagieren.

Bertschy Kathrin (GL, BE): Kollege Rösti, Sie haben vorhin in Ihrem Votum gesagt – oder ich habe das so gehört –, Sie wollten die Agrarpolitik 2014–2017 rückgängig machen. Können Sie uns das noch einmal bestätigen?

Rösti Albert (V, BE): Nein, die Agrarpolitik 2014–2017 kann ich nicht rückgängig machen, weil sie von der Mehrheit des Parlamentes beschlossen wurde. Es wurde darauf verzichtet, das Referendum zu ergreifen. Aber wir kennen jetzt bereits erste negative Auswirkungen, und diese negativen Auswirkungen gilt es zu korrigieren. Für mich betrifft das ganz klar den Bereich der Landschaftsqualitätsbeiträge – und da rede ich weder von Tierwohl noch von Ökologie, das ist ganz wichtig, da besteht kein Zusammenhang. Diese Landschaftsqualitätsbeiträge haben wir damals infrage gestellt. Sie haben heute meines Erachtens Auswüchse erreicht, wie wir sie damals vorausgesagt haben. Herr Grossen hat das auch gerade gesagt; da sind wir uns einig. Das gilt es meiner Meinung nach im Interesse der wirklichen öffentlichen Leistungen – Kulturlandpflege und einheimische Produktion von qualitativ hochwertigen Nahrungsmitteln – zu korrigieren.

Birrer-Heimo Prisca (S, LU): Es ist wichtig, nach den grossen Versprechungen in den ersten Voten nun die Präzisierungen zu bekommen. Langsam wird klarer, wohin die Reise geht. Ich habe Sie richtig verstanden; – Sie haben vorhin gesagt, das Parlament hat entschieden, das Volk muss nun korrigieren, deshalb braucht es diese Initiative. Das waren Ihre Worte. Wenn ich Sie richtig verstanden habe, sagen Sie, das Volk müsse im Bereich der Landschaftsqualitätsbeiträge korrigieren. Die wollen Sie nicht. Was alles wollen Sie noch korrigiert haben? Bitte legen Sie die Karten auf den Tisch.

Rösti Albert (V, BE): Ich habe jetzt diverse konkrete Massnahmen auch aufgrund der vorangehenden Voten, in denen man immer gesagt hat, man wisse nicht, worum es geht, angesprochen; deshalb war ich hier klar. Ich muss allerdings sagen, dass ich für mich rede; ich bin in keinem landwirtschaftlichen Verband mehr aktiv.

Es ist interessant, dass man bei dieser Initiative jede Massnahme im Detail kennen will. Die Masseneinwanderungs-Initiative haben wir beim Volk durchgebracht – da kennen wir noch heute die konkreten Massnahmen nicht. Sie werden es mir nicht verübeln, wenn ich sage, dass am Schluss das Parlament im Detail die Massnahmen beschliessen wird, wenn die Initiative angenommen wird. Es ist zunächst ein Auftrag an den Bundesrat und die Verwaltung, die nächsten Schritte der Agrarpolitik gemäss dem Inhalt der Verfassung aufzulegen. Das bedeutet letztlich drei Punkte: Im Bürokratiebereich ist abzubauen, das Kulturland ist zu schützen, und der Produktion, der ökologischen und tierfreundlichen Produktion – also dem ersten Punkt in Artikel 104 der Bundesverfassung –, ist spezielle Beachtung zu schenken.

Semadeni Silva (S, GR): Caro collega Rösti, le porrò la domanda in tedesco: Die Forderungen, die ich jetzt gehört habe, sind alle bereits in der Bundesverfassung enthalten. Was mir aufgefallen ist: Alle Änderungen, die Sie wünschen, befinden sich im Bereich der Ökologie: Die Landschaftsqualitätsbeiträge passen Ihnen nicht, die Gewässerräume gehen Ihnen auf den Wecker, die Waldfächen möchten Sie verkleinern. Ist es also Ihr Ziel, die kleinen ökologischen Fortschritte, die wir in der Agrarpolitik 2014–2017 gemacht haben, zunichte zu machen?

Rösti Albert (V, BE): Diese Interpretation ist so nicht richtig oder bewusst verdreht, weil die Bauern ihre Zäune behalten werden, ob sie nun Beiträge für Zaunpfähle erhalten oder nicht. Jene, die Tierbeiträge erhalten haben, müssen das einfach jetzt auf dem Formular angeben. Das hatten sie bereits vorher, das ist auch kein ökologischer Fortschritt. Was die Holzbrunnentröge betrifft: Die Bauern pflegen ihre Höfe seit Jahrzehnten, seit Jahrhunderten. Das macht einfach keinen Sinn. Dann etwas ganz Wichtiges: Die Überwucherung und Überwaldung der Weiden – ich glaube, das sagen auch die Fachspezialisten – nimmt massiv zu. Das bringt keinen ökologischen Mehrwert, im Gegenteil: Eine Mager- oder Blumenwiese beispielsweise, die nicht überwaldet, bringt einen viel höheren ökologischen Wert als die Überwaldung. Und wissen Sie, beim Gewässerschutz übertreibt man einfach, das wissen wir ja; wir haben x-mal darüber diskutiert. Wenn man aber zwischen dem Gewässerraum und den Fruchtfolgeflächen entscheiden kann, muss man sich wirklich fragen. Das ist eine Güterabwägung.

Friedl Claudia (S, SG): Herr Rösti, Sie haben uns jetzt erklärt, welche Gesetze Sie dann alle ändern wollen, wenn diese Initiative angenommen wird. Im Initiativtext steht bei den Übergangsbestimmungen, dass man das innerhalb von zwei Jahren machen muss. Sehen Sie das realistisch?

Rösti Albert (V, BE): Ja, absolut. Es geht ja einige Jahre, bis die Abstimmung vorbei ist, bis das behandelt wird, und in dieser Zeit werden sich auch andere Rahmenbedingungen ändern. Dann werden wir, und es wird höchste Zeit sein, wiederum eine Runde der Agrarpolitik haben. In diesem Paket wird es, wie immer, Gesetzgebungsteile geben, die in diesem Rahmen geändert werden können. Hier braucht es im Waldgesetz zwei Artikel und im Gewässerschutz zwei Artikel, die geändert werden – und dann haben wir das. Wenn der politische Wille da ist, ist das in zeitlicher Hinsicht sicher keine problematische Restriktion. Der politische Wille muss da sein, und der ist heute, bin ich der Meinung, im Parlament nicht da. Deshalb braucht es die Initiative, damit die Bevölkerung die Richtung vorgeben kann.

Leutenegger Oberholzer Susanne (S, BL): Herr Rösti, Sie sehen, der Bedarf nach Konkretisierung ist riesig. Meine

Frage: Sie wollen die Landschaftsqualitätsbeiträge abschaffen, und dann müsse man noch sehen, was bei der Agrarpolitik 2014–2017 noch korrigiert werden muss. Was meinen Sie konkret? Welche Gesetze hätten wir dann in den nächsten zwei Jahren anzupassen?

Rösti Albert (V, BE): Ich muss langsam aufpassen, dass ich nichts vorwegnehme. Damit ich richtig verstanden werde: Ich habe Beispiele genannt, die man sich vorstellen kann. Selbstverständlich wird der Bauernverband, wenn er diese Initiative gewinnt, entsprechende Massnahmen vorschlagen, und ich denke, wir werden dann auch in die Vernehmlassung einbezogen. Ich habe deutlich mehr genannt als nur die Landschaftsqualitätsbeiträge, ich habe andere Massnahmen genannt und etwa von der Ausdehnung des Waldes gesprochen. Ich spreche auch darüber, dass es ein Signal braucht. Wo Massnahmen beschlossen sind und funktionieren und keinerlei ökologischen Schaden anrichten, sollen diese nicht infrage gestellt werden. Heute wird das Leistungssystem bei den Kartoffeln infrage gestellt. Das ist auf Stufe Bundesrat, Verordnung. Man will, dass Kartoffelimportkontingente versteigert werden, und Importeure sollen keine Schweizer Kartoffeln mehr übernehmen müssen. Man ist nicht bereit, beim Futtermittel eine Prämie zu zahlen, damit mehr Futtermittel im Inland produziert werden – obwohl dies eine Mehrheit dieses Parlamentes beschlossen hat. Die gleichen Kreise monieren nun, es würden zu viele Futtermittel importiert. Dies alles sind kleine Massnahmen, die berücksichtigt werden könnten, wenn das Signal der Bevölkerung klar ist; das ist abzuwarten. Es sind meine Ideen und Gedanken dazu, wie ich diese Initiative interpretiere. Letztlich ist es die Initiative des Bauernverbandes. Er muss dann entscheiden, was konkret umgesetzt werden soll.

Le président (de Buman, deuxième vice-président): Vu le nombre de questions, permettez-moi de vous rappeler que l'orateur qui pose la question doit le faire de façon succincte, et celui qui y répond élabore.

Ritter Markus (C, SG): Es hat jetzt ein bisschen eine Verwirrung gegeben. Ich möchte Kollege Rösti eine Frage stellen. Können Sie für die Umsetzung der Initiative die durch die Delegiertenversammlung des Schweizer Bauernverbandes am 19. November 2015 beschlossene Charta als Grundlage anerkennen?

Rösti Albert (V, BE): Ja, selbstverständlich.

Addor Jean-Luc (V, VS): Le seul lien d'intérêt que je puisse déclarer dans cette affaire, c'est ma situation, comme beaucoup d'entre nous, de simple citoyen suisse et de consommateur. Les agriculteurs ne sont pas des jardiniers. Ils ne sont pas là uniquement pour entretenir le paysage. Ils ont au contraire une fonction essentielle, stratégique même, surtout avec l'augmentation de notre population, qui est celle de nous donner à manger, pour dire les choses simplement. Pourtant, depuis quelques années, on a trop souvent oublié l'essentiel, la fonction productrice de l'agriculture, au bénéfice de considérations d'ordre écologique, entre autres. Ce que propose cette initiative – c'est sa première qualité –, c'est une sorte de retour aux fondamentaux: l'effort principal doit être porté, à nouveau, sur la production, ce qui n'exclut pas d'autres aspects bien sûr.

L'initiative comporte divers volets. Je ne vais pas les traiter tous – nous sommes, avec plus de 50 orateurs, sans compter ceux qui posent des questions, bien assez nombreux pour cela. Je vais même en traiter un seul, qui me semble vraiment essentiel et qui me paraît apporter un vrai plus par rapport aux dispositions existantes dans la Constitution fédérale: plus que la sécurité, il s'agit de la souveraineté alimentaire.

L'UDC, vous le savez, est fortement attachée à notre souveraineté. Notre souveraineté, nous devons la défendre et l'assurer dans toutes sortes de domaines, pas seulement sur le plan politique. Sous cet angle, cette initiative donne un si-

gnal important, qui va au-delà de la simple sécurité de notre approvisionnement. Alors que notre taux d'autoapprovisionnement est en baisse, ce n'est pas simplement la production qu'il s'agit de soutenir, mais c'est la production indigène. C'est une question, justement, de souveraineté.

Je sais bien que nous dépendons aujourd'hui et que nous continuerons à dépendre de l'étranger pour notre approvisionnement. Les initiants le savent et nous aussi. Nous ne rêvons pas d'autarcie, mais simplement d'un peu plus de souveraineté.

Pour l'UDC, tout ce qui amène ou restaure un peu de souveraineté, même modestement, doit être soutenu, dans ce domaine comme dans d'autres. De ce point de vue, soutenir cette initiative, ce n'est pas défendre une corporation, mais c'est bien l'intérêt du pays qui est en jeu, l'intérêt de tout le pays.

Reynard Mathias (S, VS): Monsieur Addor, comme défenseur des paysans, et en particulier des paysans de montagne, j'avoue avoir d'abord été hésitant quant à la présente initiative populaire. En y regardant de plus près, on apprend toutefois que son but n'est pas d'augmenter les ressources de la Confédération, mais de revoir leur répartition.

Etes-vous conscient du fait que l'acceptation de l'initiative aurait une conséquence très directe sur le canton du Valais, à savoir une baisse des paiements directs? Canton dont les zones de montagne sont les plus extensives, le Valais a en effet largement profité de la Politique agricole 2014–2017, bénéficiant, en deux ans, de 35 millions de francs supplémentaires sous la forme de paiements directs.

Addor Jean-Luc (V, VS): Monsieur Reynard, permettez-moi d'abord de vous dire que vous avez bien fait d'hésiter à soutenir cette initiative, et peut-être feriez-vous bien d'hésiter encore un peu avant de voter comme vous semblez suggérer que vous allez le faire. Cette initiative ne vise pas à laisser qui que ce soit, notamment aucun paysan valaisan, au bord de la route. Elle vise simplement à remettre un peu l'église au milieu du village. C'est une question d'effort principal. C'est tout.

Finalement, les gens qui ont sacrifié le plus l'agriculture, en particulier dans notre canton du Valais, ce sont par exemple ceux qui ont soutenu un projet comme Rhône 3, qui va manger beaucoup de terres agricoles et mettre en danger beaucoup d'agriculteurs.

Cette initiative va justement à l'inverse de cette tendance.

Graf Maya (G, BL): Diese Debatte zeigt eines deutlich: Der Interpretationsspielraum der vorliegenden Ernährungssicherheits-Initiative ist riesig. Beinahe jede Rednerin und jeder Redner hier vorne leitete ihre bzw. seine eigene andere Intention vom Initiativtext ab. Das macht weder diese Diskussion, die wir heute führen, noch den vor uns liegenden Abstimmungskampf, noch die Umsetzung bei einer Annahme einfach. Die Argumente sind so vielfältig, wie wenn wir hier über die ganze Bandbreite der Schweizer Agrarpolitik und auch noch der internationalen Ernährungssicherheit sprechen und diskutieren würden.

Ich gestehe Ihnen, dass dieser Umstand es auch für mich persönlich und für die Grünen nicht einfach macht, sich zu entscheiden. Nimmt man nämlich den Initiativtext, so wie man es eigentlich tun sollte, ganz alleine, so enthält er nichts, was nicht schon im bewährten Artikel 104 der Bundesverfassung oder in Bundesgesetzen steht. Er kommt harmlos und positiv daher, vor allem dort, wo die Volksinitiative Massnahmen gegen den Verlust von Kulturland verlangt und die Umsetzung der Qualitätsstrategie, wie wir sie hier im Parlament mit der Agrarpolitik 2014–2017 aufgelegt und gestärkt haben. Diese beiden Anliegen unterstützen ich sehr. Es müsste aber bedeuten, dass der Bauernverband nun in allen Kantonen den Tatbeweis antritt und konstruktiv die Umsetzung der ersten Etappe der Revision des Raumplanungsgesetzes sowie die Revision des Gewässerschutzgesetzes angeht.

Der Kulturlandschutz ist seit je ein Kernthema der Grünen. Unsere jungen Grünen sammeln Unterschriften für ihre Zersiedelungs-Initiative. Wir können uns den weiteren Verlust von Boden, vor allem kostbarem Ackerland, nicht leisten. Es wäre also zu begrüssen, wenn der Bauernverband dieses vordringliche Thema aufnehmen und die Bauernfamilien mit einbeziehen könnte und zusätzlich, wie es der Bauernpräsident erwähnte, die zweite Etappe der Revision des Raumplanungsgesetzes aufgleisen helfen könnte. Ob es aber dazu diese Volksinitiative, also den Umweg über die Verfassung überhaupt braucht, ist auch nach dieser Debatte unklar.

Sie haben es soeben von der anderen Seite, von der SVP und ihrem Sprecher, Herrn Rösti, wunderschön präsentiert erhalten. Herr Rösti und die SVP benützen die Ernährungssicherheits-Initiative, um ihre Niederlage bei der Weiterentwicklung der Agrarpolitik rückgängig zu machen. Er hat vorhin auf alle unsere Fragen eigentlich ausführlich erklärt, dass nach seiner Interpretation diese Weiterentwicklung rückgängig gemacht würde. Die Töpfe, die wir geschaffen haben, um die Leistungen der Bauernfamilien direkt abzugelten, würden abgeändert, abgeschafft, oder er würde das Geld am besten wieder in Tierbeiträge und in die Produktion stecken.

Es wird spannend sein, noch die Gewerbetreibenden aus der SVP-Fraktion dazu zu hören. Sie sind nämlich gegen die Initiative, weil der Kampf gegen den Kulturlandverlust ebenso erwähnt wird. Wir haben es hier also mit unterschiedlichen Interessen zu tun. Es ist daher nicht einfach, eine Position zu finden.

Wir Grünen stehen zur Agrarpolitik 2014–2017; wir stehen nicht nur dazu, wir haben dafür gekämpft. Ressourceneffiziente und standortangepasste, gentechnikfreie Lebensmittelproduktion, der Erhalt der Produktionsgrundlagen, ein nachhaltiger Konsum und die Stärkung der Wertschöpfung vom Acker bis zum Teller – das sind die zukünftigen Ziele, die wir Grünen verfolgen und die von ganz breiten Bevölkerungskreisen mitgetragen werden. Auch viele Bauernfamilien in unserem Land tragen das mit. Wir Grünen verstehen uns als Brückenbauer zwischen den Bauernfamilien und den Konsumentinnen und Konsumenten. Wir wollen aber auch Stabilität und Rechtssicherheit, wie es auch die Bauernfamilien in einer Umfrage verlangt haben.

Kann nun die vorliegende Ernährungssicherheits-Initiative diesen Ansprüchen gerecht werden? Dient sie wirklich als Brücke zwischen Bauernfamilien und Konsumenten und Konsumentinnen? Oder lässt sie viele Fragen offen, und führt sie zu einem Abstimmungskampf, in dem am Schluss alle gegen alle argumentieren und jeder etwas anderes aus dem Text herausliest? Das ist der Sache nicht dienlich. Es ist mit ein Grund, weshalb wir uns – auch ich tue das – zum heutigen Zeitpunkt einer Abstimmungsempfehlung enthalten.

Rösti Albert (V, BE): Geschätzte Frau Kollegin Graf, ist es richtig, dass Sie mir, wohl aus Versehen oder fälschlicherweise, unterstellt haben, ich möchte die Tierbeiträge wieder einführen? Das habe ich weder gesagt noch davon gesprochen.

Graf Maya (G, BL): Dann bin ich sehr froh, wenn ich das zurücknehmen kann und hier ganz offiziell für das Amtliche Bulletin festhalten kann, dass Herr Rösti – und ich nehme an, auch die SVP-Fraktion – die Tierbeiträge nicht wieder einführen will.

Genecand Benoît (RL, GE): Trois notions sont au centre de cette initiative: le niveau d'autonomie en matière de production agricole; la diminution des surfaces agricoles et les moyens de lutter contre cette diminution; le revenu des paysans et la nécessité d'assurer aux paysans, comme le prévoit la loi sur l'agriculture, «un revenu comparable à celui de la population active dans les autres secteurs économiques de la même région». Je souhaite commenter ce dernier point.

La question est la suivante: est-on en mesure aujourd'hui de comparer le revenu des paysans avec celui du reste de la population? Etonnamment, la réponse est non. Pourtant, des analyses du revenu des paysans existent depuis le début du XXe siècle. Or, même avec de telles données historiques, nous n'avons pas encore une base statistique solide. En fait, si l'on en croit l'Office fédéral de la statistique, la base actuelle est tout sauf solide: elle est non valide, elle est nulle, si vous me permettez de le dire plus clairement.

Dans le document intitulé «Ermittlung der landwirtschaftlichen Einkommen» de décembre 2011 – pardonnez-moi le titre en allemand, mais ce texte n'existe que dans cette langue comme cela arrive parfois –, après une analyse fouillée, l'Office fédéral de la statistique répond par la négative à la question suivante concernant les revenus des paysans: «Sind die ermittelten Einkommen zuverlässig und aussagekräftig?» L'office ajoute: «Deshalb können auch keine verlässlichen statistischen Berechnungen vollzogen werden». L'échantillon n'est pas aléatoire. Certaines régions sont peu couvertes ou ne le sont pas, comme c'est le cas du Tessin ou de Genève. Certaines activités agricoles sont sous-représentées, comme c'est le cas de celle des maraîchers.

Avec un sens prononcé de la litote, l'Office fédéral de la statistique constate: «Diese Einschränkungen kommen aber in der aktuellen Kommunikation zu wenig zum Ausdruck.» On peut d'ailleurs le constater dans le message du Conseil fédéral sur l'initiative populaire «pour la sécurité alimentaire», où il est dit: «dans l'agriculture, le revenu du travail est ... inférieur aux salaires tirés des autres activités économiques». Comment le Conseil fédéral peut-il affirmer cela sans statistique digne de ce nom? Sait-on au moins dans quel sens l'erreur a été commise? Les revenus sont-ils sous ou surestimés? Là encore, la réponse est non. Tout ce que l'on sait, c'est qu'une différence importante en positif ou en négatif est à attendre.

Nous consacrons chaque année 2,7 millions de francs à une base statistique sans valeur. C'est assez regrettable! Ce sujet est important, et il est temps que l'administration fédérale soit en mesure d'établir les faits pertinents dans le domaine de la rémunération des paysans. Il faut un échantillon valable, qui couvre tous les types d'activités et toutes les régions de la Suisse. Une fois le travail statistique réalisé, resteront encore à régler d'importantes questions méthodologiques: comment comparer les revenus indépendants des paysans avec des revenus de salariés du reste de l'économie? Comment tenir compte du fait que les paysans peuvent déduire un montant pour le capital investi dans l'activité? Comment tenir compte des avantages en nature qui se matérialisent par un coût inférieur du logement et de la nourriture? Et enfin, comment tenir compte des revenus de plus en plus importants générés hors de l'exploitation agricole? Tant que l'on n'a pas effectué ce travail, autant ne plus faire de commentaire sur la question des revenus du monde paysan. Ou comme disait le philosophe Wittgenstein: «Wovon man nicht sprechen kann, darüber muss man schweigen.»

Friedl Claudia (S, SG): Die Initiative des Bauernverbandes tönt sympathisch, die Unterschriften dafür wurden auch rasch gesammelt. Uns Schweizerinnen und Schweizer ist die Landwirtschaft nahe, und wer ist schon gegen Ernährungssicherheit – niemand. Doch bei genauerem Hinsehen entpuppt sich diese Initiative – schillernd, aber ohne neuen Inhalt – als eine Seifenblase, oder aber es sind Absichten darin versteckt, die man nicht erkennen kann und die auch die heutige Diskussion nicht erhellt.

Vor ziemlich genau zwanzig Jahren hat die Bevölkerung den Landwirtschaftsartikel, Artikel 104, mit rund 80 Prozent Zustimmung in die Verfassung aufgenommen. Darin sind die Versorgungssicherheit, eine ökologische Landwirtschaft und mehr Markt enthalten. Darauf hat man systematisch die heutige Agrarpolitik aufgebaut. Die schweizerische Bevölkerung erwartet heute von der Landwirtschaft, dass sie in Einklang mit der Natur und in nachhaltiger Produktion gesunde Nahrungsmittel herstellt. Dafür ist sie auch bereit, die inländi-

sche Landwirtschaft durch Subventionen und Schutzzölle zu unterstützen. Der Mehrwert des neuen Artikels in der Bundesverfassung, wie ihn diese Initiative vorsieht, ist nicht ersichtlich. Ja, er führt eigentlich nur zu Verwirrung, vor allem weil uns die Initianten auch heute nicht sagen können, was sie davon überhaupt erwarten.

Was will der Bauernverband nun? Noch mehr produzieren? Trotz des Bevölkerungswachstums ist der Selbstversorgungsgrad in der Schweiz während der letzten Jahre und Jahrzehnte nicht gesunken, sondern konstant bei 60 Prozent geblieben. 2015 wurde so viel produziert wie noch nie. Den Böden wird also schon heute sehr viel abgerungen, das zeigen die rekordhohen Importe von Dünge- und Futtermitteln. Der Import von Kraftfutter ist auf eine Million Tonnen pro Jahr angestiegen. Die Böden werden überdüngt, und viele Schweizer Gewässer sind mit Pestiziden belastet, wie eine erschreckende Studie der Eawag letztes Jahr zutage gebracht hat. Da ist Handlungsbedarf, das hat auch Herr Walther von der SVP bestätigt, aber dazu braucht es keinen neuen Verfassungsartikel.

Die Frage bleibt, was der Bauernverband mit dieser Initiative will. Will er sich gegen den Verlust von Kulturland stemmen? Das ist ein wichtiges Anliegen, welches ich voll und ganz unterstütze. Immer noch werden rund 3000 Hektaren Kulturland jährlich zubetoniert. Um dagegen vorzugehen, wurde die zweite Etappe der Revision des Raumplanungsgesetzes letztes Jahr in die Vernehmlassung geschickt. Diese Revision hat als Schwerpunkt den Schutz von Kulturland und das Bauen ausserhalb der Bauzonen. Das ist ein Steilpass für den Bauernverband. Der Bauernverband hat sich aber in der Vernehmlassung dazu negativ geäussert. Er torpediert diese zweite Etappe der Revision des Raumplanungsgesetzes. Ist es, weil Einzonungen unbestritten ein gutes Geschäft sind? Pro Jahr gewinnen die Bauern gemäss einer Berechnung des ARE rund 2 Milliarden Franken damit. Statt Kulturland zu schützen, gibt es andere Interessen. Der Bauernverband hat z. B. eine Motion unterstützt, welche verlangt, dass Bauern beim Verkauf von Boden privilegiert besteuert werden. Diese Zeichen verwirren einfach. Der neue Verfassungsartikel steht einsam in der Landschaft, wenn man ihm diese Haltung gegenüberstellt.

Ich möchte noch etwas zu den Gewässern und zum Raumbedarf der Gewässer sagen: Dafür werden pro Jahr 25 Hektaren gebraucht. Ich ziehe hier einen Vergleich zum Verbauen von Land: 3000 Hektaren werden verbaut. Es gibt in der Landwirtschaftspolitik noch einiges zu tun, das ist unbestritten. Aber dazu braucht es keinen neuen Verfassungsartikel, sondern die konsequente Weiterentwicklung des eingeschlagenen Weges mit mehr Ökologie und Nachhaltigkeit und einem stärkeren Schutz der Böden, der Gewässer, des Kulturlands und der Kulturlandschaft. So hat die Schweizer Landwirtschaft eine Chance, so wird sie von der Bevölkerung getragen.

Die Initiative wirft viele Fragen auf, ohne Antworten zu geben. Sagen Sie deshalb Nein zu dieser Initiative.

Arnold Beat (V, UR): Die Bevölkerung wächst in der Schweiz und weltweit ungebremst weiter, die natürlichen Ressourcen wie der Boden oder das Wasser sind begrenzt und zum Teil bereits knapp, der Klimawandel führt zu häufigen extremen Wetterereignissen. In diesem Umfeld will die Initiative «für Ernährungssicherheit» die Versorgung der Bevölkerung mit nachhaltig und tierfreundlich produzierten einheimischen Lebensmitteln stärken und somit für heutige und künftige Generationen die Lebensgrundlagen sichern. In einer Zeit, in der wir alles im Überfluss haben, kann ich es fast verstehen, dass wir dieses Thema für überflüssig anschauen. Es kommt mir vor wie in der Sicherheitspolitik: Man verschliesst vor den Tatsachen die Augen und kann oder will sich nicht an Zeiten erinnern, in denen wir nicht im gelobten Frieden und ständigen Überfluss lebten.

Die Initiative «für Ernährungssicherheit» stellt sicher, dass dem ständig abnehmenden Selbstversorgungsgrad entgegengehalten werden kann. Ebenfalls stellt sie sicher, dass die in der Schweiz zur Lebensmittelproduktion vorhandenen

Ressourcen effizient und nachhaltig bewirtschaftet werden. Sie wirkt so der inländischen und weltweiten Verknappung entgegen. Das, so meine ich, gehört zur Hauptaufgabe der Landwirtschaft. Die Erwartungen der Schweizer Bevölkerung an die Landwirtschaft sind eine naturnahe Produktion von Nahrungsmitteln und die Erhaltung der ökologischen Vielfalt durch schonende Produktionsverfahren. Will heissen, dass unsere Bevölkerung erwartet, dass die Landwirtschaft produziert und somit die Versorgung sicherstellt. Zudem haben wir einmal mehr die Möglichkeit, unsere Agrarpolitik nach den Wünschen der Bevölkerung aktiv zu gestalten und somit unsere Verantwortung wahrzunehmen. Natürlich muss der Bund laut Artikel 104 der Bundesverfassung dafür sorgen, dass die schweizerische Landwirtschaft eine sichere Versorgung der Bevölkerung ermöglicht. Auch der Nachhaltigkeit und der Qualität werden in Artikel 104 grosse Bedeutung beigemessen. Genau aus diesem Grund ist es nur zu unterstützen, dass die Initiative die geltenden Verfassungsbestimmungen stärken und ihnen mehr Gewicht verleihen will. Wenn gleichzeitig der administrative Aufwand reduziert werden kann, dann ist es für mich klar, dass wir alle gewinnen werden.

Aus all diesen Gründen, und ganz besonders zugunsten einer unabhängigen und sicheren Versorgung unseres Landes und vor allem für den Standort Schweiz, bitte ich Sie, die Initiative zu unterstützen.

Quadranti Rosmarie (BD, ZH): An den Anfang gestellt: Ich empfehle die Initiative zur Ablehnung. Auch an den Anfang gestellt: Die Landwirtschaft liegt mir trotzdem am Herzen, und zwar eine Landwirtschaft, die nach vorne schaut, langfristig besteht, ohne sich jedoch notwendigen Strukturformen zu verwehren, sich aber auch am Markt orientiert. Heute haben wir in der Bundesverfassung bereits in Artikel 104 verankert, dass die Landwirtschaft qualitativ hochstehende Produkte produziert, zur Landschaftspflege beiträgt und darum mittels wirtschaftlicher Anreize unterstützt wird. Dies sind heute rund 3,8 Milliarden Franken jährlich. Die Schweizer Landwirtschaft hat also einen hohen Stellenwert, die Wichtigkeit ist unbestritten, und die neue Agrarpolitik wird umgesetzt. Wie immer braucht die Agrarpolitik sicher noch die eine oder andere Anpassung, sicher aber keine Kehrtwende.

Mit dieser Initiative schert die Landwirtschaft aus. Es ist zwar nicht klar, was die Initianten möchten. Aber da in der Initiative nur die Inlandproduktion erwähnt ist, besteht die Gefahr, dass das Gleichgewicht zwischen Produktion, Verarbeitung, Handel, Konsum und Umwelt gefährdet wird. Das führt dazu, dass es eine breite Allianz von Gegnern gibt. Ich erwähne einige davon, um die Breite aufzuzeigen: Nebst Gewerbeverband, Economiesuisse, Swissmem lehnen sie auch Handel Schweiz, der Schweizer Fleisch-Fachverband oder das Schweizerische Konsumentenforum ab, aber eben auch Gastrosuisse und Hotelleriesuisse und dann eine ganze Reihe Umweltschutzverbände. Ob sich die Bauern mit dieser Initiative einen Gefallen tun? Ich bezweifle das.

Natürlich ist diese Initiative schnell zustande gekommen. Denn mit der Frage, ob man die Ernährungssicherheit in der Schweiz sicherstellen will, hat man schnell Unterschriften beisammen. Doch wussten diejenigen, die unterschrieben haben, wirklich, dass es bereits einen Verfassungsartikel gibt, dass das Kulturland bereits einen hohen Stellenwert hat? Und wussten die Unterzeichnenden, dass der besetzte Begriff der Ernährungssicherheit in der Schweiz bereits Realität ist und gleichwohl weiterhin ein Ziel bleibt?

Ernährungssicherheit heisst, kurz zusammengefasst, Zugang zu genügender und ausgewogener Ernährung zu haben, um ein aktives Leben in Gesundheit führen zu können. Ich meine, im Gegensatz zu vielen anderen Regionen auf dieser Welt haben wir das. Und oben: Es steht in der Bundesverfassung, dass das weiterhin sichergestellt werden muss.

Zusammenfassend: Unsere Landwirtschaft ist wichtig und wertvoll. Die Initiative ist allerdings derart unklar, dass ich vermute, dass bei Annahme dieser Initiative die produzie-

rende Landwirtschaft eine rückwärts orientierte Verteidigungsstrategie fahren will. Sie schliesst Verarbeitung, Handel und Konsumentin und Konsument und die Umwelt im grösseren Sinn aus den Überlegungen aus. Deshalb empfehle ich die Initiative zur Ablehnung.

Büchler Jakob (C, SG): Ich lege meine Interessen offen. Ich bin Landwirt, bin Teilzeit angestellt bei meinem Sohn. Ich kenne also die Landwirtschaft, aber bin nicht mehr selber Betriebsleiter.

Die Initiative «für Ernährungssicherheit» will die Zukunft der Schweizer Nahrungsmittelproduktion sichern. Angesichts der aktuellen Entwicklung – Bevölkerungswachstum, Auswirkungen des Klimawandels, Flächenkampf infolge erneuerbarer Energien usw. – muss die Lebensmittelversorgung wieder zu einem vorrangigen Anliegen werden. Die Fläche der Schweiz kann nicht vergrössert werden, das wissen wir alle. Die Volksinitiative «für Ernährungssicherheit» geht vom Grundsatz aus, dass es für die Steigerung der Ernährungssicherheit in einer Region oder einem Land sinnvoll ist, die Lebensmittel auch möglichst lokal zu produzieren. Für die Schweiz ist es angesichts ihrer kleinen Fläche, ihrer Topografie, ihres Klimas und einem Nettoselbstversorgungsgrad von rund 50 Prozent illusorisch, eine vollständige Ernährungssouveränität zu erreichen. Umso wichtiger ist es, das aktuelle Niveau mindestens zu halten.

Damit die Landwirtschaft Lebensmittel produzieren kann, ist sie auf landwirtschaftliche Flächen in Form von fruchtbarem Boden angewiesen. Solche Landflächen sind rar und stehen unter Druck. Es trifft zu, dass auch im Kanton St. Gallen durch die starke Bautätigkeit – ich meine da nicht nur die Wohnbautätigkeit –, durch ökologische Vorhaben im Bereich des Gewässerschutzes, Hochwasserschutz usw. viel wertvolles Kulturland verloren geht. Zum Beispiel wurden für die Sicherung des Linth-Kanals in meiner unmittelbaren Region rund 30 Hektaren bestes Kulturland verbaut. Ich bin nicht dagegen, aber es zeigt einmal mehr, dass Kulturland immer knapper wird. Das ist keine Kritik, aber Kulturland lässt sich einfach nicht vermehren. Im Berg- und Alpgelände nimmt der Wald auch seinen Anteil an Kulturland weg. Wenn das Kulturland den gleichen Schutz bekäme wie unser Wald, dann hätten wir schon einiges erreicht.

Da die Bevölkerung zahlenmässig zunehmen wird, wird der Kulturlandverlust wohl weiter anhalten. Davon müssen wir leider ausgehen. Ein hohes Qualitätsniveau ist wichtig, um die Erwartungen der Konsumentinnen und Konsumenten zu erfüllen. Die Umsetzung einer Qualitätsstrategie ist deshalb von vorrangiger Bedeutung. Zu berücksichtigen ist, dass die Nachfrage nach Pachtland nach wie vor enorm gross ist. Damit ist die Bewirtschaftung des Bodens auch im Kanton St. Gallen, wie übrigens in der ganzen Schweiz, für die kommenden Jahre gesichert.

Einen Aspekt möchte ich noch anfügen, von dem heute Morgen noch niemand gesprochen hat: Die GPK-NR hat diese Stossrichtung unterstützt. Das Thema Fruchtfolgeflächen war letztes Jahr in der GPK-NR ein wichtiges Thema. Ich lege offen: Ich bin Mitglied der GPK-NR. Sie kam zum Ergebnis, dass trotz der Verankerung des Kulturlandes im Raumplanungsgesetz der Schutz des Kulturlandes ungenügend sei. Die GPK sieht dringenden Handlungsbedarf beim Erhalt der Fruchtfolgeflächen und fordert in ihrem Bericht vom November 2015 – also vor etwa vier Monaten – den Bundesrat auf, die gesetzliche Verankerung des Kulturlandes zu stärken und den Sachplan Fruchtfolgeflächen zu überarbeiten. Dies rufe ich allen Mitgliedern der GPK in Erinnerung. Ich meine doch, die GPK ist eine wichtige Kommission.

Im GPK-Bericht ging man auch davon aus, dass der sehr grosse Erntessensspielraum der Kantone zu Unterschieden unter den Kantonen führt. Das ist klar. Unsere Bauernfamilien wollen die Produktion in einem vernünftigen Mass fördern, und dies auf Kulturland in der Schweiz.

Ich bitte Sie, die Initiative «für Ernährungssicherheit» zu unterstützen.

Wasserfallen Christian (RL, BE): Herr Kollege Büchler, Sie beziehen sich in Ihrer Rede stark auf die Verteidigung des Kulturlandes. Ich möchte Sie einfach dazu etwas fragen. Es gibt ja in verschiedenen Kantonen auch Kulturland-Initiativen, die sehr, sehr schwierig umsetzbar sind. Es gibt jetzt die nationale Verfassungsinitiative. Wie sollen dann die Interessen z. B. des KMU-Gewerbes, der Industrie, des Wohnungsbaus usw. verteidigt werden, wenn wir in der Verfassung und daneben auch in den Kantonen das Kulturland auf ein viel höheres Schutzniveau stellen? Wie will dann die Schweizer Volkswirtschaft noch wachsen? Sind Sie sich auch bewusst, dass genau die Einnahmen und die Einkünfte der Industrie und des Gewerbes überhaupt dazu führen, dass Sie Direktzahlungen erhalten können?

Büchler Jakob (C, SG): Ich danke Ihnen für diese Frage. Wir müssen feststellen, dass das Kulturland immer wieder zu Diskussionen führt. Die Schweiz kann nicht vergrössert werden. Wir haben unsere Bauzonen, da bin ich derselben Meinung. Der Schutz des Kulturlandes wurde aber bisher eigentlich wenig thematisiert. Diese Initiative führt dazu, dass das Thema des Kulturlandschutzes wieder vermehrt diskutiert wird. Wir müssen diese Diskussion auch mit den Kantonen führen, da bin ich gleicher Meinung. Aber eben: Es ist so, Boden ist nicht vermehrbar. Es ist deshalb wichtig, dass wir diesen Punkt zur Diskussion stellen und dem Volk unterbreiten.

Ingold Maja (C, ZH): Die Initiative verlangt eine Stärkung der inländischen Produktion. Die einheimische Produktion kann aber kaum mehr gesteigert werden ohne zusätzliche Produktionsstützungen oder eine noch stärkere Abschottung. Die Initiative führt also zu noch mehr Subventionen, die notabene jemand bezahlen muss, und zu noch mehr Agrarprotektionismus. Exportsubventionen für Agrarprodukte sind im globalen Handel das schädlichste aller Werkzeuge, denn sie führen auf den Märkten der armen Länder zu Dumpingpreisen. Diese Länder werden von der schweizerischen Entwicklungshilfe unterstützt, ihre Volkswirtschaften aufzubauen, Produkte für den Markt zu optimieren. Wenn nun diese Produkte verkauft werden sollen, werden diese Länder überschwemmt von exportsubventionierten Produkten, z. B. auch aus der Schweiz. Die betroffenen Firmen sind nicht konkurrenzfähig im verzerrten Wettbewerb und bleiben auf ihrer Ware sitzen. Sie werden mit Dumpingpreisen aus dem Markt geworfen. Da bemühen sich auf der einen Seite die Deza und vor allem das Seco um zielführende Investitionen in Produktionsbereiche in Entwicklungsländern, um Arbeitsplätze zu generieren. Auf der anderen Seite wird der Entwicklungsprozess gelähmt, indem der Wettbewerb mit Subventionen verzerrt wird und diese Firmen vom Markt ausgeschlossen werden. Es ist klar, den Zielkonflikt kann man nicht ausräumen, aber es ist eine Frage des Masses und der fairen Verantwortungsteilung.

Die Initiative verhindert mit ihrer Abschottung einen verantwortungsvollen Blick hinter die Schweizer Grenze. Sie vergisst, dass unser Handeln auch Auswirkungen hat auf Agrarländer im globalen Süden, die weit mehr auf fairen Wettbewerb angewiesen sind, um sich entwickeln zu können – was wir ja befürworten, damit die weltweite Migration aus armen Ländern nicht noch angekurbelt wird.

Aber auch mit Blick auf die Entwicklungen und Effekte der Initiative gegen innen fällt sie durch. Sie wirbt mit dem Begriff der Stärkung in der Bundesverfassung. Dies führt zu einer Grosslandwirtschaft. Der Schweizer Bauernverband bekämpft ja vehement die kleinen ökologischen Fortschritte und die Ausrichtung auf klarere Leistungen in Form von öffentlichen Geldern in der Agrarpolitik 2014–2017. Gefördert werden soll indes eine noch intensivere Produktion. Biodiversitätsförderflächen und Revitalisierung von Gewässern stören da eigentlich nur. Das Bienensterben lässt grüssen. Die Berggebiete, die jetzt mehr Mittel erhalten, geraten auch unter Druck. Für sie müssten ganz andere Anreize gesetzt werden als mehr Produktion, z. B. Massnahmen gegen die Vergandung von Alpen.

Stärkung der einheimischen Produktion, das ist der Motor der Initiative. Mit Steuergeldern finanziert, soll also unter noch höherem Einsatz von Pestiziden, Dünger und Futtermitteln Ware produziert werden. Dass die Kleinbauern diese Initiative ablehnen, ist ein sicheres Indiz dafür, dass die Nutzniesser die Grossen wären. Profitieren würde die Agrarindustrie – die Landwirtschaft, die weitere ökologische Schäden verursacht und damit ihre eigene Produktionsgrundlage gefährdet. Die Hersteller und Importeure von Futtermitteln, Dünger und Maschinen würden profitieren. Mit einer weniger intensiven, ressourcenschonenden und biodiversitätsfördernden Produktion ist diese Initiative nicht vereinbar. Deshalb empfiehlt die EVP Ihnen die Ablehnung der Volksinitiative.

Keller Peter (V, NW): Geschätzte Kollegin Ingold, Sie malen hier das Bild an die Wand, dass nach der Annahme dieser Initiative in der Schweiz intensiver und weniger ökologisch produziert werden würde. Meine Frage lautet dahingehend: Wenn wir 40 oder 45 oder 50 Prozent der Nahrungsmittel aus dem Ausland importieren, glauben Sie dann, dass diese Lebensmittel ökologischer und besser kontrolliert produziert werden als hier in der Schweiz?

Ingold Maja (C, ZH): Dass die importierten Lebensmittel ökologischer produziert werden, könnte ich sicher nicht behaupten. Es gibt sicher beides: Es gibt auch ökologischer produzierte Lebensmittel, weil wir hier andere Bedingungen haben und nicht so ökologisch produzieren können. Der Umstand, dass die Schweiz jetzt die Produktion erhöhen soll – und das ja nur mithilfe von Potenzial aus dem Ausland, wir können ja nicht die Weiden zur Verfügung stellen, um genügend Futtermittel für alle Tiere zu ermöglichen –, kurbelt ja die Produktion auf eine Art an, die auch wieder ökologisch fragwürdig wird, fragwürdiger als jetzt.

Aebi Andreas (V, BE): Frau Ingold, Sie singen das Hohelied vom Kleinbauern. Bitte nennen Sie mir einmal Ihre Definitionen von Kleinbauer und Grossbauer.

Ingold Maja (C, ZH): Das weiss ich nicht, das kann ich nicht sagen. Ich habe nur gesagt, ich werte die Stellungnahme der Kleinbauern zu dieser Initiative als negativ, als ein Indiz, dass sie nicht davon profitieren würden. Denn, sagen wir es ehrlich, jeder, der eine Initiative unterschreibt, will auch davon profitieren.

Ritter Markus (C, SG): Geschätzte Frau Kollegin Ingold, ich bin sehr enttäuscht von Ihrem Votum. Können Sie mir sagen, worauf Sie Ihre Aussage abstützen, dass der Schweizer Bauernverband die kleinen ökologischen Fortschritte bekämpft? Worauf stützt sich Ihre Aussage?

Ingold Maja (C, ZH): Meine Aussage stützt sich auf Folgendes: Es wurden Beiträge für ökologische Freiflächen ermöglicht. Das Resultat war ja sehr positiv. Jetzt ist aber eine Bewegung entstanden, die die Agrarpolitik 2014–2017 in dem Sinne korrigieren will, dass diese Beiträge wieder reduziert werden sollen. – Sie sagen, das stimmt nicht? Dann bin ich vielleicht falsch informiert.

Amadruz Céline (V, GE): Le 3 mars dernier, l'Agence téléphonique suisse annonçait qu'une étude d'experts britanniques prévoyait en 2050 le décès de 500 000 personnes supplémentaires du fait du réchauffement climatique et de ses incidences sur la productivité agricole. Il y a deux semaines, on pouvait lire dans «Le Quotidien jurassien» l'annonce du décès d'un éleveur de 53 ans qui a mis fin à ses jours. L'article contenait la phrase suivante: «Le drame qui s'est produit la semaine dernière se reproduira de plus en plus, car actuellement il est impossible d'entrevoir un avenir dans la production laitière.»

Selon le Conseil fédéral tout va bien. Un article constitutionnel visant à améliorer notre sécurité alimentaire serait inutile. Pourtant, ce même Conseil fédéral, dans son rapport expli-

catif sur le contre-projet direct, expliquait, sur 25 pages qu'il était nécessaire de mettre en place une norme constitutionnelle qui fournisse la base nécessaire à la Confédération pour réagir de manière adéquate à l'évolution des conditions-cadres dans le domaine de la sécurité alimentaire. Je dois dire que j'ai rarement vu une telle volte-face et une telle incohérence. L'initiative sur la sécurité alimentaire donne une réponse, peut-être partielle, mais cela reste une réponse aux problèmes actuels, et surtout aux problèmes futurs prévisibles. Il est de notre devoir de prendre des mesures aujourd'hui pour renforcer notre production indigène, de manière durable aussi, compte tenu des aspects écologiques. Les agriculteurs ont tout intérêt à garder des sols fertiles et des écosystèmes qui fonctionnent. 98 pour cent des exploitations agricoles de notre pays respectent les contraintes liées aux prestations écologiques.

C'est un atout pour notre agriculture. On parle d'intensification durable ou, parfois, d'écologie intensive, voire même d'agroécologie. L'initiative populaire «pour la sécurité alimentaire» permet des évolutions dans ce sens, tout en maintenant la production de denrées alimentaires. Nous devons dire oui à cette initiative pour avoir un débat ouvert et objectif avec la population, entre gens des villes et gens des campagnes, entre producteurs et consommateurs. Nous devons avoir un débat qui permette de se déterminer au sujet de l'agriculture que nous voulons, des denrées alimentaires que nous voulons dans notre assiette et de la manière de les consommer.

Comme Genevoise, je me réjouis de ce débat. Notre canton n'est pas un canton agricole, mais nous sommes fiers de nos vins, de nos légumes et de nos autres produits régionaux. Pour cela, nous avons besoin, aussi à Genève, de paysans et de paysannes qui entretiennent des perspectives d'avenir dans leur profession.

Pour toutes ces raisons, je vous invite à recommander au peuple et aux cantons de soutenir cette initiative populaire «pour la sécurité alimentaire».

Hadorn Philipp (S, SO): Was auch immer über Linke und Rechte in unserer Gesellschaft gesagt wird, Fakt ist, dass wohl fast jedes Mitglied dieses Rates entweder aus einer Bauernfamilie kommt oder in der Verwandtschaft jemanden hat, der bauert, oder dass es eine Bauernfamilie besonders gut kennt oder direkt ab Hof einkaufen geht. Auch ich bin mit dem Bauernstand verwoben. Ich achte die Arbeit der Bauern sehr und weiss genau, dass nicht wenige Bäuerinnen und Bauern ein Engagement an den Tag zu legen haben, bei dem Kräfte und Möglichkeiten an Grenzen stossen.

Was mir aber im Austausch mit befreundeten Bauern unlängst wieder als Sorge begegnet ist, ist die Angst davor, dass eine heute geforderte Betriebsanpassung übermorgen bereits wieder als problematisch, also nicht mehr in irgendeiner Form förderungswürdig eingestuft werden könnte, dass nur bestimmte Produkte heute gefördert würden und sich der Fokus in Kürze wieder ändern könnte oder dass Anreize mit Subventionen und Direktzahlungen immer wieder verändert würden. Hand aufs Herz: In vielen Branchen gab es in den vergangenen Jahrzehnten einschneidende Veränderungen. In der Landwirtschaft liess das im Vergleich zu anderen Branchen relativ lange auf sich warten; doch auch hier ist das nun der Fall.

Derart tiefgreifende strukturelle Veränderungen sind immer hart. In Anerkennung der volkswirtschaftlichen Bedeutung der Landwirtschaft und deren Rolle bezüglich des Erhalts der Natur und bezüglich des Landschaftsschutzes haben wir mit der Agrarpolitik 2014–2017 Massnahmen in Milliardenhöhe beschlossen. Auch Versorgungssicherheitsbeiträge sind in diesem milliardenschweren Paket enthalten.

Nicht wenige Bauern klagen aber auch über die Administration in der Landwirtschaft. Dazu tragen auch nicht ganz schlanke Strukturen der Organisationen ihrer Interessenvertretung bei. Natürlich braucht es, wo staatliche Direktzahlungen, Abgeltungen, Beiträge oder Subventionen ausgeschüttet werden, auch entsprechende Kontrollen. Nicht nur in diesem Rat kommen ja die selbsternannten Vertreter der

Bauern anzahlmässig nicht ganz selten vor. Weshalb der Schweizer Bauernverband nun dennoch zum Instrument der Volksinitiative griff, ist schwer nachvollziehbar. Möglicherweise soll die Initiative eher dazu dienen, dass sich intern die Reihen unter den Mitgliedern schliessen.

Was in diesem Saal im Zusammenhang mit Budgetdebatten jeweils gelang, lässt aufhorchen: Bauernvertreter schreiben in lautesten Tönen nach Sparpaketen und Abbauprojekten – kurz darauf werden mit satten Mehrheiten Ausnahmen beschlossen, damit der eigene Berufsstand verschont bleibt. Das geht nicht. Jetzt hat sich offenbar der Schweizer Bauernverband mit dem ungleichen Geldfluss aus der Bundeskasse zu den verschiedenen Betrieben standesinterne Probleme eingehandelt. Zugegebenermassen habe ich dafür Verständnis. Die Interessenlagen der doch sehr unterschiedlich aufgestellten Bauernbetriebe sind kaum unter einen Hut zu bringen. Mit einer eigenen, eher eigenartigen Initiative will der Schweizer Bauernverband möglichst viele Bauern wiederum hinter sich scharen.

Wir brauchen keinen Artikel in der Verfassung, welcher bereits gelebte Landwirtschaftsförderung abbildet. Unsere Bauern brauchen Stabilität und Rechtssicherheit und wiederum Vertrauen, dass die doch bemerkenswert hohen Beiträge aus der Bundeskasse innerhalb der Branche zielführend eingesetzt werden, damit es auch morgen noch einen Bauernstand gibt. Gerade dazu dient die vorliegende Initiative in keiner Art und Weise.

Die Initiative verlangt innert zwei Jahren neue Gesetze. Viel Glück den betroffenen Bauern und Bäuerinnen, welchen damit die gerade zugesicherten Sicherheiten wegen der Ideen der Bauernfunktionäre bereits wieder weggefeht würden! Die wenig greifbaren Anliegen der Initiative sind alle bereits heute in Gesetzen verankert. Die Bürokratie steht naheliegenderweise in engem Zusammenhang mit dem Abholen von Bundesgeldern durch gewisse Verbandsstrukturen. Die Interessenlage der landwirtschaftlichen Betriebe wird in ihrer Vielfalt, auch bezüglich Landschaften und Regionen, durch diese Initiative in keiner Art und Weise harmonisiert. Die vorliegende Initiative nützt den Bauernfamilien in unserem Lande überhaupt nichts. Die geforderte Veränderung von Gesetzen ohne das Anbringen konkreter Anpassungswünsche führt in dieser wertvollen Branche erneut zu Unsicherheit und unnötigen Veränderungsprozessen, die das Risiko mit sich bringen, dass möglicherweise die wohlhabenden Bauern erneut vermehrt zum Handkuss kommen und gewisse Betriebe weiterhin auf der Strecke bleiben.

Empfehlen wir diese unbrauchbare Initiative zur Ablehnung im Interesse einer zukunftsgerichteten Landwirtschaft, welche die Anliegen von Tier, Umwelt, Konsumentinnen und Produzentinnen berücksichtigt.

Girod Bastien (G, ZH): Aus grüner Sicht ist die Beurteilung dieser Initiative nicht ganz einfach. Der Initiativtext beinhaltet wichtige Anliegen, insbesondere den besseren Schutz des Kulturlandes. Das ist ein wichtiges Anliegen, die Grünen haben es auf kantonaler Ebene mit Volksinitiativen vorangebracht, in einigen Kantonen auch in Zusammenarbeit mit dem Bauernverband. Wir müssen schon sehen, dass in der Schweiz immer noch pro Sekunde ein Quadratmeter Boden zubetoniert wird und damit Kulturland verlorengeht. Gerade wenn ich den Widerstand des Schweizerischen Gewerbeverbands und von Herrn Rime höre, sehe ich, wie wichtig dieses Anliegen ist. Es ist klar, es wird immer billiger sein, auf der grünen Wiese zu bauen. Die grüne Wiese zu überbauen ist immer günstiger als irgendwie versuchen zu verdichten. Deshalb ist es umso wichtiger, dass das Kulturland weiter gestärkt wird. Denn schliesslich sägen wir den Ast ab, auf dem wir sitzen, wenn wir einfach grüne Flächen zubetonieren. Das nützt auch der Wirtschaft nichts, weil eine zubetonierte Schweiz keine attraktive Schweiz ist. Da verlieren wir auch in Bezug auf Standortfaktoren viel Wertvolles. Das andere Anliegen in der Initiative ist die Versorgungssicherheit. Auch diese ist wichtig. Ökologisch ist es richtig, dass man kurze Distanzen hat. Aber auch wirtschaftlich wollen die Grünen nicht eine Wirtschaft, welche nur das in der

Schweiz produziert, was wir am günstigsten produzieren; dann hätten wir am Schluss nur noch Finanzinstitute und Forschung. Wir wollen auch die Arbeitsplätze in der Landwirtschaft behalten, wir wollen handwerkliche Arbeitsplätze und Arbeiten in der Schweiz behalten, die sich vielleicht rein aus Kostengründen besser auslagern liessen. Denn zu einer Wirtschaft, in der alle Menschen Platz haben, gehört die Regionalität, die regionale Produktion.

Diese Diversität in der Wirtschaft wollen die Grünen erhalten, deshalb unterstützen wir eine regionale Wirtschaft. Hierzu ist Folgendes zu sagen: Wenn man das mit der regionalen Versorgung ernst nimmt, müsste man auch mehr auf Bio setzen. Denn wenn man Pestizide verwendet, ist das heute immer mehr auch Chemie, die man im Ausland einkaufen muss – mit der Übernahme von Syngenta durch China hat sich das weiter verstärkt. Man muss auch sehen, dass es wichtig wäre, gegen Öko- und Sozialdumping etwas zu tun. Das TTIP-Abkommen wie auch unsere Fair-Food-Initiative werden kommen, und da wäre es wichtig, Nein zum Abkommen zu sagen und unsere Initiative zu unterstützen.

Wieso haben wir trotzdem auch Bedenken? Der Bauernverband möchte mit dieser Initiative natürlich auch eine gewisse Deutungshoheit in der Agrarpolitik behalten oder zurückgewinnen – ich lasse das mal offen. Exponenten des Bauernverbandes übertreiben es manchmal etwas mit dem Prinzip, in der Schweiz zu produzieren. Es gibt natürlich auch gewisse Produkte, die man nicht immer in der Schweiz produzieren muss. Die Entwicklung, dass man dann beheizte Tunnel anlegt, damit man entsprechendes Gemüse noch früher in der Schweiz ernten kann, machen aus ökologischer Sicht irgendwann keinen Sinn mehr. Also hier hat für uns sicher die Ökologie erste Priorität. Der Bauernverband ist leider auch oft blind bezüglich Kulturlandverlust aufgrund von Siedlungsentwicklungen, aufgrund von Bebauungen. Hier ist er leider oft etwas blind und konzentriert sich eigentlich nur auf die Ökologisierung, die ihm ein Dorn im Auge ist. Deshalb ist unser Plädoyer eigentlich, diesen Widerspruch zu überwinden. Wir sagen: Auf einer Fläche kann man nicht entweder nur produzieren oder nur Ökologie haben; man kann das zusammenbringen, man muss das zusammenbringen. Das bedeutet auch eine umweltfreundlichere Landwirtschaft, wo man auf den gleichen Flächen auch mehr Biodiversität hat. Für eine solche Landwirtschaft plädieren wir. Wir werden uns heute jetzt noch enthalten, werden aber aufmerksam verfolgen, wie sich die verschiedenen Akteure bis zum Sommer zu den entsprechenden Fragen, zur Interpretation, aber auch zu unseren Initiativen, der Fair-Food-Initiative und der Kulturland-Initiative, äussern. Aufgrund dessen werden wir dann die finale Bewertung vornehmen.

Salzmann Werner (V, BE): Zuerst zu meiner Interessenbindung. Ich bin Bauernsohn, gelernter Landwirt und Agronom, bin Präsident des Schweizerischen Verbandes für Landtechnik, der Mitglieder aus der Landwirtschaft und Lohnunternehmen im Bereich Gewerbe hat. Die Volksinitiative «für Ernährungssicherheit» ist aus meiner Sicht die richtige Antwort auf die Fehlentwicklung der Agrarpolitik und die weltweiten Ernährungskrisen.

Die Anbauschlacht im Zweiten Weltkrieg wird heute oft belächelt. Die jüngeren Generationen wissen schon fast gar nicht mehr, was das war. Man sagt, es sei lediglich eine psychologische Massnahme ohne Bedeutung für die Versorgung gewesen. Tatsache ist aber, die Anbauschlacht hat stattgefunden, und sie war richtig und wichtig in einer Zeit, in der man sich noch bewusst war, dass das tägliche Brot erarbeitet werden muss, in der man einen Grossteil des Lohnes für Lebensmittel verbrauchte. Heute sind es noch 7 Prozent der Lohntüte. Wir haben uns daran gewöhnt, dass wir unabhängig von der Jahreszeit stets alles verfügbar haben, weil bei Grossverteilern alles aus der ganzen Welt im Regal steht, oft sogar zu Schnäppchenpreisen. Die meisten Bürgerinnen und Bürger machen sich keine Gedanken, was im Krisenfall wäre; und die wenigsten haben heute noch Notvorrat. Es ist aber gefährlich, wenn die Ernährungssouverä-

nität als hohes Gut kein Begriff und schon gar kein Ziel mehr ist.

Die Ernährungssicherheit muss doch in erster Linie auf einer soliden und hochwertigen einheimischen Produktion basieren. Denn eine auf lokalen Ökosystemen aufgebaute Lebensmittelversorgung wird gegenüber weltweiten Ernährungskrisen weniger anfällig sein als eine Versorgung, die vom globalen Lebensmittelmarkt abhängig ist. Übrigens argumentiert auch eine Studie der ETH Zürich in diesem Sinne. Die Konflikte, welche den Handel einschränken oder zum Erliegen bringen können, sind nicht weit. Als Regierung täte man gut daran, dafür zu sorgen, dass auch im eigenen Land genügend produziert wird und die Produktion nötigenfalls gesteigert werden kann. Eine vorsichtige und vorausschauende Regierung sorgt dafür, dass die Bevölkerung auch in Krisenzeiten versorgt ist und etwas angebaut wird. Sehen wir uns in der Welt um: Viele Länder schützen ihre Landwirtschaft, allen voran die USA. Sie haben offenbar erkannt, dass man die Bevölkerung im Krisenfall versorgen muss. Es ist doch die Verantwortung der Politik, dass wir neben einer glaubwürdigen Armee auch eine glaubwürdige Selbstversorgung haben. Unsere dezentrale Produktion mit unseren kleinen Betrieben ist doch die ideale Voraussetzung für die Versorgung der Bevölkerung in Krisenzeiten jeglicher Art.

Ein wichtiger Aspekt bei diesem Thema ist auch die Nahrungsmittelsicherheit. Wir können trotz allen EU-Vorschriften nur kontrollieren, was in unserem Land produziert wird. Nur hier haben wir die Möglichkeit, rasch, direkt und unmittelbar einzugreifen und so sicherzustellen, dass die Lebensmittel, die auf den Tisch kommen, nicht schädlich sind. Bei Importen sieht dies anders aus. Da erfahren wir meist erst etwas, wenn der Skandal bereits passiert ist. Ich erinnere Sie an die Gammelfleischskandale in Deutschland: Es brauchte ganze drei Jahre, bis eine neue EU-Richtlinie entstand, die mehr Lebensmittelsicherheit schaffen sollte.

Viele von Ihnen setzen sich doch stark für eine Energiewende ein. Zu dieser Debatte gehört nicht nur die Produktion von Biogas, Solar- und Windenergie, sondern auch das Einsparen von CO₂ durch weniger Transporte. Es ist nicht neu, aber einmal mehr zu unterstreichen: Die inländische Produktion von Nahrungsmitteln ist auch ökologisch sinnvoll. Die Ökobilanz von Kartoffeln, die durch halb Europa gekarrt werden, ist nun mal schlechter als die Ökobilanz von Kartoffeln, die hier angebaut und hoffentlich auch von Ihnen gekauft werden.

Ich spreche hier natürlich auch von saisongerechter Ware. Wenn die produzierenden Bauernbetriebe in diesem Hause wieder die Beachtung fänden, die sie verdienen, wüsste die Konsumentin oder der Konsument vielleicht auch wieder, wann welches Gemüse Saison hat. Sie würden so ihren Teil zur vielzitierten Energiewende beitragen. Seltsamerweise scheint sich der Bundesrat wenig für diesen Aspekt zu interessieren. Eine produzierende Landwirtschaft ist auch für eine nachhaltige Entwicklung wichtig. Bauernbetriebe sichern eben nicht nur Arbeitsplätze im vor- und nachgelagerten Gewerbe, sondern sie sind eben auch das Rückgrat unserer Wirtschaft. Deshalb zeigen diese Aspekte der Ernährungssicherheits-Initiative, dass diese für unser Land wichtig und richtig ist. Eine produzierende Landwirtschaft ist von staatspolitischer Bedeutung. «Das beste Wappen in der Welt ist der Pflug im Ackerfeld.» Stimmen Sie der Initiative deshalb bitte zu!

Badran Jacqueline (S, ZH): Herr Kollege Salzmann, wir alle hier im Rat sind ja für einen möglichst hohen Selbstversorgungsgrad, was allerdings nicht unbedingt ein Grund ist, die Geschichte zu erklären. Was glauben Sie, wie hoch war der Selbstversorgungsgrad während der Anbauschlacht?

Salzmann Werner (V, BE): Der Selbstversorgungsgrad war etwa 80 Prozent.

Badran Jacqueline (S, ZH): Er war 70 Prozent, also nicht viel höher als heute – nur zum Sagen.

Wasserfallen Christian (RL, BE): Herr Salzmann, Sie haben jetzt etwa dreimal – ich habe gezählt – von der Energiewende gesprochen. Ist jetzt ein Ja zu dieser Initiative auch ein Ja zur Energiewende? Ich habe immer gemeint, Ihre Klientel sei gegen die Energiewende.

Salzmann Werner (V, BE): Sie haben nicht richtig gehört: Sie könnten einen Beitrag dazu leisten, wenn Sie auf einheimische Produkte setzen, Herr Wasserfallen.

Birrer-Heimo Prisca (S, LU): Herr Kollege, das war eine interessante Bemerkung zur Energie. Jetzt meine Frage zum Verbrauch: Rund 100 Millionen Liter Treibstoff werden von der Landwirtschaft jährlich importiert. Wie senken Sie das?

Salzmann Werner (V, BE): Es ist natürlich klar, dass wir im Moment auf diese Importe angewiesen sind. In dieser Produktion sind wir auf die Importe angewiesen, und darum plädiere ich in diesem Bereich wieder für Pflichtlager.

Leutenegger Oberholzer Susanne (S, BL): Jede Initiative ist an ihrem Inhalt zu messen, und da wirft die Initiative «für Ernährungssicherheit» nur Fragen auf. Wir haben jetzt alle lange zugehört: in der WAK bereits Stunden, jetzt heute im Saal – und mir hat sich auch mit der intensiven Verfassungsexegese noch nicht erschlossen, was die Initiative konkret will.

Wir wurden jetzt zur Interpretation des Textes auf eine Charta des Bauernverbandes verwiesen. Für Herrn Glättli ist es sicher ein staatspolitisches Novum, das zu diskutieren wäre. Von Etikettenschwindel war die Rede, von heisser Luft, Mogelpackung, Placebo, Verschleiерungsmanöver. Es beginnt bereits beim Titel «für Ernährungssicherheit». Damit wird doch suggeriert, wir hätten heute keine Ernährungssicherheit, keine Sicherheit der Versorgung. Das Gegenteil ist doch der Fall. Noch nie hat die schweizerische Landwirtschaft so viel produziert. Der Selbstversorgungsgrad ist, gemessen an unserer Topografie und an der Bevölkerungsdichte, hoch. In einem schweren Krisenfall könnten wir den Wert der Anbauschlacht längst wieder erreichen.

Was die globale Ernährungssicherheit betrifft, so ist die Initiative kontraproduktiv. Mit einer Überschussproduktion in der Schweiz gefährden wir die Produktion in Entwicklungsländern. Frau Birrer-Heimo hat eindrücklich aufgezeigt, wie die importierten Futtermittel die Bilanz der einheimischen Fleischproduktion ins Negative drehen.

Unser Land wird heute bereits intensiv bewirtschaftet; ein höherer Selbstversorgungsgrad würde eine noch intensivere Bewirtschaftung bedeuten. Das steht im Gegensatz zum Umweltschutz. Mit der Agrarpolitik 2014–2017 haben wir eine Ökologisierung der Agrarpolitik und einen Ausgleich der Interessen. Wo liegt also das Problem? Sicher nicht bei den Bauern. Kein Gewerbe kann auf so viel staatlichen Schutz zählen wie die Bauern. Im Durchschnitt erhält ein Betrieb 60 000 Franken Subventionen und zusätzlich noch 20 000 Franken für erhöhte Nahrungsmittelpreise. Pro Jahr kostet uns die Landwirtschaft knapp 6 Milliarden Franken, und zwar die Steuerzahlerinnen und Steuerzahler sowie die Konsumentinnen und Konsumenten. Jeder Haushalt in der Schweiz zahlt damit im Durchschnitt jährlich 2000 Franken an die Agrarpolitik.

Was wollen nun die Konsumentinnen und Konsumenten, hat Herr Walter Müller gefragt. Wir haben vor zehn Tagen über das Einkaufen jenseits der Grenze gesprochen. Man könnte dies auch «voting by feed» nennen. Die überhöhten Preise für Nahrungsmittel sind mit ein Grund, warum die Leute eben jenseits der Grenze einkaufen, zum Beispiel Fleisch. 11 Milliarden Franken macht der Einkaufstourismus aus. Die hohen Preise belasten nicht nur die Konsumentinnen und Konsumenten, sondern den Schweizer Standort generell. Die Hochpreiselände Schweiz belastet den Tourismus, das Gewerbe, die Hotellerie, die Restaurants. Sie belastet die Branchen, die nicht auf staatliche Subventionen zählen können. Sie belastet den Werkplatz Schweiz. Stakeholder der Agrarpolitik sind nicht nur die Bauern, sondern ebenso die

Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer, der Arbeitsplatz, die Industrie und die Konsumentinnen und Konsumenten. Welches sind aber die Signale, die Sie mit dieser Initiative aussenden, fragte Herr Röstli. Sie verlangt innert zwei Jahren nach ihrer Annahme den Erlass von Gesetzesbestimmungen. Welcher Art diese wären, hat die Debatte jetzt etwas klarer gemacht: Es geht um eine Aufweichung der «Agrarpolitik 2014–2017». Signalisiert wurde: weniger Kulturlandschutz, weniger Gewässerschutz, mehr Bevormundung der Konsumentinnen und Konsumenten, mehr Agrarschutz. Herr Beat Walz hat von einem Gesellschaftsvertrag gesprochen, den wir hier abgelenken würden; das ist ein korrekter Hinweis. Diesen Gesellschaftsvertrag kann man auch überstrapazieren, Herr Ritter. Ich sage Ihnen eines: Mit dieser Initiative erweisen Sie weder den Bauern noch der Schweiz als Ganzes einen Dienst. Ich bitte Sie deshalb, diese Initiative zur Ablehnung zu empfehlen.

Brunner Toni (V, SG): Wir sind uns hier alle bewusst: Sollte die Schweizer Bevölkerung oder die Schweizer Politik zur Überzeugung kommen, dass die Versorgung der Bevölkerung mit Lebensmitteln über Importe zu bewerkstelligen sei, wäre es problemlos möglich, das zu tun. Wir könnten alles importieren, wenn das der politische Wille wäre. Das wäre vielleicht sogar billiger. Aber es gäbe keine Ernährungssicherheit, da wir uns damit noch mehr vom Ausland abhängig machen würden.

Jetzt sind wir bereits beim Kern dieser Volksinitiative, die wir heute diskutieren. Für mich ist sie ein Bekenntnis zu einer einheimischen Landwirtschaft, die gesunde und vielfältige Lebensmittel selber bei uns in der Schweiz produziert, was Sinn macht. Es ist wohl unbestritten, dass das Bild, das die Schweiz abbild, durch die Landwirtschaft geprägt ist. Die Schweiz besteht zu weiten Teilen aus von bäuerlicher Hand geprägter Kulturlandschaft. Wir haben fruchtbare Böden. Warum sollen wir sie nicht bewirtschaften und daraus Nahrungsmittel ziehen? Das betrifft nicht nur das Talgebiet, sondern auch Gebiete bis weit in die Berge; wir haben sogar eine Kultur der Alpsommerung und können somit die Raufutterverzehr, die für die Schweizer Topografie prädestiniert sind, optimal einsetzen. Es ist eigentlich logisch: Wenn die topografischen und klimatischen Voraussetzungen für eine eigene Nahrungsmittelproduktion gegeben sind, so ist es heilige Pflicht, seinen Beitrag zur eigenen Versorgung der Bevölkerung zu leisten! Hier sei nur am Rand der Aspekt der weltweiten Verknappung der Nahrungsmittel genannt. Es geht heute eigentlich nicht mehr an, dass man fruchtbare Böden verwahrlosen lässt und nicht nutzt. Auch hier ist die Schweiz in der Pflicht.

Kommt dazu – das ist jetzt ein Aspekt, der wiederum für die SVP sehr wichtig ist –, dass eine Nation, ein Land, das autonom ist, seiner Bevölkerung bestmögliche Sicherheit zu gewährleisten hat; und zwar nicht nur Sicherheit, wie man sie bezüglich des Schutzes der Bevölkerung versteht, sondern Sicherheit im umfassenden Sinne, wozu eben auch eine eigene Nahrungsmittelproduktion und die ausreichende Versorgung der eigenen Bevölkerung mit möglichst einheimischen Nahrungsmitteln gehören.

Es wurde heute in diversen Voten zur Initiative gerätselt, was denn dieser neue Verfassungsartikel eigentlich wolle. Es ist nicht so schwer, weil im ersten Satz des neuen Verfassungsartikels 104a die drei entscheidenden Stichworte vorkommen: «Der Bund stärkt die Versorgung der Bevölkerung mit Lebensmitteln aus vielfältiger und nachhaltiger einheimischer Produktion.» Dazu trifft er auch Massnahmen. Das Stichwort «vielfältig» heisst für uns auch, dass wir uns jetzt nicht nur auf Milch und Fleisch konzentrieren, sondern dass es in der Schweiz Ackerkulturen geben soll und dass wir in der Schweiz auch wieder vermehrt Futtermittel anbauen müssen – dazu gehören Zucker, Obst, Gemüse: eben Vielfalt.

«Nachhaltig»: Logisch, jeder, der Landwirt ist, weiss, dass nur fruchtbare Böden und nur gesunde Tiere Wertschöpfung bringen. Nachhaltigkeit ist ein Gebot der Stunde.

«Einheimisch»: Die Produktion von Nahrungsmitteln ist nun mal die Haupteinnahmequelle der Schweizer Bauernfamilien, und es ist ja dann eben nicht nur die Bauernfamilie, die ein Produkt oder ein Nahrungsmittel produziert, sondern wir haben eine ganze Wertschöpfungskette, und diese Wertschöpfungskette und damit auch das Know-how gilt es eben zu erhalten.

Damit Bauernfamilien auch künftig nicht zu Almosenempfängern degradiert werden, sondern ihren hauptsächlichsten Teil des Erwerbseinkommens aus der Produktion von Nahrungsmitteln erzielen können, brauchen sie verlässliche Rahmenbedingungen, und dafür ist Absatz 2 dieser Volksinitiative da. Vor dem administrativen Aufwand muss ja jetzt niemand Angst haben, und auch um die Rechtssicherheit muss sich niemand sorgen. Aber wir können nicht alle vier Jahre eine umfassende Gesetzesrevision machen. Angemessene Investitionssicherheit bedeutet, dass jemand, der in einen Stall investiert, weiss, dass er nicht schon nach wenigen Jahren wieder Anpassungen vorzunehmen hat.

Geben wir den Bäuerinnen und Bauern wieder den Berufsstolz zurück. Stärken wir sie in ihrem Berufsstolz! Mit dieser Initiative legen wir den Grundstein.

Le président (de Buman, deuxième vice-président): Si nous parlons ce matin de sécurité alimentaire, nous parlons aussi de relève et d'avenir du pays. J'aimerais saluer l'arrivée, annoncée un peu tardivement, de notre collègue Bruno Walliser qui est depuis ce matin, à 5h01 précisément, le père d'un petit Linus Manuel, qui pèse 3,260 kilos et mesure 52 centimètres. Toutes nos félicitations! (*Applaudissements*)

Semadeni Silva (S, GR): Indietro non si torna! Da tante parti risuona stamattina la stessa melodia: l'iniziativa popolare «per la sicurezza alimentare» dell'Unione svizzera dei contadini, che ha l'aria simpatica e sembra innocua, è invece inutile e addirittura dannosa per la politica agricola. Malgrado la mia simpatia per l'agricoltura, anch'io condivido questa posizione.

Ecco perché: in Svizzera la sicurezza alimentare è garantita – lo afferma la Costituzione federale e lo dimostrano anche i fatti. Negli ultimi decenni la produzione indigena è aumentata. L'agricoltura svizzera non ha mai prodotto così tanta energia alimentare come ora – lo dice l'Ufficio dell'agricoltura. E questo anche se tanto terreno coltivato è stato mangiato dallo sviluppo edilizio dilagante. Il grado di autoprovvisionamento si aggira sul 60 per cento, un livello più alto che durante la seconda guerra mondiale con il piano Wahlén. Ma la nostra agricoltura, intensiva e meccanizzata, raggiunge oggi questo risultato solo con notevoli importazioni di foraggio e di carburanti fossili. Anche se la produzione indigena moderna e sostenibile – e per me di preferenza bio – è e resta la colonna portante del nostro approvvigionamento, l'autosufficienza è un'utopia irrealizzabile e indesiderabile.

Negli ultimi anni il Parlamento ha preso decisioni importanti con la Politica agricola 2014–2017 e, per la protezione delle terre coltivate, con la revisione della legge sulla pianificazione del territorio. La Politica agricola 2014–2017 comporta anche modesti progressi nella promozione della diversità biologica – sono necessari! La Confederazione ha fissato e pubblicato gli obiettivi ambientali per l'agricoltura nel 2008, ma finora non sono stati raggiunti. Lo stato della biodiversità è allarmante, continuano a ripetere gli scienziati. E aspettiamo con impazienza misure atte a ridurre l'inquinamento da pesticidi nel suolo e nelle acque. Problematico per la salute umana è anche l'uso veterinario di antibiotici. Proprio di fronte a questo bilancio ecologico tutt'altro che soddisfacente, più produzione con più agricoltura intensiva non può essere un obiettivo della politica agricola svizzera.

Ma è questo che si nasconde nel testo dell'iniziativa dell'Unione svizzera dei contadini dalle mete nebulose? Si vuole tornare indietro ed annullare i progressi fatti, contro la volontà dell'USC, con la Politica agricola 2014–2017? L'Unione svizzera dei contadini non vuole e non sa fare chiacchierata. Ma non riesco a credere che questa sia la via da seguire. Consumatori e consumatori, le associazioni ambien-

taliste e anche tanti contadini e contadine – oltre alle cerchie economiche – vogliono continuare sulla strada tracciata nel 1996 con l'articolo costituzionale 104. Il nuovo articolo chiede nuove leggi entro due anni. Se accettato, si metterebbe in questione l'attuale politica agricola, creando insicurezza per anni, proprio ciò di cui i contadini non hanno bisogno.

L'agricoltura e i contadini mi stanno a cuore, anche la mia biografia è segnata dal mondo agricolo, dall'alpicoltura. So che le sfide da affrontare non sono poche. La risposta a queste sfide non sta però in un inutile nuovo articolo costituzionale, ma nell'applicazione e nello sviluppo coerente della Politica agricola 2014–2017 e delle leggi esistenti.

Vi prego dunque di appoggiare il Consiglio federale e la maggioranza della commissione e di raccomandare al popolo di votare no.

Brand Heinz (V, GR): Die Urheber einer Volksinitiative haben es beliebt nicht immer einfach. Formulieren sie ihre Anliegen detailliert und umfassend, macht man ihnen Detailverliebtheit, die nicht in die Verfassung gehöre, zum Vorwurf. Formulieren sie ihre Anliegen dagegen generell-abstrakt und allgemein, wirft man ihnen vor, ihr Anliegen sei zu wenig klar und vage abgefasst, das Ziel sei zu wenig konkret und ihre Absichten seien diffus formuliert. Mit genau diesen Vorwürfen sieht sich nun auch der Schweizer Bauernverband konfrontiert. Noch weiter gehen gar die Gegner des Volksbegehrens, indem sie dem Bauernverband aufgrund der offenen Formulierung der Initiative eine Abkehr von der Ökologie oder gar eine versteckte Forderung nach mehr Grenzschutz für einheimische Produkte unterstellen.

Ich stehe wohl kaum im Verdacht, ein Interessenvertreter des Bauernverbandes zu sein, dennoch stehe ich vollumfänglich hinter diesem Volksbegehren. Die Initianten konkretisieren nämlich in ihrem Vorstellungstext die Vorstellungen ihrer Sicht an Ernährungssicherheit, indem sie Lebensmittel aus vielfältiger und nachhaltiger einheimischer Produktion fordern, Massnahmen gegen den Verlust von Kulturland fordern und schliesslich auch für die Landwirtschaft Massnahmen gegen die überbordende Bürokratie und den ausserhalb administrativen Aufwand verlangen.

Die Forderung nach einer einheimischen Lebensmittelproduktion impliziert das Anliegen, dass in der ganzen Schweiz und damit in allen Landesteilen Lebensmittel produziert werden können. Da ich indessen feststellen muss, dass gerade im Berggebiet immer mehr Bauern ihre Betriebe mangels Perspektiven und fehlender Rentabilität aufgeben, ist die Forderung nach einer landesweiten Absicherung der Produktionssicherheit durchaus gerechtfertigt. Es bereitet mir zudem Sorgen, wenn ich sehe, dass in meinem Kanton immer mehr Bauernfamilien einen zusätzlichen Erwerb ausserhalb des Hofes brauchen, um überhaupt überleben zu können. Diese Entwicklung zeigt deshalb mehr als deutlich, dass die Lebensmittelproduktion im Berggebiet schon heute und wohl erst recht in Zukunft keineswegs abgesichert ist. Dabei haben gerade viele und innovative Bergbauernfamilien in der Vergangenheit mit naturnahen und kreativen Produkten gezeigt, dass sie durchaus willens sind, sich dem Wettbewerb am Markt zu stellen. Die Forderung nach einer stärkeren verfassungsmässigen Absicherung ihrer Existenz ist daher durchaus nachvollziehbar und legitim.

Die Forderung nach einer verfassungsmässigen Absicherung der Ernährungssicherheit rechtfertigt sich aber ganz besonders im Lichte der grossen Kulturlandverluste der letzten Jahre. Dieser Kulturlandverlust ist im Wesentlichen auf die Ausdehnung der Siedlungsfläche zurückzuführen. Diese wiederum hat ihre Ursachen in der mitunter starken Zuwanderung der letzten Jahre, welche augenfällig die Schaffung von zusätzlichem Wohnraum und zusätzlicher Verkehrsfläche nach sich zieht. Auch wenn sich die Abnahme des Kulturlandes nach Einschätzung des Bundesrates etwas verlangsamt hat, ist dieser Entwicklung dringend Einhalt zu gebieten. Dies kann nur dadurch geschehen, indem der Ernährungssicherheit Verfassungsrang eingeräumt wird, wodurch diese im Wettstreit mit anderen Verfassungszielen

eine andere, grössere Bedeutung erhält. Ich denke dabei insbesondere an den Wald, welcher heute einen starken Schutz genießt und vor allem durch den Waldeinsturz für die Landwirtschaft zu einem ernsthaften Problem geworden ist, weil auch dieser schleichend zu einem Rückgang des Kulturlandes führt.

Das Berggebiet profitiert heute zweifellos von der aktuellen Agrarpolitik. Dennoch können immer weniger Bauern alleine von diesem Beruf auch leben. Ihr Einkommen liegt ungefähr bei der Hälfte dessen, was sich in anderen Bereichen und Branchen in der gleichen Gegend verdienen lässt. Die Bewirtschaftung beschränkt sich zudem immer öfter auf einfach und leicht zugängliche Gebiete. Immer mehr Land im Berggebiet wird deshalb nicht mehr bewirtschaftet, was auch zu einer Ausdehnung der Waldfläche führt. Das tut weder dem Tourismus noch der Biodiversität gut. Es ist daher wichtig, dass wir auch im Berggebiet eine zwar nachhaltige, aber dennoch produktive Landwirtschaft fördern und haben. Darauf sind auch unsere Verarbeitungs- und Gewerbebetriebe angewiesen, wenn sie einheimischen und ausländischen Gästen naturnahe Produkte der Region anbieten wollen.

Auch im Lichte dieser Umstände empfehle ich Ihnen deshalb, diese Initiative zur Annahme zu empfehlen und die Minderheit mit Ihrer Stimme zu stärken.

Fiala Doris (RL, ZH): J'aimerais faire un clin d'oeil à mes voisins de puptre qui se trouvent à ma gauche et que j'aime bien.

Sie, geschätzte Kollegen und selber Landwirtschaftsvertreter, fragten geschickt und brachten es aus Ihrer Sicht gut auf den Punkt. Ich zitiere kurz einige besonders kecke Ausführungen und Fragestellungen: «Was will der Konsument?» Wichtigste Frage – ich denke, Sie sind einverstanden. Sehr gut gefragt! «Die Grenzen werden in der Zukunft offener und nicht geschlossener.» Diese Meinung teilen wir absolut. «Wohlstand heisst auch gut essen aus der Region.» Wer könnte dem widersprechen? Weiter wurde gefragt: «Was tun wir also in dieser Situation?» Der Votant beantwortete seine Frage gleich selber so: «Wir müssen die Landwirtschaft wettbewerbsfähiger machen.» Das tönt überzeugend, jedenfalls vordergründig.

Es ist interessant zu sehen, wie vernetzt und entsprechend erfolgreich die Bauernlobby in Bundesbern ihre Interessen immer und immer wieder zu verteidigen sucht und diese auch durchsetzt. Oft fragte ich mich, wie das über alle Parteien hinweg möglich ist. Ich bin zum Schluss gekommen, dass dies in National- und Ständerat auch deshalb so oft gelingt, weil wir fast alle in unserer näheren oder weiteren Verwandtschaft noch heute Bauern haben oder mindestens vor nicht allzu ferner Vergangenheit hatten. Der gleichen Überzeugung zeigte sich ja auch Kollege Hadorn in seinem Votum. Das emotionalisiert wohl unbewusst auch mich, denn auch ich habe in der weiteren Verwandtschaft in Kaltrunn erfolgreiche Landwirte und bin ihnen und ihrer Tätigkeit verbunden. Dies darf uns aber als Liberale nicht ganz von der liberalen Überzeugung und vom liberalen Geist des Wettbewerbs wegführen, auch nicht des internationalen Wettbewerbs, und vor allem darf es nicht Realitäten anderer Wirtschaftszweige vernebeln. Es gibt eben harte Wahrheiten und eine unangenehme Kehrseite aus liberaler Sicht gegen die Argumente des Heimatschutzes und gegen die Argumente der Bauernlobby, zum Beispiel die 11 Milliarden Franken Einkaufstourismus unserer Bevölkerung – sogar Kollegin Leutenegger Oberholzer hat dies moniert.

Klar, nicht nur, aber auch bei Landwirtschaftsprodukten spricht das Bände. Der Heimatschutz bei der Fleischproduktion beispielsweise verursacht und hat mit zu verantwortet, dass unsere Gastronomie und Hotellerie beim Fleischkauf 60 Prozent mehr Kosten zu verkraften haben als zum Beispiel die Gastronomie in Österreich. Der hohe Grenzschutz in diesem Bereich – sprich: Schutzzölle, Kontingente – nützt vielleicht unseren Landwirten, schadet aber dem einheimischen Gewerbe, dem Konsumenten und somit unserer Volkswirtschaft.

Zu den Kundenwünschen nochmals: Käseexperten informierten mich im Vorfeld dieser Debatte darüber, dass die Landwirtschaft doch endlich auf Weichkäse umstellen sollte, wenn sie beim Absatz ihrer wichtigen Produkte erfolgreich sein wolle. Offenbar entfallen 80 Prozent der Käseimporte auf Weichkäse.

Zum Votum von Herrn Rösti: Ich bin auch aktive Tierschützerin, wie Sie vielleicht wissen, Herr Rösti. Wie Sie finde ich, wir sollten die Produktion von Fleisch aus artgerechter Haltung aktiv unterstützen. Aber ich tue das aus freien Stücken und setze auf die Transparenz, dass es für den Konsumenten gut ersichtlich sein soll, wo und wie produziert wird. Es muss jedem einzelnen Konsumenten überlassen bleiben, wie viel ihm tiergerechte Haltung wert ist.

Zu guter Letzt, geschätzte Damen und Herren und liebe Landwirte: Offene Märkte und internationalen Wettbewerb mögen wir beklagen, sie stellen aber einfach eine Tatsache dar, nicht nur in diesem Bereich, sondern eben auch in allen anderen Bereichen der Wirtschaft.

Alles in allem bin ich der Überzeugung, dass das Raumplanungsrecht heute bereits genügend Schutz bietet und dass wir ausreichend einheimische Lebensmittel produzieren. Deshalb sage ich Nein zur Volksinitiative, die bereits im Titel etwas insinuiert, was real gar nicht in Gefahr steht: Die Ernährungssicherheit ist meines Erachtens nämlich gewährleistet.

Detting Marcel (V, SZ): Ernährung ist neben gesundem Trinkwasser wohl die wichtigste Grundlage für jedes Lebewesen. Aber in der heutigen Zeit geht dieses Grundgesetz oft vergessen. Essen ist immer genügend vorhanden. Die Regale in den Supermärkten sind prallvoll, und alles ist zu jeder Zeit, rund um die Uhr, verfügbar. Wir leben in einer globalisierten Welt, aber die Versorgung der Bevölkerung mit Lebensmitteln und die Sicherheit dürfen für einen Staat nicht verhandelbar sein. Mit jedem Kilogramm, das wir importieren, werden wir abhängiger von anderen. Als eigenständiger, neutraler Staat dürfen wir dies nie ausser Acht lassen. Wir müssen auch bei Krisen instand sein, unsere Bevölkerung möglichst weitgehend mit eigenen Lebensmitteln zu versorgen.

Einige von Ihnen denken nun, ich lebe noch in der Steinzeit, und dies sei alles Schnee von gestern. Ich frage Sie: Wer hätte vor zehn Jahren gedacht, dass wir heute in Europa in einer solchen Krise stecken? Viele dachten, die Welt sei ein riesengrosser Spielplatz und alle seien Freunde. Die Realität sieht anders aus. Die Bedrohung lauert überall. Genau vor diesem Hintergrund ist es umso wichtiger, auch bei der Ernährung genauer hinzusehen.

Wir haben heute einen Selbstversorgungsgrad von gut 50 Prozent. Nun, was heisst das? Wenn morgen der Import zusammenfällt, hat längerfristig nur noch jeder Zweite von Ihnen genug zu essen. Vor diesem Hintergrund fällt es mir schwer zu verstehen, wie man sich diese Tatsache verschliessen kann und dies nicht verbessern will. Genau hier setzt die Initiative an. Ich bin mir voll bewusst, dass wir in der Schweiz nie 100 Prozent Selbstversorgung erreichen können. Aber es muss doch darauf hingewiesen werden, was es bedeutet, wenn wir in der Schweiz z. B. jährlich mehr als 1000 Hektaren – bestes Kulturland, wohlverstanden – alleine an den Wald oder 20 000 Hektaren an Gewässer-räume verlieren. Das ist wahnsinnig! Bei gleichzeitig wachsender Bevölkerung geht da die Schere immer weiter auseinander.

Auf der einen Seite haben wir weniger Kulturland zum Produzieren, und auf der anderen Seite haben wir die Bevölkerung, die immer mehr Essen braucht. Langfristig geht das nicht mehr auf. Der Boden in der Schweiz wird immer knapper. Dies muss uns bewusst werden.

Mit der Annahme dieser Initiative stärken wir die Unabhängigkeit unseres Landes. Sagen auch Sie Ja zu einer unabhängigen, neutralen Schweiz. Empfehlen Sie die Initiative zur Annahme.

Fässler Daniel (C, AI): Ich habe bei diesem Geschäft keine Interessenbindung, die ich offenlegen müsste. Der Grund, weshalb ich mich in die Rednerliste eingetragen habe, liegt woanders. Als Landammann und Volkswirtschaftsdirektor des Kantons Appenzell Innerrhodens kenne ich die Situation der Landwirtschaft im Hügelland und Berggebiet gut, sehr gut sogar. Da in meinem Kanton noch heute jeder siebte Beschäftigte in der Landwirtschaft tätig ist, womit wir schweizweit klar Spitzenreiter sind, weiss ich nicht nur um die Vorzüge, sondern auch um die Schwierigkeiten dieses für unser Land fundamentalen Sektors.

Unsere Bauernfamilien wollen keine Landschaftsgärtner sein. Nein, ihr Ziel ist die Produktion von Nahrungsmitteln für unsere Bevölkerung. Sie orientieren sich dabei sinngemäss an der Bundesverfassung, in der schon heute in Artikel 104 Absatz 1 Buchstabe a Folgendes festgeschrieben steht: «Der Bund sorgt dafür, dass die Landwirtschaft durch eine nachhaltige und auf den Markt ausgerichtete Produktion einen wesentlichen Beitrag leistet zur: a. sicheren Versorgung der Bevölkerung». Damit die Landwirtschaft ihren Auftrag, die Bevölkerung in einem wesentlichen Umfang mit schweizerischen Produkten zu versorgen, erfüllen kann, benötigt sie Unterstützung. Darin sind wir uns wohl einig. Die heutigen agrarpolitischen Instrumente stellen dies weitgehend sicher. Diese sind aber ständig auf ihre Wirksamkeit hin zu überprüfen, in Beachtung der allenfalls geänderten innen- und aussenpolitischen Rahmenbedingungen.

Auf dieser Grundlage ist die Diskussion zu führen. Die heute beratene Initiative des Schweizer Bauernverbandes knüpft in diesem Sinne richtigerweise an Artikel 104 der Bundesverfassung an. Mit einer zusätzlichen Verfassungsnorm soll der Bund verpflichtet werden, seine Anstrengungen zu verstärken, die Bevölkerung mit vielfältigen einheimischen Nahrungsmitteln zu versorgen, die aus nachhaltiger Produktion stammen. Die Erfahrungen der letzten Jahre und Jahrzehnte haben klargemacht, dass dieses hehre Ziel nur erreicht werden kann, wenn der ständige Verlust von Kulturland eingedämmt wird.

Dazu gehören nicht nur Fruchtfolgeflächen und weitere hochwertige Landwirtschaftsflächen, sondern – wie es der Initiativtext sagt – auch Sommerungsflächen. Diese schwinden nicht wegen Überbauung, sondern weil es sich betriebswirtschaftlich immer weniger lohnt, Vieh auf unseren Alpen zu sommern. Damit werden nicht nur die Milch- und Fleischproduktion geschmälert, sondern auch eine Kulturlandschaft im alpinen und voralpinen Raum wird einem ungewissen Schicksal überlassen. Ich erachte es als nötig, hier Gegensteuer zu geben.

Wichtig erscheint mir auch die mit der Initiative postulierte Forderung, den administrativen Aufwand in der Landwirtschaft gering zu halten oder – das ist meine Intention – zu reduzieren. Dabei denke ich nicht nur an die Bauern, sondern auch an die Kantone. Wenn ich mir vor Augen führe, was wir heute in meinem Kanton beim Vollzug der Agrarpolitik an Verwaltungsaufwand leisten müssen, dann sehe ich Verbesserungspotenzial. Setzen wir den Schwerpunkt bei der Produktion von Lebensmitteln, wie dies die Initiative verlangt, können wir das Ziel, den administrativen Aufwand gering zu halten oder zu reduzieren, mit gutem Willen erreichen.

Im Initiativtext findet sich schliesslich die Forderung, Rechtssicherheit und eine angemessene Investitionssicherheit zu gewährleisten. Dass sich der Bund für Rechtssicherheit einsetzen muss, ist ein verfassungsmässiger Grundsatz staatlichen Handelns und damit schon heute eine Selbstverständlichkeit. Dies zu wiederholen ist überflüssig.

Die Forderung nach Investitionssicherheit hat hingegen einen Grund: Wer sich heute als Bauer für eine Investition entscheidet, um die Produktion in seinem Betrieb effizienter, tiergerechter und umweltfreundlicher zu machen, ist leider oft im Ungewissen, ob die gesetzlichen Rahmenbedingungen unverändert bleiben, das heisst der Investitionsentscheid nachhaltig ist. Mit dem vorgeschlagenen Initiativtext werden die eidgenössischen Räte, der Bundesrat und die Bundesverwaltung in die Pflicht genommen, bei der künfti-

gen Agrarpolitik diesem Punkt verstärkt Rechnung zu tragen.

Erlauben Sie mir eine staatsrechtliche Schlussbemerkung: Die heute beratene Volksinitiative schlägt einen Text vor, der einer Bundesverfassung würdig ist, weil er offen formuliert ist. Die Regelungsebene wird eingehalten, und dem Gesetzgeber wird der nötige Spielraum gegeben.

Ich lade Sie aus all diesen Überlegungen ein, der Minderheit der vorbereitenden Kommission zu folgen und Volk und Ständen die Annahme der Volksinitiative zu empfehlen.

Egloff Hans (V, ZH): Auch ich habe nichts gegen Ernährungssicherheit, und ich begrüsse das Engagement der Landwirtschaft hierfür ausdrücklich. Die Befürworter der Volksinitiative haben auch gute und überzeugende Argumente für dieses Anliegen vorgebracht. Das gilt insbesondere für den ersten Teil der Volksinitiative. Irritierend ist allerdings, wenn ich von landwirtschaftlichen Organisationen, zum Beispiel von der Kleinbauern-Vereinigung oder von der Vision Landwirtschaft, die kontroverse Argumentation vorgebracht erhalte. Erlauben Sie mir als Präsident des Hauseigentümergebietes Schweiz ein paar kritische Bemerkungen zum zweiten Teil der Volksinitiative.

Die geforderten Massnahmen gegen den Verlust von Kulturland inklusive Sommerungsflächen übersteuern Artikel 75 der Bundesverfassung zur Raumplanung, was ich sowohl aus inhaltlichen Gründen als auch aus rechtssystematischen Gründen kritisiere. Der Schutz des Kulturlandes wird durch die Raumplanungsgesetzgebung gewährleistet. Das Raumplanungsgesetz, die Raumplanungsverordnung sowie der Sachplan Fruchtfolgeflächen sorgen für eine haushälterische Bodennutzung und berücksichtigen das Anliegen des Kulturlandschutzes ausführlich. Der Schutz des Kulturlandes allgemein wird im Raumplanungsgesetz als Planungsgrundsatz festgehalten und via Richtplanung und Nutzungsplanung konkretisiert.

Der Schutz des Kulturlandes im engeren Sinne, nämlich für die Fruchtfolgeflächen, ist via den Mindestumfang im entsprechenden Sachplan geregelt. Zudem hat der Bundesrat bereits beschlossen, den Schutz des besonders wertvollen Ackerlandes durch Überarbeitung des Sachplans zu verbessern und entsprechend Vorschläge hierzu zusammen mit den Kantonen zu erarbeiten. Die Bestimmungen gegen die Zersiedelung wurden mit der Revision des Raumplanungsrechts nochmals massiv verstärkt. Die Kantone arbeiten zurzeit an ihrer Umsetzung in den kantonalen Richtplänen. Im Kanton Zürich können sich die Bürgerinnen und Bürger in wenigen Monaten an der Urne zum Mass des Kulturlandschutzes aussprechen. Den berechtigten Schutzanliegen des Kulturlandes für die landwirtschaftliche Produktion wird damit Rechnung getragen.

Hiltbold Hugues (RL, GE): Comment peut-on s'opposer à une initiative qui charge la Confédération de renforcer l'approvisionnement de la population en denrées alimentaires issues d'une production indigène, diversifiée et durable, en fonction de facteurs objectifs, comme la croissance de la population, la raréfaction des ressources et les effets du changement climatique? C'est notre rôle en tant que parlementaires de prendre des mesures en fonction des évolutions prévisibles et dans l'intérêt des générations futures.

Il est évident qu'une part de l'alimentation de notre population reposera sur l'importation de denrées alimentaires, et l'initiative n'exclut en aucun cas le recours aux importations, mais elle met la priorité sur la production dans notre pays, ce qui semble logique dans le cadre d'une gestion raisonnée des risques potentiels, comme les conflits entre les pays ou les accidents météorologiques. Le Conseil fédéral confirme d'ailleurs – et c'est un point important –, à la page 5298 de son message, que «le texte de l'initiative n'est pas en contradiction directe avec les engagements internationaux de la Suisse et la marge de manoeuvre pour conclure des accords internationaux n'est en principe pas restreinte».

En ayant pour objectif une production indigène durable, l'initiative ne confronte pas production et environnement, ce que

confirme également le Conseil fédéral, à la page 5290 de son message: «L'initiative contient sa propre limite puisqu'elle exclut une extension de la production au détriment de l'environnement.»

L'initiative ne crée pas de confrontation non plus entre les espaces ruraux et les villes. Les villes ont besoin de l'agriculture, et l'agriculture a besoin des villes. Je viens d'un canton urbain – Genève –, qui est toutefois fier de ses produits agricoles, notamment de ses vins, de ses fruits et légumes. Il est important de maintenir cette production, qui est un facteur important de notre culture et de notre identité.

L'initiative reprend également un concept soutenu par le parti libéral-radical, en l'occurrence le maintien d'une charge administrative basse. Les entreprises agricoles font partie des PME qui contribuent de manière importante et prépondérante à notre économie et bien évidemment à l'emploi dans notre pays. Nous devons donc les décharger d'une administration inutile pour leur permettre d'être innovatrices et compétitives.

Pour toutes ces raisons, je vous invite à recommander le soutien à cette initiative.

Grin Jean-Pierre (V, VD): Cette initiative vise principalement trois objectifs. Le premier consiste à renforcer l'approvisionnement de la population suisse en denrées alimentaires issues d'une production indigène diversifiée et durable. Le deuxième vise à diminuer les charges administratives qui ont pris l'ascenseur ces dernières années dans le cadre de la politique agricole, et le troisième cherche à préserver nos bonnes terres cultivables.

Notre approvisionnement en denrées alimentaires dépend de la production de l'agriculture suisse et, bien sûr, de nos importations. Plus nous produisons de denrées alimentaires, moins nous devons en importer. Beaucoup de voix s'élèvent actuellement pour demander un certain développement durable, des produits de proximité et de qualité. L'agriculture suisse peut répondre parfaitement à ces exigences à condition qu'on lui permette de produire sans trop de contraintes réglementaires et administratives.

Or, au fil des années, la politique agricole a dû répondre à de multiples exigences organisationnelles, environnementales, écologiques et, surtout, de plus en plus, administratives. Ces vingt dernières années, les agriculteurs suisses ont fait d'importants efforts pour s'adapter aux nouvelles normes de production en limitant les engrais du commerce et les pesticides et en suivant des plans stricts de fumures et d'interventions phytosanitaires sur les cultures, tout cela pour respecter les normes toujours plus précises et dirigées de nos politiques agricoles. C'est pour cela que le régime des paiements directs a été mis en place. Il porte sur des montants importants certes, mais les baisses de prix sont tout aussi importantes. Ces dernières, dans les régions de plaine, pénalisent l'esprit d'entreprise des agriculteurs. Cette nouvelle politique agricole rend les agriculteurs captifs des décisions politiques prises par notre Parlement tous les quatre ans et est accompagnée, pour chaque période, de toujours plus de contraintes et de charges administratives, donc de plus de travail en partie improductif.

Donc, les deux principales exigences relevant de cette initiative, que je viens de citer, sont tout à fait légitimes si l'on veut garantir à notre population une certaine sécurité alimentaire pour les années futures, d'autant plus si l'on prend en compte l'augmentation de cette population.

Actuellement, notre production laitière est fortement menacée par des prix plancher scandaleux ne couvrant plus, et de loin, les prix de production. Ils poussent de nombreux agriculteurs à arrêter la production laitière. Le sucre suisse est aussi malmené ces temps-ci. En se calquant sur le prix de dumping du sucre mondial, nos deux sucreries ne peuvent acheter aux producteurs suisses les betteraves sucrières qu'à un prix minimal et presque inacceptable pour les producteurs.

Pour garantir des prix décents, le Conseil fédéral doit fixer des conditions-cadres pour des prix à la production plus justes et plus équitables. L'importation de produits agricoles

doit être considérée comme un complément pour notre alimentation et non avoir la priorité sur la production suisse. Les mesures demandées contre les pertes de terres cultivées sont impopulaires aux yeux de notre économie. Je le comprends, car je suis conscient du fait que l'augmentation de notre population nécessite toujours plus de place pour la loger, ainsi que, pour ses déplacements, de nouvelles voies de communication tant routières que ferroviaires. Mais, dans cette économie de terres agricoles, il faut mettre des priorités. Dans ce domaine, la revitalisation des ruisseaux, avec la perte de plus de 20 000 hectares de bonnes terres, est un élément qui pourrait être corrigé. On peut prendre un seul exemple, en Valais, où on exige de dézoner des pâturages arides et peu productifs pour les rendre à l'agriculture, alors que dans le même temps, on crée des zones inondables sur des terrains plats et productifs en plaine.

En matière de production, il n'y a pas plus contradictoire. Nous disons donc oui à une production agricole de qualité et durable; oui au maintien d'une agriculture suisse productive; oui à la préservation des bonnes terres cultivables et oui à la réduction des charges administratives pour l'agriculture. Pour toutes ces raisons, il faut recommander au peuple suisse d'accepter l'initiative populaire «pour la sécurité alimentaire».

Gschwind Jean-Paul (C, JU): L'initiative populaire «pour la sécurité alimentaire», déposée le 8 juillet 2014, a récolté 147 812 signatures en un temps record. Elle vise deux objectifs: d'une part, renforcer l'approvisionnement de la population en denrées alimentaires issues d'une production intégrée diversifiée et durable; d'autre part, maintenir une charge administrative raisonnable et garantir la sécurité du droit.

Permettez-moi de développer en quelques mots les arguments qui m'incitent à soutenir cette initiative. Tant mes racines agricoles que mes quarante années de pratique rurale en tant que vétérinaire m'autorisent à porter un jugement sur l'évolution de la politique agricole de ces dernières années. Durant cette période, j'ai assisté à l'érosion lente et inéluctable des domaines agricoles: aujourd'hui, 2 pour cent des exploitations disparaissent chaque année. C'est incontestable.

A mon sens, si la Politique agricole 2014–2017 a certes été décidée par le Parlement, elle fait néanmoins fausse route, étant trop axée sur l'écologie, la biodiversité ou encore la qualité du paysage. Ces orientations limitent fortement la production indigène au détriment de cultures extensives, voire de jachères. Il est plus rentable de planter des fleurs que de cultiver du blé. Voici quelques chiffres à l'appui: 4460 francs de subvention à l'hectare pour une jachère florale contre 1660 francs de subvention à l'hectare pour le blé d'hiver! Une aberration à mes yeux.

Accepter l'initiative, c'est donner un signal fort, c'est exercer une pression sur le Parlement pour influencer la future Politique agricole 2022–2025. Il faut redonner à l'agriculture sa vocation première: garantir un approvisionnement minimal de 60 pour cent de la population suisse avec des produits de qualité, sûrs et payés à un prix juste; produire de manière durable selon des techniques innovantes et avec des produits phytosanitaires de dernière génération. Ce changement de cap pourrait se faire sans augmenter l'enveloppe financière des paiements directs, bien au contraire. Les subventions seraient allouées de manière différente, et la charge administrative maintenue à un niveau raisonnable afin de garantir la sécurité de l'alimentation.

Garantir des prix justes et corrects, c'est le seul moyen d'assurer l'avenir de notre agriculture. Est-il normal que le prix d'un litre de lait soit équivalent à celui d'une cigarette? Pour moi, la réponse est non, c'est inadmissible et contraire à nos valeurs fondamentales.

Garantir une production indigène rentable ne signifie pas faire preuve de protectionnisme. Accepter l'initiative, c'est prévenir les dérives que subissent les paysans européens, notamment nos voisins Français. Accepter l'initiative, c'est éviter un effondrement des prix, notamment le prix du lait et

du porc, qui suscite la colère, la misère et la révolte des familles françaises. Accepter l'initiative, c'est refuser la création de mégaentreprises de 300 voire 400 hectares qui débouchent sur la création d'usines à animaux – les images parvenues récemment d'Espagne sont effarantes et épouvantables. Soutenir l'initiative, c'est redonner espoir et motivation à l'agriculture suisse de demain, et notamment à la relève, mais c'est aussi empêcher la transformation de nos écoles d'agriculture en écoles pour jardiniers-paysagistes.

Fort de ces quelques arguments, loin d'être exhaustifs puisque je pourrais encore en ajouter d'autres, je vous invite à recommander l'acceptation de cette initiative populaire et vous remercie de votre attention.

Hausammann Markus (V, TG): Ich bin stolz, Thurgauer Bauer und Präsident unseres Kantonalverbandes zu sein. Unser mittelgrosser Familienbetrieb bildet die Lebensgrundlage unserer Familie, deren vier Kinder inzwischen bereits selber im Wirtschaftsleben Fuss gefasst haben. Er ist Ausbildungsplatz für eine Lernende oder einen Lernenden. Auf unserem produzierenden Betrieb haben meine Frau und ich in unserer 24-jährigen Betriebsleiterstätigkeit trotz vorsichtigem Investitionsverhalten schon viele Hunderttausend Franken investiert, die ausschliesslich dem lokalen und regionalen Gewerbe zugutegekommen sind. Zusammen mit rund 2500 Bauernfamilien sind wir ein Glied in der Wertschöpfungskette der Thurgauer Ernährungswirtschaft. Dazu gehören auch einige Hundert gewerbliche Betriebe der Lebensmittelverarbeitung mit 2 bis 50 Mitarbeitern, diverse Grossbetriebe der Lebensmittelindustrie mit mehr als 50 Mitarbeitern und rund 900 Gastgewerbebetriebe, die sich alle rühmen dürfen, Schweizer Rohstoffe zu verarbeiten, sofern sie dies denn auch wirklich wollen. Total zählt die Thurgauer Ernährungswirtschaft rund 20 000 Beschäftigte und erzielt eine Bruttowertschöpfung von mehr als 2 Milliarden Franken, insbesondere dank den Rohstoffen von uns Bauern.

Die Thurgauer Bauern betreiben eine fortschrittliche, nachhaltige und auf das Tierwohl ausgerichtete Produktion von Lebensmitteln. Wir sind überzeugt, damit auf die günstigste und effizienteste Art Landschaftspflege zu betreiben. Aber nicht nur das: Wir waren die Ersten, die zu einem flächendeckenden ökologischen Vernetzungskonzept und zur Ausscheidung von Gebieten mit Vorrang Landschaft Hand geboten haben. Wir waren auch die Ersten, die unter Einsatz neuer Technologien grossflächig ein Ressourceneffizienzprogramm zur Verminderung des Ammoniakausstosses umgesetzt haben. Diese Leistungen und viel mehr haben uns in den vergangenen Jahren zu einem verlässlichen Partner von Gewerbe, Industrie und Handel, aber auch, Frau Leutenegger Oberholzer, der Konsumentinnen und Konsumenten, der Gesellschaft gemacht. Sie werden sich also fragen, warum diese Erfolgsgeschichte jetzt einer neuen Verfassungsgrundlage bedarf.

Herr Beat Walti, Frau Fiala: Es geht tatsächlich lediglich darum, der nachhaltigen und sicheren einheimischen Produktion qualitativ hochwertiger Lebensmittel wieder gleich lange Spiesse für die täglich anstehenden Interessengenerungen in die Hände zu geben. Denn es werden unsere einleitend genannten Errungenschaften betreffend Vernetzung und im Landschaftsbereich entgegen den Ausführungen im kantonalen Richtplan leider zunehmend von übereifrigen Amtsleuten und idealistischen Gruppierungen dazu missbraucht, uns in der Produktion einzuschränken. Unsere im Thurgau angestossene und von der Bevölkerung begrüßte Bestrebung, die Ammoniakemissionen zu reduzieren, wurde auf Bundesebene postwendend mit einer Düngungseinschränkung belegt. Wir laufen aktuell auch Gefahr, dass unsere aufwendigen Errungenschaften in der Rapsölförderung vom Bundesrat in bilateralen Verträgen durch unbedachte Zugeständnisse für Palmölimporte unterlaufen werden.

Die Liste von unnötigen Knüppeln zwischen den Beinen unserer nachhaltig produzierenden Landwirtschaft könnte auf allen Ebenen beliebig verlängert werden.

Ich bitte Sie darum, auch im Namen der Thurgauer Bauernfamilien, der Initiative zuzustimmen.

Häsler Christine (G, BE): Die Frage kommt aus der Perspektive der Berggebiete und richtet sich an den Thurgauer Bauernpräsidenten. Die Agrarpolitik 2014–2017 hat zu einer Verlagerung der Direktzahlungen von den Tal- zu den Bergbetrieben geführt und damit endlich auch zu einer Verbesserung der Einkommen in der Berglandwirtschaft. Stehen Sie zu diesen Verbesserungen, oder wollen Sie diese mit dieser Initiative rückgängig machen?

Hausammann Markus (V, TG): Ich stehe zu diesen Verbesserungen für die Bergbauern. Aber bei einer Arbeitsteilung, wie ich sie betreibe, indem ich nämlich die Jungviehaufzucht ins Berggebiet delegiere, kann auch das Berggebiet eine Produktionsleistung erbringen und ist nicht nur auf die Direktzahlungen angewiesen. Ich glaube, das ist der richtige Schritt.

Bigler Hans-Ulrich (RL, ZH): Die Initianten verlangen mit ihrer Initiative im Wesentlichen Massnahmen zur Reduktion des Kulturlandverlustes und die Umsetzung einer Qualitätsstrategie. Auch wenn das Ziel durchaus richtig ist, ist der Weg dazu klar falsch. Die Anliegen der Initianten können, soweit sie berechtigt sind, auf Gesetzesstufe umgesetzt werden.

Die Initiative schafft keine Rechtssicherheit. Es ist vielmehr zu erwarten, dass eine erneute langatmige Debatte über die Ausrichtung der Landwirtschaftspolitik entfacht wird, und dies nachdem wir die Landwirtschaftspolitik bereits im Jahr 2013 grundlegend überarbeitet haben; Sie erinnern sich an die damalige heisse Diskussion.

Kollege Grin, es ist natürlich durchaus wünschbar, dass man die Politik nicht alle vier Jahre anpasst. Ich muss Ihnen aber sagen: Eine wettbewerbsfähige Wirtschaft – und dazu zähle ich auch eine wettbewerbsfähige Landwirtschaft – wird dann überleben, wenn sie fähig ist, sich laufend dem Wettbewerb anzupassen.

Gestatten Sie mir eine Überlegung zum Anliegen der Reduktion des Kulturlandverlustes: Der bessere Schutz des Kulturlandes lässt sich meines Erachtens effizienter und, was wichtig ist, vor allem auch schneller auf den Stufen Gesetz, Verordnung und teilweise sogar Vollzug realisieren. Wenn endlich mit dem verdichteten Bauen vorwärtsgemacht würde, könnte damit automatisch auch die Überbauung von Grünflächen und damit von Landwirtschaftsland eingedämmt werden. Dazu sind mit dem revidierten Raumplanungsgesetz die Grundlagen vorhanden. Zudem muss diese Aufgabe insbesondere auf der Kantons- und Gemeindeebene gelöst werden. Eine neue, abstrakte Verfassungsbestimmung schützt keinen Quadratmeter Fruchtfolgefläche. Ich möchte auch auf die Anliegen der Wirtschaft eingehen. Wenn ich gesagt habe, das Anliegen, Fruchtfolgeflächen zu schützen, sei berechtigt, dann, meine ich, ist es auch wichtig, dass die Unternehmungen den Boden nutzen können. Es gilt einen Ausgleich zu finden. Das wird über die zweite Etappe der Revision des Raumplanungsgesetzes gehen, und ich bin gespannt, ob die Bauern dannzumal bereit sind, auf den Wohnungsbau in den Fruchtfolgeflächen zu verzichten und wirklich Kulturland zu schützen. Der Tatbeweis kann demnächst erbracht werden.

Zum Anliegen der Verbesserung der Bevölkerungsverorgung mit Lebensmitteln aus nachhaltiger und vielfältiger einheimischer Produktion: Die Initianten verlangen vom Bund die Festlegung von Rahmenbedingungen zur Stärkung der Stellung schweizerischer Lebensmittel. In einer liberalen Wirtschaft ist die Umsetzung einer solchen Strategie Sache der Privatwirtschaft und nicht Aufgabe des Staates. Letzterer hat weder die Aufgabe, auf den Märkten zu intervenieren, noch einen verschärften Protektionismus zu betreiben, der schlussendlich dann die Entwicklung des Landwirtschaftssektors bremsen würde.

Sicherheit ist die Voraussetzung für eine nachhaltige und rentable Produktion. So beeinträchtigen Qualitätsprobleme beispielsweise nicht nur das Vertrauen der Konsumentinnen und Konsumenten, sondern sie verursachen auch erhebliche wirtschaftliche Schäden. Deshalb haben gerade die

Hersteller allen Grund, ihre Verantwortung wahrzunehmen und die bereits strengen Gesetze zur Lebensmittelherstellung zu befolgen.

Die Initianten gehen von der Annahme aus, dass die aktuelle Landwirtschaftspolitik die einheimische Produktion schwächt. Meines Erachtens ist das falsch. Die Ernährungssicherheit kann sich nicht einzig und allein auf die einheimische Produktion fokussieren, sondern sie ist eben auch abhängig vom Zugang zu den internationalen Agrarmärkten sowie vom Umgang der Konsumentinnen und Konsumenten mit den Lebensmitteln. Die Schweiz kann nicht ohne Importe aus dem Ausland auskommen und auch nicht in einer Isolation leben.

Im Interesse einer wettbewerbsfähigen, dynamischen und produktiven Landwirtschaft bitte ich Sie, diese Initiative zur Ablehnung zu empfehlen.

Knecht Hansjörg (V, AG): Die Volksinitiative «für Ernährungssicherheit» will unsere Landwirtschaft bei ihrer Hauptaufgabe stärken. Es geht der Initiative um eine nachhaltige und vielfältige Produktion von Lebensmitteln zur Versorgung der einheimischen Bevölkerung. Es geht um Ernährungssicherheit.

Als Unternehmer und Geschäftsleiter einer Mühle mit praktischem Bezug zum Thema Ernährung kann ich dieses Anliegen nicht nur direkt nachvollziehen, sondern auch ungeteilt unterstützen. Im Kontakt mit vielen landwirtschaftlichen Zulieferern aus der Region und mit meinen Kunden aus zig gewerblichen und industriellen Bäckereien und diversen Bauernbetrieben wird eines klar: Die Sicherheit und Qualität unserer Ernährung hat einen hohen Stellenwert in der Schweiz und wird von den Bürgern geschätzt.

Dass die Verfassung um die im Initiativtext genannten Punkte ergänzt wird, ist daher wenig umstritten. So erstaunt es auch nicht, dass in nur fünf Monaten fast 150 000 Unterschriften für dieses Anliegen gesammelt wurden. Sogar der Bundesrat sieht einen grundsätzlichen Handlungsbedarf und hat dies auch in seiner Botschaft zur Initiative festgehalten. Er hatte deshalb auch in einer ersten Phase noch ins Auge gefasst, der Initiative als direkten Gegenentwurf einen neuen Verfassungsartikel 102a gegenüberzustellen, um das virulente Thema Ernährungssicherheit explizit in der Verfassung zu verankern.

Zwei Punkte sind mir jedoch besonders wichtig, ich möchte sie hiermit unterstreichen:

1. Die Initiative hat auch eine sicherheitspolitische Komponente. Nur mit einer einheimischen, produzierenden und innovativen Landwirtschaft können wir ein Mindestmass an ernährungspolitischer Unabhängigkeit wahren.

Nicht umsonst spielt die Landesversorgung noch heute eine Rolle; diese darf nicht unterschätzt werden. Nicht umsonst gibt es immer noch Pflichtlager und ein Bundesamt für wirtschaftliche Landesversorgung. Die Welt ist unsicherer geworden. Die globale wirtschaftliche Entwicklung ist schwierig abzuschätzen und kaum vorherzusagen. Konflikte, auch zwischenstaatliche, treten bereits nahe an unserer Grenze auf. Die Schweiz kann und muss sich zum Glück nicht hinsichtlich Autarkie und Autonomie absichern. Die weltweite Vernetzung und der Freihandel werden weiterhin zunehmen. Aber als Staat haben wir die Verantwortung, vorzusorgen und bei ungeahnten und schwerwiegenden Entwicklungen unsere Bevölkerung mit einem Mindestmass an Versorgungssicherheit zu schützen. Wir müssen uns auch für künftige Generationen verantwortlich fühlen und daher im Bereich Lebensmittelversorgung Optionen für schwerere Zeiten offenhalten. In anderem Kontext würde man vom Erhalt der Handlungsfreiheit sprechen.

2. Die Initiative ist auch gegen immer mehr Regulierungen und Vorgaben im Bereich Landwirtschaft gerichtet. Die fast schon ausufernde Regulierungsdichte insbesondere im Lebensmittel- und Ernährungsbereich nimmt ungute Tendenzen an. Das neue Verordnungsrecht für Lebensmittel hat hierbei für Aufsehen gesorgt und gezeigt, was Regulierungsflut im wahrsten Sinn des Wortes heisst. Immer mehr Vorgaben, Auflagen, Kontrollen, Verbote und Bürokratie schmälen

nicht nur die Eigenverantwortung der Konsumentinnen und Konsumenten, sondern sind auch für die diversen Branchen ein Kostentreiber. Man kann gerne über immer steigende hiesige Preise, die den Unterschied zu den Preisen im Ausland immer grösser werden lassen, jammern. Wer aber wirklich etwas dagegen tun will, sollte sich in erster Linie darum kümmern, dass durch die Politik die Eigenverantwortung und die unternehmerische Freiheit wieder gestärkt werden. Genau darum geht es auch bei dieser Initiative. Sie ermöglicht den Schweizer Konsumentinnen und Konsumenten mitzubestimmen, unter welchen Umständen ihr Essen produziert wird. Der Bürokratieaufwand und die Regulierungsdichte müssen gleichzeitig abnehmen. In Absatz 2 heisst es ja ganz konkret: «Der Bund sorgt dafür, dass der administrative Aufwand in der Landwirtschaft gering ist.» Nur ein freier und innovativer Bauernstand kann aus inländischer Produktion qualitativ hochstehende Produkte herstellen. Dazu sind aber keine planwirtschaftlichen Massnahmen nötig, sondern mehr unternehmerische Freiräume für unsere Bauern. Eine produzierende Landwirtschaft, welche die Bevölkerung mit gesunden, markt- und naturnah produzierten Nahrungsmitteln versorgt, ist nötig und hat unsere Unterstützung mehr als verdient.

*Die Beratung dieses Geschäftes wird unterbrochen
Le débat sur cet objet est interrompu*

*Schluss der Sitzung um 13.05 Uhr
La séance est levée à 13 h 05*



Neunte Sitzung – Neuvième séance

Mittwoch, 9. März 2016
Mercredi, 9 mars 2016

15.00 h

15.050

Für Ernährungssicherheit.
Volksinitiative
Pour la sécurité alimentaire.
Initiative populaire

Fortsetzung – Suite

Nationalrat/Conseil national 09.03.16 (Erstrat – Premier Conseil)
Nationalrat/Conseil national 09.03.16 (Fortsetzung – Suite)

Merlini Giovanni (RL, TI): L'obiettivo dei promotori di questa iniziativa è di rafforzare l'approvvigionamento alimentare della popolazione mediante una produzione indigena svariata e sostenibile. Si propone a tale scopo di inserire nella Costituzione federale un nuovo articolo 104a dedicato alla sicurezza alimentare che prescriva l'adozione di misure atte a contrastare la perdita di terreno coltivabile e la messa in opera di una strategia per la qualità. Che la sicurezza alimentare rappresenti un tema rilevante tanto a livello planetario quanto a livello nazionale è difficilmente contestabile. Ciò nondimeno non vi è alcuna necessità di completare la nostra Costituzione appesantendola con ulteriori disposizioni a questo proposito. L'attuale articolo 104 della Costituzione offre già oggi una base solida e sufficiente affinché la nostra agricoltura possa contribuire in modo importante all'approvvigionamento della popolazione e fornire ulteriori prestazioni a favore dell'ambiente e della società secondo l'ormai noto principio della multifunzionalità. Il sistema economico e il modello organizzativo svizzero fanno sì che la sicurezza alimentare abbia raggiunto nel nostro Paese un livello invidiabile, tant'è che la disponibilità delle derrate più svariate, di ogni tipo e categoria, è costante e ampiamente sufficiente per soddisfare la domanda dei consumatori a prezzi moderati. Il modello organizzativo attuale predispone i migliori presupposti per affrontare le sfide del futuro, garantendo a lungo termine la sicurezza alimentare e ciò anche grazie al cospicuo sostegno finanziario della Confederazione di circa 3,8 miliardi di franchi all'anno a favore della produzione agricola. Per quanto poi attiene alla tutela dei terreni coltivabili, l'articolo 75 della Costituzione offre una sufficiente garanzia, tanto più che recentemente nell'ambito della prima tappa della revisione della legge federale sulla pianificazione del territorio abbiamo anche consolidato con nuove e specifiche disposizioni la protezione delle superfici coltivabili; anche l'ultima revisione della legge sull'agricoltura ha rafforzato tale tutela. Per queste ragioni, vi invito a seguire la maggioranza commissionale raccomandando al popolo di respingere questa iniziativa.

Herzog Verena (V, TG): Vieles, was für Ernährungssicherheit spricht, wurde schon gesagt. Einen Punkt möchte ich aber nochmals erwähnen: Ein wichtiges Ziel, das die Initiative verfolgt, ist es, den administrativen Aufwand der Landwirtschaft auf das wirklich Notwendige zu beschränken. Die jetzigen Regulierungen und Kontrollen sind völlig übertrieben. Amtsschimmel und zunehmende Administration erschweren das Unternehmertum in der Schweiz mehr und mehr auf

unnötige Art und Weise, ohne dass daraus ein effektiver Nutzen entsteht. Und dann wundern wir uns, warum wir mit der ausländischen Konkurrenz nicht mehr mithalten können. Landwirte sind Familienunternehmer, die uns Produkte und Dienstleistungen zur Verfügung stellen. Dafür zahlen wir als Konsumenten und Steuerzahler. Ich bin in beiden Funktionen bereit, dafür zu zahlen, dafür erwarte ich aber in erster Linie, dass die Landwirtschaft unser Essen produziert, Lebensmittel, die ich bedenkenlos geniessen kann, weil ich weiss, dass sie nachhaltig produziert sind, sodass die natürlichen Ressourcen auch unseren Kindern und ihren Kindern noch zur Verfügung stehen. Ich weiss, dass ich auch die tierischen Produkte ohne schlechtes Gewissen geniessen kann. Da sollten ja eigentlich alle dafür sein. Was wünsche ich mir in Zukunft? Ich wünsche mir eine auf den Markt ausgerichtete, produzierende, vielfältige, verantwortungsvolle Landwirtschaft. Genau diese Art Landwirtschaft stellt gleichzeitig und damit verbunden weitere Leistungen sicher, wie eine abwechslungsreiche Landschaft oder vitale Randregionen. Ich wünsche mir eine Landwirtschaft, die Produkte und Dienstleistungen von unternehmerisch handelnden Bäuerinnen und Bauern anbietet, eine Landwirtschaft, bei welcher der Faktor Produktion im Vordergrund steht und die mit dem Verkauf ihrer Produkte eine gute Wertschöpfung erzielt, sodass die Abhängigkeit von staatlichen Zahlungen geringer wird.

Die Volksinitiative «für Ernährungssicherheit» bildet eine gute Grundlage, um die Sache stärker in diese Richtung zu entwickeln. Wenn es dann um die Umsetzung geht, sollen der Landwirtschaft mehr Freiräume und Handlungsspielraum verschafft werden. Das liegt schlussendlich ja auch in der Hand unseres Parlamentes. Damit schliesst sich der Kreis, und wir wären wieder beim Thema übertriebene Regulierung und Administration. Als Konsumentin und Unternehmerin und für die Sicherheit unseres Landes sage ich deshalb Ja zur Initiative «für Ernährungssicherheit» und empfehle Ihnen, dies auch zu tun.

Vogler Karl (C, OW): Ich ersuche Sie, der Kommissionsminderheit zu folgen und die Volksinitiative anzunehmen. Man wendet ein – man hat das heute Vormittag mehrmals gemacht –, der Mehrwert dieser Initiative sei unbedeutend und ihre Ziele seien bereits mit dem heutigen Artikel 104 der Bundesverfassung erfüllt. Tatsächlich ist es aber so: Die Initiative beinhaltet einen Mehrwert, und – das ist genauso wichtig – mit der Annahme dieser Initiative gibt die Politik der Landwirtschaft ein klares Zeichen, dass sie bereit ist, notwendige Korrekturen vorzunehmen und der Landwirtschaft wieder Perspektiven zu geben. Erlauben Sie mir in diesem Zusammenhang, auf eine Auswertung der Eidgenössischen Forschungsanstalt Agroscope hinzuweisen, die diese in meinem Kanton, im Kanton Obwalden, gemacht und im letzten Jahr publiziert hat. Dabei wurden 85 Prozent der direktzahlungsberechtigten Landwirtschaftsbetriebe erfasst. Das Ergebnis lautet zusammengefasst – und das lässt aufhorchen! –, dass über 40 Prozent der Betriebe ein negatives landwirtschaftliches Einkommen oder eines von jährlich unter 25 000 Franken aufweisen. Über 40 Prozent der direktzahlungsberechtigten Landwirte und Bäuerinnen erzielen aus der Landwirtschaft ein Jahreseinkommen von weniger als 25 000 Franken! Das durchschnittliche Jahreseinkommen einer Obwaldner Bauernfamilie aus der Landwirtschaft beträgt gerade einmal 31 000 Franken. Aufgrund dieses sehr tiefen landwirtschaftlichen Einkommens sehen sich denn rund 80 Prozent der Landwirte und Bäuerinnen veranlasst, einem ausserlandwirtschaftlichen Nebenerwerb nachzugehen. Und dieses ausserlandwirtschaftliche Durchschnittseinkommen wiederum liegt rund 1000 Franken höher als das Einkommen aus der Landwirtschaft. Die Tatsachen, dass sich der Grossteil der Betriebe überhaupt nur mit ausserlandwirtschaftlichen Tätigkeiten einigermassen über Wasser halten kann und dass das durchschnittliche Jahreseinkommen aus der Landwirtschaft tiefer ist als dasjenige aus der nichtlandwirtschaftlichen Tätigkeit, zeigen, in welch schwieriger wirtschaftlicher



Situation sich die Landwirtschaft nicht nur in meinem Kanton, sondern vielerorts in der Schweiz heute befindet. Das Ganze ist zudem verbunden mit einer sehr hohen zeitlichen Arbeitsbelastung, mit Verunsicherung und immer öfter auch mit der Schwierigkeit, einen Betriebsnachfolger oder eine Nachfolgerin zu finden. Diese tiefgreifenden Probleme gilt es ernst zu nehmen.

Nun, die Volksinitiative «für Ernährungssicherheit» ist nicht einfach die Lösung, aber sie kann einen Beitrag zur Problemlösung in der Landwirtschaft leisten. Neben einer nachhaltigen Produktion stehen für mich der Kulturlandschutz und die Rechtssicherheit im Vordergrund.

Drei Sätze zum Kulturlandschutz: Natürlich kann man sagen, dieser werde schon heute über Artikel 75 der Bundesverfassung zumindest indirekt gewährleistet. Tatsache aber ist, dass der Kulturlandverlust trotz Artikel 75 unaufhaltsam weitergeht und die Schweiz vergleichsweise über sehr wenig ackerfähige Fläche pro Einwohnerin und Einwohner verfügt. Dementsprechend stellt denn auch der Bundesrat in der Botschaft auf Seite 5772 zu Recht fest, dass der Kulturlandschutz mit der Initiative gestärkt würde.

Ich äussere mich auch kurz zum zweiten Stichwort, der Rechtssicherheit: Die Landwirtschaft braucht wieder Rechtssicherheit und damit auch Investitionssicherheit. Ständige Änderungen von Vorschriften und Richtlinien verunmöglichen langfristige Investitionsentscheide und verteuern die landwirtschaftliche Produktion erheblich, gleich wie unnötige Regulierungen. Auch hier setzt die Volksinitiative an und verlangt eine Korrektur.

Zusammengefasst: Der vorgeschlagene Artikel 104a stellt eine notwendige und sinnvolle Ergänzung zu Artikel 104 der Bundesverfassung dar. Er schafft für die Landwirtschaft in unserem Lande Perspektiven und ist ein Bekenntnis für den Produktionsstandort Schweiz.

Ich ersuche Sie, die Initiative zur Annahme zu empfehlen.

Page Pierre-André (V, FR): Je déclare mes liens d'intérêts: je suis paysan, producteur de lait, qui est transformé en Gruyère et en Vacherin fribourgeois, et également exploitant de grandes cultures de céréales, de colza et de betterave sucrière.

La sécurité de notre pays est l'affaire de notre armée et de nos polices. La sécurité de notre approvisionnement énergétique est gérée par nos sociétés publiques et privées. La sécurité de notre réseau ferroviaire est l'affaire des CFF. La sécurité des réseaux informatiques est assurée par des spécialistes en cybersécurité, qu'ils travaillent dans une organisation étatique ou privée. Mais la sécurité alimentaire est l'affaire de tous. De chacune et de chacun d'entre nous. Parce qu'elle touche à une activité fondamentale et essentielle pour l'être humain, pour vivre, pour travailler: se nourrir. Voilà pourquoi l'initiative concernant la sécurité alimentaire ne peut pas, et ne doit pas nous laisser indifférents. D'ailleurs, la rapidité avec laquelle les 147 812 signatures ont été recueillies, puis déposées le 8 juillet 2014, témoigne bien du fait que cette initiative concerne aussi bien le producteur, le paysan, que le consommateur, la population, c'est-à-dire vous et moi.

Accepter l'initiative pour la sécurité alimentaire, c'est offrir de l'espoir aux familles paysannes, aux producteurs, un espoir pour l'avenir de leur profession. Accepter l'initiative pour la sécurité alimentaire, c'est aussi renforcer ce lien de confiance indispensable entre les consommateurs et les paysans. Cette initiative n'a rien d'une manœuvre protectionniste. Au contraire, elle veut maintenir, pour demain aussi, l'approvisionnement de la population résidente en denrées alimentaires indigènes; des denrées de qualité, dont la traçabilité permet aux consommateurs d'avoir confiance dans leurs producteurs.

Je voudrais dire à Madame Semadeni – qui n'a pas l'air d'être dans la salle – que l'initiative ne s'oppose pas à la protection de l'environnement. Au contraire, elle vise à lutter contre la perte des terres cultivées. Renforcer la protection des surfaces agricoles productives, préserver les ressources

naturelles et énergétiques, voilà des mesures qui protègent notre environnement.

Nos agriculteurs ne sont tout de même pas si stupides pour scier la branche sur laquelle ils sont assis – incomfortable, c'est vrai. Jamais un paysan suisse ne sabotera son propre environnement! Je vois rouge lorsque j'entends pareilles déclarations vertes!

L'initiative n'est pas un retour en arrière. Au contraire, elle prévoit résolument de penser et d'agir pour demain, en connaissance des défis à relever. La protection alimentaire doit continuer à exister en Suisse.

Dans le monde, la demande en denrées alimentaires augmente; l'offre est limitée, voire déjà insuffisante. Contrairement à ce que prétend Monsieur Jans, le taux d'approvisionnement net est en diminution. Et de manière encore plus concrète, au niveau de notre pays, il est honnête de reconnaître que la Politique agricole 2014–2017 de la Confédération n'est pas satisfaisante; elle ne correspond pas à la réalité quotidienne de nos agriculteurs et de leurs familles.

Déjà lourdement habitués à faire des sacrifices, les paysans ont ainsi fait le premier pas en lançant cette initiative. A nous, parlementaires, de faire aujourd'hui le pas suivant, en soutenant la sécurité alimentaire, la vôte, la nôtre. L'initiative répond maintenant et de façon pratique aux attentes de notre population.

Enfin, je souhaite adresser un message à celles et ceux qui nous demandent de ne rien modifier dans la Constitution, nous promettant de consolider les paiements directs, qui sont – c'est vrai – menacés par les mesures d'économies de la Confédération. Je ne me nourris pas de vaines promesses. Je préfère avoir, dans mon assiette, un produit de qualité, un produit de chez moi. C'est l'objectif de l'initiative «pour la sécurité alimentaire», que vous ne manquerez pas, avec moi, de recommander au peuple et aux cantons de soutenir. Il en va aussi de votre sécurité.

Je vous demande donc de soutenir la proposition de la minorité Müller Leo à l'article 2.

Guhl Bernhard (BD, AG): Ich bin erfreut, dass in der heutigen Debatte die Bienen bereits mehrfach erwähnt wurden – ein Dank an Frau Ingold, an die Herren Ritter, Walti, Aebi usw. Auch ich bin Imker, Herr Aebi, und lege sicherheitshalber mal meine Interessen deutlich offen: Ich bin Präsident von Apisuisse, dem Dachverband der Schweizer Imker. Als Redner tue ich hier aber meine persönliche Haltung kund und nicht jene des Verbandes.

Ich bin auch Bauernsohn. Als Bauernsohn und Imker bin ich bei dieser Initiative hin- und hergerissen. Auf der einen Seite ist es mir wichtig, dass die Existenz unserer Schweizer Bauernfamilien weiterhin gesichert ist, auf der anderen Seite soll aber auch die Existenz der Bienen gesichert bleiben.

Bei der Initiative schliesst sich das nicht gegenseitig aus. Sie lässt einigen Interpretationsspielraum; das wurde bereits mehrfach erwähnt. Es ist daher entscheidend, wie der Text dann ausgelegt wird. Ich mache hier mal eine Auslegung mit Fokus auf die Bienen und die Imkerei.

Der Selbstversorgungsgrad der Schweiz liegt beim Honig unter 50 Prozent. Aus meiner Sicht ist die Stärkung der Versorgung mit einheimischen Nahrungsmitteln, unter anderem mit Honig, aus vielfältiger, nachhaltiger Produktion richtig. Der Honig ist aber nicht der einzige Nutzen, den die Bienen erbringen. Viel wichtiger ist der Bestäubungswert. Der Bestäubungswert eines Bienenvolkes liegt allein für Obst und Beeren bei durchschnittlich über 1000 Franken pro Jahr. Hinzu kämen weitere Werte für Gemüse, Sonnenblumen, Futterpflanzen usw. Ohne Bienen läuft also gar nichts in Sachen Ernährungssicherheit! Die Initiative darf und kann darum nicht umgesetzt werden, ohne das Nahrungsangebot und den Lebensraum der Bienen zu verbessern – ich rede hier von Wildbienen und Honigbienen, die in Völkern gehalten werden. Es muss also auch die Gesundheit der Bienen beachtet werden.

Als Bauernsohn verstehe ich, dass die Bauern Pflanzenschutzmittel einsetzen müssen. Wenn diese aber die Bienen gefährden, so ist meines Erachtens – dies sollte auch den

Bauern wichtig sein – der Schutz der Bienen höher zu gewichten als die Verwendung eines Mittels, welches letztendlich Bienen tötet. Der Einsatz von für Bienen gefährlichen Giften wäre wie Sägen am Ast, auf dem man sitzt.

Die Bienen brauchen Trachtplanzen. Herr Aebi hat in seinem Votum den Raps erwähnt. Dieser ist eine Dämon. Die Bienen brauchen Nektar und Pollen über das ganze Jahr verteilt, und zwar nachhaltig. Diese finden sie nicht nur bei landwirtschaftlich angebauten Pflanzen wie Klee, Mais, Gurken, Bohnen oder Sonnenblumen, sondern auch bei Bäumen und Sträuchern oder bei Obst. Sie finden sie bei Waldpflanzen wie Buche und Eiche, aber dann auch wieder in der Landwirtschaft, etwa bei der Himbeere, und wiederum bei Efeu und Holunder am Waldrand.

Die Bienen brauchen die landwirtschaftlichen Flächen. Erfahrungsgemäss wird kaum eine Fläche, die einmal bebaut war, später wieder der Landwirtschaft zurückgegeben. Für die Bienen ist es darum wichtig, dass nicht alles zubetoniert wird. Die Forderung der Initiative, die Massnahmen gegen den Kulturlandverlust seien zu stärken, gilt es also klar zu unterstützen.

Mir ist es aber auch wichtig zu betonen, dass die Bienen ein lückenloses Trachtangebot brauchen. Das heisst, ohne Blühstreifen, ohne Sträucher, ohne Biodiversität geht es nicht. Ich habe den Präsidenten des Bauernverbandes (*Heiterkeit!*) – ein Freud'scher Versprecher –, des Bauernverbandes so verstanden, dass er, basierend auf seiner Charta, mit dieser Initiative eben nicht an Punkten wie Biodiversität und Blühstreifen usw. rütteln möchte.

Als Bauernsohn werde ich dieser Initiative zustimmen. Als Imker werde ich darauf achten, dass bei der Umsetzung dieser Initiative, wenn sie denn vom Volk angenommen wird, der Passus «vielfältig und nachhaltig» respektiert wird, so dass die Bienen letztendlich dafür sorgen können, dass wir die Ernährungssicherheit in der Schweiz hoch halten können.

Ruppen Franz (V, VS): Die Initiative «für Ernährungssicherheit» geht vom Grundsatz aus, dass es für die Steigerung der Ernährungssicherheit in einer Region oder in einem Land sinnvoll ist, die Lebensmittel auch möglichst lokal zu produzieren. Für die Schweiz ist es angesichts ihrer kleinen Fläche, ihrer Geländeform, ihres Klimas und eines Selbstversorgungsgrades von rund 50 bis 60 Prozent illusorisch, vollständige Ernährungssouveränität zu erreichen. Umso wichtiger ist es, mindestens das aktuelle Niveau zu halten. Die Lebensmittelversorgung muss wieder zu einem vorrangigen Anliegen werden. Die Versorgung der Schweizer Bevölkerung mit nachhaltigen, einheimischen und vielfältigen Lebensmitteln wird nämlich künftig abnehmen, wenn wir heute keine entsprechenden Gegenmassnahmen ergreifen. Ein hohes Qualitätsniveau ist wichtig, um die Erwartungen der Konsumentinnen und Konsumenten zu erfüllen. Auch müssen das landwirtschaftliche Wissen, die Rückverfolgbarkeit, die Verarbeitung im Inland sowie ein geeigneter Zollschutz erhalten bleiben.

Was will die Initiative «für Ernährungssicherheit» des Schweizer Bauernverbandes? Die Initiative verlangt, dass der Bund die Versorgung der Bevölkerung mit Lebensmitteln aus vielfältiger und nachhaltiger einheimischer Produktion stärkt. Ebenso soll der Bund dafür sorgen, dass der administrative Aufwand in der Landwirtschaft gering ist. Die von den Initianten vorgeschlagene Verfassungsänderung ist nötig. Selbst der Bundesrat beurteilt den aktuellen Verfassungstext als ungenügend. Im Bericht zu seinem mittlerweile wieder zurückgezogenen Gegenvorschlag hielt er nämlich fest, dass die Ernährungssicherheit nur mit einer Stärkung der Verfassungsbestimmung langfristig sichergestellt werden kann. Es sind also Korrekturen nötig, wenn wir unseren Selbstversorgungsgrad langfristig halten wollen.

Mit der Initiative soll der Verknappung der Lebensmittel entgegengewirkt werden. Es handelt sich hier um ein Projekt, das die inländische Produktion und unsere Landwirtschaft stärken soll. Es geht auch darum, die Ernährung der Bevölkerung mit qualitativ guten Lebensmitteln sicherzustellen.

Eine produzierende Landwirtschaft stellt die effizienteste und günstigste Möglichkeit für die Erhaltung unserer Kulturlandschaft dar. Das ist auch ökologisch sinnvoll, als wenn die Landwirtschaftsprodukte über Kontinente hinweg transportiert werden. Mit der aktuellen Landwirtschaftspolitik hat die Schweiz einen anderen Weg eingeschlagen: Ökologisierung und extensive Landwirtschaft wurden auf Kosten der produzierenden Landwirtschaft gefördert. Damit wurde auch die Abhängigkeit vom Ausland erhöht. Mit der Initiative soll nun wieder vermehrt die inländische Produktion gesichert werden.

Die Initiative soll, wie bereits erwähnt, auch dafür sorgen, dass der administrative Aufwand in der Landwirtschaft gering ist. Unsere Landwirte, wie übrigens auch das Gewerbe, werden heute durch immer mehr Vorschriften, Kontrollen und Formulare belastet. Zu viel Zeit muss für Papierkram und Administration aufgewendet werden. Die Bauern sollen sich wieder auf ihr Kerngeschäft, das Produzieren von Lebensmitteln, konzentrieren können. Auch darum braucht es diese Initiative.

Aus den dargelegten Gründen unterstütze ich die Kommissionsminderheit und stimme dieser Initiative zu.

Zuberbühler David (V, AR): Vor hundert Jahren gab es in der Schweiz noch über 240 000 Landwirtschaftsbetriebe. Per Ende des Jahres 2014 waren es gerade noch etwas über 54 000, und die Anzahl ist weiterhin rückläufig. Die Aufgaberate von durchschnittlich 2 Prozent pro Jahr wird aller Voraussicht nach Bestand haben. Bis ins Jahr 2024 werden demnach rund 11 000 weitere Landwirtschaftsbetriebe ihre Arbeit einstellen.

Die Gründe dafür sind vielfältig: sinkende Einnahmen, gesättigte Märkte, Billigimporte aus dem Ausland, die auf die Preise drücken, knappe Bundesfinanzen, die Druck auf die Direktzahlungen machen, und der unaufhaltsame Trend hin zur Konzentration auf Grossbetriebe. Kein Wunder also, fehlt heute jedem dritten Betriebsleiter aufgrund der unsicheren Zukunftsaussichten jemand, der den Hof übernehmen möchte; kein Wunder, ist heute in vielen Fällen die Nachfolgeregelung ungewiss bzw. ungelöst.

Die Bevölkerung steht indessen hinter dem Bauernstand und weist diesem durch die Bundesverfassung und das Landwirtschaftsgesetz bedeutende Aufgaben zu. Dazu gehören die Sicherung und der Erhalt der Produktionsgrundlagen sowie die Produktion von gesunden und marktnah produzierten Nahrungsmitteln. Die Bauern sind aber immer weniger in der Lage, dem Verfassungsauftrag nachzukommen. Der Erhalt eines möglichst hohen Selbstversorgungsgrades, aber auch die Bewirtschaftung und Pflege der Kulturlandschaft werden dadurch zunehmend infrage gestellt.

Die Schweiz ist bereits heute pro Kopf einer der weltweit grössten Nahrungsmittel-Nettoimporteure. Der Selbstversorgungsgrad exklusive importierter Futtermittel für die tierische Inlandproduktion lag im Jahr 2014 noch bei 53 Prozent und im letzten Jahr gar bei 51 Prozent. Die Schweiz ist damit weit davon entfernt, sich selbst zu versorgen. Dies widerspricht völlig unserer sonstigen Gewohnheit, alles zu verschern.

Im Vergleich mit Staaten wie Kanada oder Argentinien ist die Schweiz beispielsweise aufgrund ihrer topografischen Gegebenheiten kein eigentliches Landwirtschaftsland. Dadurch ist ein hoher Selbstversorgungsgrad bei uns teuer. Da wir aufgrund unserer hohen Kaufkraft vieles importieren können, scheint ein geringer Selbstversorgungsgrad für viele auch kein Problem zu sein. Die Abhängigkeit vom Ausland kann aber auch gefährlich sein. Wer sich bei den Nahrungsmitteln von anderen abhängig macht, fordert diese geradezu heraus. Im schlimmsten Fall könnten Nahrungsmittellieferungen beispielsweise mit politischen Auflagen verbunden werden.

Die Zukunft der Schweizer Landwirtschaft steht also vor grossen Herausforderungen. Vor diesem Hintergrund hat der Schweizer Bauernverband im Jahr 2014 die Initiative «für Ernährungssicherheit» bei der Bundeskanzlei eingereicht. Die Initiative will den bestehenden Artikel 104 der

Bundesverfassung ergänzen. Sie verstärkt den Auftrag, der eigentlich schon verfassungsmässig definiert ist, der aber offensichtlich keine Wirkung erzielt. Der aktuelle Verfassungstext genügt nicht, um längerfristig die Herausforderungen der Ernährungssicherheit zu bewältigen und die inländische Produktion und Lebensmittelverarbeitung zu erhalten. Das Ziel der Volksinitiative besteht denn auch darin, die Versorgung der Bevölkerung mit Lebensmitteln aus einer vielfältigen und nachhaltigen einheimischen Produktion zu stärken. Die Initiative hat weiter zum Ziel, den administrativen Aufwand in der Landwirtschaft gering zu halten. Gerade in diesem Zusammenhang erwarte ich vonseiten des Bundes und der Kantone mehr Vertrauen in die Landwirtschaft und nur noch punktuelle statt immer flächendeckende Kontrollen. Ein zentrales Merkmal der Initiative ist aber auch die explizite Verankerung des Schutzes des Kulturlandes in der Bundesverfassung. Dieser fehlende grundsätzliche Schutz ist ein Mangel, der behoben werden sollte. Es ist denn auch im Interesse unseres Landes, dass im Hinblick auf mögliche zukünftige Versorgungsgänge noch vorhandenes Kulturland, welches die wichtigste natürliche Ressource für eine nachhaltige Produktion von Lebensmitteln ist, geschützt wird.

Die Ressourcen Wasser, Bildung und vor allem Lebensmittel sind drei unserer zentralen Rohstoffe. Sie müssen nachhaltig gesichert werden, damit wir langfristig unsere Unabhängigkeit bewahren können.

Aus diesem Grund empfehle ich Ihnen die Initiative «für Ernährungssicherheit» zur Annahme.

Glauser-Zufferey Alice (V, VD): Je déclare mes intérêts: je suis paysanne et soutiens l'initiative de l'Union suisse des paysans «pour la sécurité alimentaire».

En 2014, le Conseil fédéral admettait que les bases constitutionnelles ne couvraient pas les besoins alimentaires de la population. L'initiative doit donc garantir que la fonction vivrière de l'agriculture reste durablement sa fonction principale et prioritaire, et ce avant les autres missions que l'actuelle Constitution lui octroie. Ce but ne peut être atteint sans maintenir des conditions-cadres garantissant un taux d'autoapprovisionnement en denrées alimentaires d'au minimum 60 pour cent, ce qui, je vous le rappelle, constitue un taux très bas, le deuxième plus bas au niveau mondial après celui de la Chine.

Il n'est pas question de pousser à une politique productiviste des années 1970 ou 1980, ou de revenir en arrière s'agissant des pratiques et des prestations environnementales adoptées par les agriculteurs comme les réseaux, la qualité du paysage ou l'utilisation efficiente des ressources, pratiques et prestations reconnues par la société au travers des paiements directs. Cette initiative vise à maintenir le standard déjà très élevé que nous avons, sans aller au-delà.

La protection des terres agricoles que réclame l'initiative ne se veut pas plus contraignante que ne le sera la mise en oeuvre de la loi sur l'aménagement du territoire. Elle vise à faire du sol un outil respecté mais indispensable pour la mission première du paysan: nourrir la population. Cette mission est reconnue et plébiscitée par la majorité des habitants de notre pays. Les familles paysannes, et avec elles les jeunes agriculteurs qui veulent croire en leur avenir, l'ont bien compris. Ces derniers acceptent le défi et font preuve de beaucoup d'esprit d'entreprise. Ils s'adaptent à chaque message quadriennal de politique agricole, bien qu'ils ne couvrent que difficilement leurs frais pour une bonne partie de leur production.

Cependant, le risque est grand que, trop souvent déçu par des prix incorrects et misérables, l'agriculteur mette ses surfaces en jachère et contribue à la diversité du paysage et non à l'alimentation de la population.

En plus des surfaces vivrières qui manqueront à la Suisse, l'agriculteur perdra son savoir-faire, et les générations suivantes mettront des années à se le réapproprier, alors que le besoin sera urgent de cultiver pour se nourrir. Je ne peins pas le diable sur la muraille en parlant de besoin urgent. Le changement climatique est une réalité. Si les surfaces culti-

vables et l'eau se raréfient, il est évident que la population ne cesse d'augmenter.

Il est évident aussi que la construction contribue à la diminution des surfaces cultivables. Les 60 pour cent d'autoapprovisionnement que nous atteignons actuellement pourraient encore diminuer, et les projections les plus optimistes effectuées par les scientifiques montrent bien nous atteindrons à peine plus de 50 pour cent à moyen terme.

Pour toute personne responsable, ne serait-ce que de sa famille, il est évident qu'elle devra être prévoyante et qu'elle pourra difficilement compter sur ses voisins pour se nourrir à l'arrivée des temps difficiles. Que dire alors d'un pays qui négligerait l'adage «gouverner, c'est prévoir»? Car prévoir de s'alimenter en important majoritairement de pays qui auront besoin de leurs propres ressources n'est au bas mot pas raisonnable! En effet, nous pouvons maintenant, pour le moins, garantir des surfaces cultivables à des paysans encore professionnels et à la pointe de la technique agricole, qui font du modèle suisse un exemple.

Je vous remercie, au nom des familles paysannes, de commander le soutien à l'initiative.

Rime Jean-François (V, FR): Je sais qu'en principe cela ne se fait pas de poser une question à une collègue de parti, mais j'ai du mal à comprendre votre exposé. Vous nous avez dit que les lois sur les produits alimentaires ne seraient pas durcies et que la loi sur l'aménagement du territoire serait appliquée, mais qu'elle ne subirait aucun durcissement. Dites-moi dès lors pourquoi il faut vraiment recommander l'acceptation de cette initiative.

Glauser-Zufferey Alice (V, VD): En recommandant de dire oui à cette initiative, nous renforçons encore, aux yeux de la population et du Conseil fédéral, l'importance de l'agriculture dans sa fonction nourricière, et l'importance de prévoir pour cela des surfaces agricoles.

Romano Marco (C, TI): Da quando abbiamo cominciato la nostra giornata, abbiamo sicuramente già consumato due pasti – spero che siate riusciti a farlo tutti –, e nel consumare questi pasti abbiamo consumato cibo perlopiù prodotto in Svizzera. La speranza dei promotori di questa iniziativa è quella di avere i prodotti necessari per garantire la sicurezza alimentare anche nei prossimi decenni.

La popolazione mondiale aumenta e non possiamo sottovalutare questa problematica anche in un Paese come il nostro. Lo desiderano i nostri contadini e anche le circa 150 000 persone che hanno sottoscritto questa iniziativa.

Nel nostro sistema di democrazia diretta, l'iniziativa popolare è lo strumento utile a un gruppo di interesse, a una realtà organizzata a livello nazionale, per realizzare un progetto politico negligito, o insufficientemente sostenuto, dalle istituzioni federali.

Con questa iniziativa, l'Unione svizzera dei contadini ci presenta un nuovo articolo costituzionale utile a difendere e promuovere il settore primario e la sicurezza alimentare nei prossimi decenni. L'agricoltura svizzera deve essere in grado anche in futuro di fornire alla popolazione prodotti locali regionali di grande qualità. Il Ticino conosce un gran numero di aziende che praticano la vendita diretta. L'attenzione verso il territorio è presente, ma va rafforzata e garantita nei prossimi anni. Si tratta di realtà apprezzate a cui devono essere date le condizioni quadro per continuare nel loro impegno. Di particolare importanza – se penso al Ticino – sono i prodotti con il marchio «Ticino». Il marchio garantisce che i prodotti siano a base di materie prime ticinesi e che la lavorazione sia fatta in maniera preponderante nel nostro cantone. Al momento ci sono circa 140 aziende – la maggior parte sono aziende agricole – con indicativamente 350 prodotti con questo marchio. Occorre battersi per il futuro di queste realtà.

Personalmente ho deciso di sostenere questa iniziativa in linea con la strategia di sviluppo del nostro Paese, dove si esige che l'agricoltura svizzera debba poter approvvigionare la popolazione in quantità sufficiente di materie agricole di

qualità. Non si può sensibilizzare e chiedere di consumare a livello locale in maniera responsabile e in seguito non porre le basi affinché questa produzione sia realmente possibile. In aggiunta sappiamo tutti che aumentano le pressioni dovute alle importazioni, così come gli acquisti oltre frontiera causati dal franco forte.

L'iniziativa è un progetto generazionale volto a rafforzare a lungo termine la sicurezza alimentare per la popolazione e creare migliori prospettive future per le famiglie di contadini impegnati nel nostro Paese.

Respingere la proposta è un atto inopportuno. Il governo medesimo ammette che a livello costituzionale c'è un deficit per quel che riguarda la problematica della sicurezza alimentare.

Voto e invito a votare sì all'iniziativa popolare «per la sicurezza alimentare». A chi la combatte affermando che questo articolo costituzionale sarà il fondamento per nuovi sussidi, per nuove regolamentazioni o complicazioni pianificatorie, rispondo che toccherà comunque al Parlamento legiferare e quindi agire in maniera responsabile e appropriata. Le decisioni spettano a noi, questo articolo costituzionale non deve essere visto con lo spettro di un'evoluzione legislativa inattesa, ingustificata.

Il Ticino è un cantone particolare. A differenza di altre realtà è contraddistinto da grandi differenze – le valli, il piano. L'agricoltura ha una valenza multifunzionale: la produzione, la protezione dell'ambiente, la conservazione del paesaggio e l'occupazione, soprattutto l'occupazione a livello di valli, a livello di decentralizzazione sul territorio.

Il settore primario ticinese si impegna in questa direzione, ma si trova confrontato con numerosi grattacapi – meno superficie, meno aziende, aziende sempre più grandi con gravi problematiche di costi, e dei redditi delle famiglie contadine che si riducono. I redditi agricoli sono bassi e i nuovi incentivi per la politica agricola incoraggiano soprattutto l'agricoltura estensiva, impossibile in Ticino, e non di certo la produzione, che è fondamentale per garantire la sicurezza alimentare del Paese.

Infine, l'iniziativa «per la sicurezza alimentare» intende consolidare l'approvvigionamento della popolazione con derrate alimentari di produzione indigena e sostenibile.

von Siebenthal Erich (V, BE): Um zu leben, muss der Mensch essen. Auf vieles, was wir heute als wichtig ansehen, könnten wir eigentlich verzichten, da es nicht zu den überlebenswichtigen Grundbedürfnissen des Menschen gehört. Auf Nahrung hingegen können wir nur für eine begrenzte Zeit verzichten. Die Sicherstellung der Ernährung der Bevölkerung ist daher von zentraler Bedeutung. Dabei geht es nicht nur darum, dass Nahrung grundsätzlich verfügbar ist, es geht auch darum, dass sie vielfältig und von guter Qualität ist. Dieser wichtige Punkt wird in Artikel 102 der Bundesverfassung beschrieben; was die Aufgaben der Landwirtschaft zu dessen Erfüllung sind, ist in Artikel 104 festgehalten.

Dass die sichere Versorgung mit Nahrung in der erforderlichen Menge jederzeit gewährleistet ist, versucht der Bund über nationale Verträge sicherzustellen. Dass diese jedoch das Papier, auf dem sie geschrieben sind, nicht wert sind, wurde im Sommer 2009 deutlich, als sowohl Russland wie auch die Ukraine Exportverbote für Getreide erliessen. Sie blockierten damit die internationalen Märkte. Die Sicherheit unserer Lebensmittel im Sinne der Qualität der Nahrung zu garantieren wird zunehmend zu einer Herausforderung. Die Initiative präzisiert Artikel 104 der Bundesverfassung und bietet eine Lösung für die obengenannten Probleme. Es soll nämlich ein verstärkter Fokus auf die inländische Produktion gelegt werden. Damit soll nicht der Mythos eines Plans Wahlen wiederbelebt werden, und wir wollen auch keine neuen protektionistischen Massnahmen aufbauen. Es soll lediglich präzisiert werden, dass eine inländische Produktion zu fördern ist. Dass diese Präzisierung nötig ist, hat der Bundesrat selbst in der Erläuterung zu einem nun zurückgezogenen Gegenvorschlag ausgeführt.

Eine nachhaltige Produktion gemäss unserem einheimischen Potenzial ist auch im internationalen Kontext die mo-

ralische Pflicht der Schweiz. Zudem müssen wir unsere Ressourcen schonend nutzen, damit die Schweiz und ihre Landschaft auch touristisch attraktiv bleiben.

Eine grosse Bedeutung hat dabei auch die Berg- und Landwirtschaft. Hierbei geht es um eine erschwerte Bewirtschaftung, die dezentrale Besiedelung, das Offenhalten der Flächen und das Eindämmen der Erosion, um nur einige Elemente zu nennen, die dank der aktiven Bewirtschaftung möglich sind. Durch diese Bewirtschaftung entstehen zusätzlich qualitativ hochstehende Nahrungsmittel, beispielsweise Spezialitäten im Bereich Käse und Fleisch, um nur zwei zu nennen. Die Nutzung der dort vorhandenen Ressourcen und die Erhaltung der Landschaft in ihrer Attraktivität können aber nur mit der Haltung von Tieren sinnvoll geleistet werden. Die Berg- und Landwirtschaft will auch in Zukunft ihren Beitrag zur sicheren Ernährung des Volkes leisten.

Es ist schlicht verantwortungslos und im höchsten Mass unethisch, die Versorgung der Schweiz auf Kosten anderer sicherzustellen. Deshalb ist die Verfassung im Sinne der Initiative anzupassen und damit ein Zeichen für eine verantwortungsvolle Ernährungssicherheit der Schweiz zu setzen. Wir sind verpflichtet dazu, selbst zu produzieren, was möglich ist, vom Tal bis auf die Alpen. Wir dürfen unsere Nahrung nicht anderen vom Teller wegkaufen, nur weil wir es uns eben leisten können.

Daher empfehle ich ein Ja zur Initiative!

Munz Martina (S, SH): Sagen Sie Nein zu dieser Initiative – sie ist ein Wolf im Subventionspelz.

Die Initiative will unter dem Deckmantel der Ernährungssicherheit das Rad der Agrarpolitik 2014–2017 zurückdrehen. Im Text steht keine Forderung, die nicht bereits in der Verfassung steht oder im Gesetz geregelt ist. Die Initiative ist deshalb ein Selbstbedienungsladen für unzufriedene Bäuerinnen und Bauern. Sie wird von allen so interpretiert, wie es gerade gefällt. Offen wird verlangt, den Selbstversorgungsgrad zu erhöhen, gleichzeitig die Biodiversitätsbeiträge zu senken und die Landschaftsqualitätsbeiträge wieder abzuschaffen.

Das, liebe Bauernlobby, heisst nichts anderes, als die Eigenschaften der Agrarpolitik 2014–2017 wieder rückgängig zu machen. Sie wollen eine intensivere Landwirtschaft mit hohem Dünger- sowie Pestizideinsatz und mehr Futtermittelimporten, obwohl es eine Tatsache ist, dass in der Schweiz noch nie so viele Kalorien produziert wurden wie heute.

Die Mehrheit der Bevölkerung will das alles nicht, sie steht zu einer vielfältigen Landwirtschaft. Sie will gesunde Nahrungsmittel, produziert im Einklang mit der Umwelt. Die Anliegen der Bevölkerung müssen in der Landwirtschaftspolitik abgebildet sein. Immerhin wird durchschnittlich jeder Betrieb mit rund 60 000 Franken Direktzahlungen pro Jahr subventioniert. Damit werden auch die Leistungen für die Erhaltung der Biodiversität, für die Landschaftspflege und den Ressourcenschutz entschädigt. Eine Senkung oder Abschaffung der Biodiversitäts- und Landschaftsqualitätsbeiträge steht im Widerspruch zu den Anliegen der Bevölkerung.

Die Subventionen sollen Familienbetrieben ein faires Einkommen garantieren. Rekordgewinne für Grossbetriebe können nicht das Ziel sein. Das aber will diese Initiative. Es stehen deshalb nicht alle Bauernorganisationen dahinter. Die Kleinbauernvereinigung jedenfalls lehnt die Initiative klar ab, weil sie nicht Familienbetriebe, sondern einzig die Intensivlandwirtschaft zusätzlich fördern will.

Auch die Forderung der Initiative nach einem höheren Selbstversorgungsgrad für Nahrungsmittel hilft weder der vielfältigen Landwirtschaft noch den Familienbetrieben. Der Selbstversorgungsgrad ist seit Jahrzehnten stabil bei rund 60 Prozent, und das trotz massiv gestiegener Bevölkerungszahl und trotz Abnahme der besten Ackerböden als Folge der intensiven Bautätigkeit und Bodenspekulation – auch von Bauland-Landwirten. Das alles zeugt von einer bereits heute hohen Produktivität, die nur durch Intensivierung und Technik möglich wurde. Die Initiative will die Intensivierung weiter vorantreiben. Wir haben aber bereits die höchste

Nutztierdichte im Vergleich mit allen umliegenden Ländern. Beim Stickstoffeintrag und Phosphoreinsatz pro Fläche besetzen wir ebenfalls einen Spitzenplatz. Das alles ruft nach hohen Importen an Futtermitteln und Treibstoffen. Das ist aber nicht die Schweizer Landwirtschaft der Zukunft. Die Schweizer Landwirtschaft ist vielfältig, ökologisch und sichert das Überleben von Familienbetrieben.

Noch etwas: Die Initiative plädiert für mehr Kulturlandschutz. Da sind wir uns einig, auf den besten Böden muss die Landwirtschaft Vorrang haben. Dieses Thema regeln wir aber über das Raumplanungsgesetz. Warum war die SVP im Jahr 2013 gegen das Raumplanungsgesetz? Vermutlich, weil es halt noch immer viele Bauland-Bauern mit Spekulationsabsichten gibt. Mit einer griffigen und zügigen Umsetzung des Raumplanungsgesetzes in den Kantonen wäre dem Kulturlandschutz am meisten geholfen. Dagegen stemmen sich ausgerechnet viele Urheber der Initiative «für Ernährungssicherheit».

Sagen Sie deshalb Nein zu diesem Wolf im Subventionspelz!

Salzmann Werner (V, BE): Zuerst: Ich finde es unerhört, was Sie da den Landwirten unterstellen. Aber meine Frage ist die folgende: Wann hat das Volk darüber abgestimmt, ob Landschaftsqualitätsbeiträge eingeführt werden sollen? Wann?

Munz Martina (S, SH): Wir haben die Agrarpolitik 2014–2017 eingeführt. *(Zwischenruf Salzmann: Das Volk?)* Das Volk hat darüber nicht abgestimmt, aber Sie wollen ja eine ökologische Landwirtschaft, Sie wollen eine Landwirtschaft, die den Tierschutz hochhält. Sie wollen ja genau alles das, was wir in der Agrarpolitik 2014–2017 drin haben, also genau auch den Landschaftsschutz; wenn man Ihren Text liest, sieht man, Sie wollen den hochhalten und nicht abschaffen.

Buffat Michaël (V, VD): J'ai deux attentes envers la politique agricole de notre pays. Tout d'abord, en tant que consommateur, j'ai envie de manger de la nourriture saine produite dans notre pays. Ensuite, je souhaite que les paysans qui produisent cette nourriture puissent vivre dignement de leur activité qui consiste à nous fournir de la nourriture. Force est de constater que cette initiative répond à ces deux objectifs. En comparaison avec l'article 102 de la Constitution fédérale, les termes «renforce l'approvisionnement de la population» me paraissent plus adéquats, alors que tout le monde s'accorde à affirmer que la sécurité alimentaire est un objectif stratégique. Pour moi, la sécurité alimentaire doit être analysée sous deux aspects: quantité et qualité.

En termes de quantité, nous assistons à une croissance régulière de la population. Or, si nous ne produisons pas plus, le taux d'autoapprovisionnement va automatiquement diminuer. D'ailleurs, le taux de terres agricoles en Suisse est nettement inférieur à celui des autres pays.

En termes de qualité, j'ai bien plus confiance dans les produits qui sont cultivés chez nous par nos paysans que dans les produits importés, dont les conditions de production sont souvent fort différentes, pour ne pas dire inférieures à celles que nous imposons à nos agriculteurs.

Je partage également le deuxième alinéa du texte de l'initiative. Nous devons laisser aux paysans le temps de faire leur métier et ne pas les accaparer en leur adressant de nombreux formulaires à remplir comportant un nombre croissant de nouvelles prescriptions et de nouveaux contrôles.

Nous avons besoin au quotidien, et ce trois fois par jour, de l'agriculture pour nous nourrir. Cela nous force à recommander au peuple et aux cantons d'accepter cette initiative.

Borloz Frédéric (RL, VD): Après six heures de débat, que vous dire, si ce n'est peut-être préciser les principes qui guident mon action politique. Je ne suis pas favorable au fait de créer des lois, des règlements, des complications, dans tous les secteurs économiques quels qu'ils soient, y compris l'agriculture. Pourquoi vais-je alors vous parler de cette initiative, que je soutiens sur le fond?

Premièrement, parce qu'il faut rappeler quelque chose d'extrêmement important: il faut alléger la charge administrative du monde agricole. Si un agriculteur engage un ouvrier agricole, tout le monde trouve cela tout à fait normal, mais lorsque ce même agriculteur doit, pour faire face à ces complications administratives, engager à temps partiel un aide de bureau, c'est un déséquilibre économique. Cela ne correspond pas à sa mission; c'est une tâche supplémentaire qui lui incombe. Et ce genre de cas est en train d'arriver. Dans ces conditions, cette initiative a effectivement une raison d'être.

Deuxièmement, parce qu'il faut absolument renforcer la qualité. Le Conseil fédéral doit prendre en compte le fait que cette qualité est primordiale et qu'elle est respectée par le très haut niveau de formation de notre pays dans le domaine agricole. Le canton d'où je viens a, comme la plupart des autres cantons, des écoles extrêmement performantes. Les gens qui arrivent sur le marché agricole aujourd'hui sont tout à fait capables de répondre à ces exigences de qualité.

Je ne veux pas entrer aujourd'hui dans un débat qui tournerait autour de la question de la protection de l'environnement, du développement durable, etc.; ce n'est pas l'objet de cette initiative. Il y a des craintes de part et d'autre qui sont plus ou moins fondées – il s'agit d'ailleurs de plus souvent de croyances plus que de craintes avérées –, mais qu'à cela ne tienne: cette initiative n'empêchera pas une évolution, soit vers un développement durable, soit vers un développement plus intensif; je ne sais pas, je ne suis pas un professionnel de l'agriculture.

Nous avons besoin d'une agriculture compétitive, qui tire une part majoritaire de son revenu de la vente de ses produits, en respectant les principes de la durabilité.

Aujourd'hui, le lait est vendu à un prix inférieur à son prix de revient. Qui, dans cette salle, peut être d'accord avec cela? Personne. Le problème, c'est que vous avez deux carcans liés à la valeur des produits agricoles. Premièrement, les fluctuations du marché; c'est vrai, cela existe, on le voit aujourd'hui avec les valeurs du sucre, et on doit en tenir compte. Le deuxième problème, c'est que le marché n'est pas fiable dans la mesure où les subventions versées à l'agriculture ont aujourd'hui un poids extrêmement important sur ce marché. Comment donc régler la question du prix du lait? Vous n'avez pas d'autres solutions que d'augmenter les subventions. Si vous regardez la part globale de subventions attribuées à l'agriculture, cela représente la plus grande part du gâteau en Suisse. Au niveau européen, la part de subventions accordées à l'agriculture est également la plus grande. Cela signifie que nous sommes dans une situation où nous n'arriverons jamais, sans des efforts considérables et des efforts politiques, à retrouver un système où l'on se base sur la valeur réelle d'un produit agricole. Pour cela, il faut redonner de la valeur à ce secteur économique en tant que tel et puis, par là même, revaloriser les produits petit à petit et essayer, comme le disait un de mes préopinants, lui-même agriculteur, «de sortir de la dépendance des paiements directs».

De mon point de vue, cette initiative contribue fortement à redonner de la valeur au secteur économique qu'est l'agriculture et puis, par là même, à donner à toutes celles et à tous ceux qui la pratiquent des possibilités sur le plus long terme pour essayer de sortir de cette dépendance.

Heim Bea (S, SO): Wenn ich die Initiative lese, nämlich: «Der Bund stärkt die Versorgung der Bevölkerung mit Lebensmitteln aus vielfältiger und nachhaltiger einheimischer Produktion», dann muss ich sagen: Genau, das ist ein wichtiges Anliegen, das möchte ich auch. Und wenn ich lese: «Dazu trifft er wirksame Massnahmen, insbesondere gegen den Verlust von Kulturland», dann sage ich: Genau, das möchte ich auch. Warum sollte man also gegen diese schönen Ziele sein? Es gibt keinen Grund, dagegen zu sein. Und genau deshalb steht das alles eigentlich schon in unseren Gesetzen. Und genau deshalb macht die Initiative des Bauernverbandes so ratlos. Warum, so fragt man sich, nimmt der

Bauernverband den Aufwand einer Initiative auf sich, um offensichtlich offene Scheuenernte einzurennen?

Da drängt sich der Verdacht auf, dass hinter diesen vagen, ja fast inhaltslosen Wortformulierungen eine andere Absicht stecken könnte. Tatsächlich haben die Initianten bis heute nicht sagen wollen, welche Gesetze genau sie dann nach einer Annahme der Initiative in welche Richtung ändern möchten. Sie lassen vieles im Ungelassen, auch in dieser langen Debatte. Das heisst, jede und jeder kann Irgendetwas hineininterpretieren.

Wohin die Reise nach einer Annahme gehen würde, sieht man aber an den Äusserungen von einzelnen Politikern, die ich mir notiert habe. Kollege Brand sagt, ihm gehe es um die Berglandwirtschaft. Nur, gerade diese Landwirte sind gegen diese Initiative, wie übrigens auch die Kleinbauern, mit denen ich auf eine Art eng verbunden bin und die ich unterstütze. Alt Nationalrat Dürer will den Selbstversorgungsgrad der Schweiz weiter steigern, aber dafür weniger Geld für die Biodiversität ausgeben. Toni Brunner will die Biodiversitätsstrategie gleich ganz versenken. Ich kann mich einfach des Eindrucks nicht erwehren, dass ich hier eine Mogelpackung vor mir liegen habe. Oder ist es vielleicht ein alter Grossbauernraum von einer Intensivlandwirtschaft ohne griffige Umwelt- und Tierschutzstandards? Das würde ja mehr Umweltbelastung bedeuten, und das will doch niemand: noch mehr düngen, noch mehr Pflanzenschutzmittel, noch mehr Futtermittelimporte. Es würde heissen, der Kampf gegen die extrem gefährlichen Antibiotikaresistenzen würde noch schwieriger werden, weil in der Fleischproduktion noch mehr Medikamente eingesetzt werden müssten, damit die intensiv gehaltenen Zuchttiere es überhaupt bis zur Schlachtbank schaffen.

Wir wissen, Konsumentinnen und Konsumenten sind bereit, für einheimische Nahrungsmittel tiefer ins Portemonnaie zu greifen, und zwar zusätzlich zu den nicht allzu knapp bemessenen Subventionen – um es etwas ironisch zu sagen –, die in die Landwirtschaft fliessen. Aber dafür wollen die Konsumentinnen und Konsumenten auch etwas haben, nämlich die Gewissheit, dass umwelt- und tierschonend produziert wird. Leider trägt die Initiative des Schweizer Bauernverbandes dazu nichts bei, im Gegenteil, ein Ja würde dazu führen, dass die in den vergangenen Jahren erreichten Erfolge in der Agrarpolitik in diesen Bereichen wieder zunichtegemacht würden.

Darum sagt die SP Nein, genau übrigens wie die Kleinbauernvereine, wie auch die Umweltverbände. Sie sagt Nein, weil trotz der langen, langen Debatte eigentlich kein Argument für diese Initiative im Raum steht, das überzeugen könnte. Sie bleibt vage, sie bleibt frei interpretierbar, und darum muss sie abgelehnt werden.

Ritter Markus (C, SG): Geschätzte Kollegin Heim, Sie haben gesagt, dass die Bergbauern diese Initiative ablehnen. Können Sie sagen, worauf sich diese Aussage gründet? Die Schweizerische Arbeitsgemeinschaft für die Berggebiete unterstützt diese Initiative nämlich. Worauf gründet sich Ihre Aussage?

Heim Bea (S, SO): Sie gründet auf verschiedenen E-Mails, die mir zugesandt wurden, und diese nehme ich natürlich sehr ernst. Sie können sagen, dass sicher nicht alle gleicher Meinung sind. Es gibt solche in der Berglandwirtschaft, die das nicht so wie Sie sehen, aber garantiert ist die Kleinbauernvereinigung nicht gleicher Meinung. Diese Bauern fürchten sich davor, dass Sie eine Intensivlandwirtschaft im Sinne der Grossbauern möchten. Und ich bin überzeugt, Kollege Ritter, im Herzen wollen Sie das auch nicht.

Hausammann Markus (V, TG): Geschätzte Frau Kollegin Heim, ich hätte Sie verstanden, wenn Sie heute Morgen als erste Rednerin so argumentiert hätten. Wir haben jetzt eine längere Debatte hinter uns. Sie haben die Gelegenheit gehabt, Ausführungen zu einzelnen Punkten auch von uns Bauern entgegenzunehmen. Trotzdem haben Sie keine Stellung genommen zu dem, was Sie gehört haben. Haben Sie

die Debatte während der letzten Stunden überhaupt verfolgt?

Heim Bea (S, SO): Ich habe sie zeitweise verfolgt, und ich habe immer gut zugehört, wenn es um das Kulturland ging und um den Kulturlandverlust, den man bereut. Man ärgert sich darüber, dass die Waldfläche wächst, und beklagt den Kulturlandverlust. Ich vermag mich einfach daran zu erinnern, dass Ihre Seite nicht unbedingt ein Fan des Raumplanungsgesetzes war. Das habe ich sehr bedauert.

Nicolet Jacques (V, VD): Madame Heim, vous avez évoqué, à l'instar de plusieurs autres personnes, des paiements directs moyens à hauteur de 60 000 francs par exploitation en Suisse. Savez-vous que ces montants correspondent à des prestations effectuées par l'agriculture pour la population, ainsi que le prévoit la Constitution? En outre, ne considérez-vous pas anormal de mélanger les paiements directs aux prix effectifs des produits agricoles?

Heim Bea (S, SO): Es ist schön, dass Sie jetzt eigentlich «meine» Sätze zitieren, die ich geschrieben, aber gar nicht gesagt habe! Ich habe gesagt, die Subventionen seien, gelinde gesagt, «nicht allzu knapp» bemessen.

von Siebenthal Erich (V, BE): Ich bin Bergbauer und habe eine Alpwirtschaft auf 2000 Metern, eine wunderbare Biodiversität. Aber wir produzieren Fleisch und Milch, und uns ist es sehr wichtig, dass auch der Absatz dieser Qualitätsprodukte in Zukunft besser wird, damit auch über diese Schiene wirklich Erträge hereinkommen. Nach Ihren Aussagen sehen Sie das ganz anders; sie stimmen einfach nicht.

Heim Bea (S, SO): Ich sehe das überhaupt nicht anders. Ich sagte: Was Sie in der Initiative in schönen Worten formuliert haben, steht eigentlich alles schon in unseren Gesetzen. Ich gratuliere Ihnen zu Ihrem Unternehmen, zu Ihrem Hof. Aber eigentlich braucht es diese Initiative nicht.

Bulliard-Marbach Christine (C, FR): Lassen Sie mich hier und jetzt ein bisschen populistisch sein. Wir sind als Volksvertreter gewählt und sollen deshalb unser Volk vertreten. Wenn wir das Volk zu Nahrungsmitteln befragen, erhalten wir folgende Rückmeldung: Alle wollen genügend und qualitativ gute Nahrung, vorzugsweise aus der Region. Ich möchte noch meine Interessen offenlegen: Ich bin Bäuerin, und ich bin auch Präsidentin von «Pays romand – Pays gourmand», der Vereinigung der «Produits du terroir». Genau das eben Ausgeführte will die Volksinitiative erreichen. Deshalb haben, in einmalig kurzer Zeit, so viele Bürgerinnen und Bürger unterschrieben. Die Volksinitiative «für Ernährungssicherheit» entspricht dem Willen des Volkes, weil sie das ausdrückt, was Frau Schweizer und Herr Schweizer sich wünschen.

Welche Vorteile bringt die Umsetzung dieser Initiative? Sie ermöglicht uns vor allem, nicht immer noch mehr vom Ausland abhängig zu werden. Wir wollen unsere Familien mit Nahrungsmitteln aus der Schweiz ernähren und vor allem selber bestimmen können, welche Standards unser Essen erfüllen soll.

Von der Förderung guter Schweizer Qualitätsprodukte profitieren alle: Die Nahrungsmittel sind gesünder und hochwertiger. Die Bauernfamilien verfügen über das nötige Einkommen, und sie sind weniger abhängig. Die Tiere werden bei uns besser gehalten. Wir können schöne Landschaften und eine vielseitige, vielfältige Produktion erhalten. Ja, unsere Umgebung bleibt vor allem dank produzierender Landwirtschaft attraktiv. Auch der Tourismus und die Ortsbilder der Schweiz profitieren von vielfältigen Landschaften.

Und ganz ehrlich: Was gibt es Besseres, als den Produzenten selber zu kennen oder zumindest zu wissen, nach welchen Normen und wo in der Region er produziert? Über das wichtigste Produkt überhaupt möchte ich doch selber die Kontrolle haben. Und regionale Produktion führt zu kürzeren

Transporten, das heisst weniger Stau, weniger Lärm, weniger Abgase.

Als Bäuerin möchte ich mich für meinen Berufsstand einsetzen und für eine attraktive Zukunft arbeiten. Wir wollen auch in Zukunft von der Landwirtschaft leben. Unsere Bevölkerung schätzt diese gesunde und nachhaltige Produktion und Ernährung. Die gesamte Bevölkerung soll von regional produzierten Nahrungsmitteln profitieren.

Wenn unser Land in einem Bereich selbstständig bleiben soll, dann doch sicher bei der Ernährung. Wählen Sie mit mir die Förderung der hiesigen Produkte, und stimmen Sie der Initiative «für Ernährungssicherheit» zu.

Bourgeois Jacques (RL, FR): En préambule, je tiens à déclarer mes liens d'intérêts: je suis vice-président du comité d'initiative et directeur de l'Union suisse des paysans.

Au cours des prochaines décennies, notre société sera confrontée à de nombreux défis tant sur le plan de la croissance démographique, de la raréfaction des ressources naturelles, que des effets du changement climatique. L'agriculture suisse doit pouvoir continuer à produire une part prépondérante de denrées alimentaires, d'une part, parce que l'on sait que notre pays comptera plus de dix millions de bouches à nourrir à l'horizon 2050 et, d'autre part, parce que la quantité de terres agricoles diminue au rythme d'un mètre carré par seconde. C'est pourquoi l'initiative prévoit que «la Confédération renforce l'approvisionnement de la population avec des denrées alimentaires issues d'une production indigène».

Nous devons également faire face à une plus grande volatilité des prix, due en partie à des aléas climatiques plus importants et plus fréquents. Dans un tel contexte, la sécurité de l'approvisionnement de la population en denrées alimentaires gagnera en importance.

L'initiative populaire «pour la sécurité alimentaire» tient compte de ces aspects et, dans une approche responsable, les anticipe. C'est pourquoi j'aimerais lever toute ambiguïté sur plusieurs critiques que nous avons entendues depuis le dépôt de l'initiative et, aujourd'hui encore, au conseil.

Tout d'abord, s'agissant de l'introduction d'un nouvel article constitutionnel, le Conseil fédéral en a explicitement reconnu la nécessité. Dans son rapport lié au contre-projet direct, il mentionnait: «La base constitutionnelle actuelle ne couvre pas totalement la disponibilité en termes de consommation.» Faire à présent un virage à 180 degrés, comme le fait le Conseil fédéral, n'est pas sérieux.

Deuxièmement, il a été dit que les bases législatives actuelles étaient suffisantes. Si tel était le cas, comment se fait-il que nous continuions à perdre ce fameux mètre carré de terres agricoles par seconde? La Commission de gestion de ce conseil vient de relever ces lacunes et exige un rapport au sujet des bases législatives non expliquées. Ainsi, l'initiative permettrait au peuple suisse de donner un mandat clair au Conseil fédéral et au Parlement.

Face aux craintes qui ont été émises, liées au développement économique, j'aimerais également préciser que le texte de l'initiative parle de «prendre des mesures efficaces contre la perte des terres cultivées».

Elle prend ainsi en compte, vu l'évolution démographique, le besoin de surfaces dans notre pays, qui devront être dédiées en particulier au développement économique. Elle ne fige donc pas le processus, mais désire éviter le gaspillage de bonnes terres agricoles. Le Conseil fédéral l'admet lui-même, dans son communiqué de presse du 24 juin dernier, dont je cite un extrait: «Le Conseil fédéral admet que la perte constante de terres agricoles va à l'encontre d'un développement durable et qu'à long terme, cela réduit le potentiel de production de denrées alimentaires en Suisse.»

Troisièmement, le fait que l'initiative exige l'autarcie est faux. En effet, des importations complémentaires de denrées alimentaires seront toujours nécessaires afin d'assurer l'approvisionnement de notre population. Nous voulons, malgré les défis démographiques, continuer de produire dans notre pays une denrée alimentaire sur deux que nous consommons. Nous ne voulons pas non plus augmenter notre degré

de protection à la frontière, et ce pour continuer de respecter nos accords avec l'Organisation mondiale du commerce.

L'initiative ne remet pas non plus en cause les engagements internationaux de la Suisse, comme le confirme d'ailleurs le Conseil fédéral dans son message: «Le texte de l'initiative n'est pas en contradiction directe avec les engagements internationaux de la Suisse et la marge de manœuvre pour conclure des accords n'est en principe pas restreinte.» Un dernier argument en faveur de notre initiative est qu'elle vise à continuer de produire sur la base des principes de la durabilité, à continuer de préserver nos ressources naturelles, à veiller au bien-être des animaux et à optimiser ces mesures. Comme vous pouvez le constater, les défis futurs nécessitent une modification de notre Constitution et de nos législations pour veiller à ce que la population puisse continuer à garder en partie la main sur le contenu de son assiette. Pour ce faire, nous devons mettre en place des conditions-cadres en adéquation avec ces défis. Nous devons également veiller à donner des perspectives aux familles paysannes, aux générations futures.

Pour toutes ces raisons, je vous invite à recommander le soutien à l'initiative «pour la sécurité alimentaire».

Schneider-Ammann Johann N., Bundespräsident: Ich beginne mit zwei Empfehlungen. Ich habe Ihnen jetzt sechseinhalb Stunden gut zugehört, trotzdem komme ich mit zwei Empfehlungen.

1. Folgen Sie dem Bundesrat und der Kommissionsmehrheit. Auch Ihre Kommission hat gute Arbeit geleistet, hat intensiv diskutiert und ist zu einer Empfehlung gekommen.

2. Nehmen Sie hier und heute klar Stellung. Verknüpfen Sie die verschiedenen Vorlagen, die unterwegs sind, nicht miteinander. Es geht jetzt darum, dass wir die Weichen richtig stellen.

Der Bundesrat steht voll und ganz hinter der Schweizer Landwirtschaft. Wir haben den Auftrag, der Bevölkerung qualitativ und quantitativ beste Produkte zur Verfügung zu stellen. Das wurde x-fach gesagt, und das ist selbstverständlich auch die Meinung des Bundesrates. Wir liegen heute, und das seit langer Zeit, bei einem Selbstversorgungsgrad in der Grössenordnung von netto 55 Prozent. Diese 55 Prozent sind gut. Die Schweiz produziert pro Hektare gleich viel wie Deutschland und Frankreich. Der Selbstversorgungsgrad ist in der Schweiz tiefer, weil unsere Bevölkerungsdichte höher ist. Daher ist unser Selbstversorgungsgrad kein Schwächezeichen unserer Landwirtschaft, im Gegenteil, wir sind gut unterwegs. Mehr als die Grössenordnung von 55 Prozent netto oder 60 Prozent brutto dürften in diesem Land schwierig zu erwirtschaften sein.

Der Bundesrat hält daran fest, dass das Ziel die heutige Agrarpolitik ist, und zwar die Agrarpolitik 2014–2017, über die wir vor nicht allzu langer Zeit miteinander debattiert und die wir letztlich beschlossen haben. Der Bundesrat ist der Meinung, dass wir mit dieser Agrarpolitik die vorgegebenen Zielsetzungen, insbesondere die Verfassungsziele, erreichen können.

Lassen Sie mich ein Wort verlieren zum direkten Gegenentwurf und zum Prozedere, das zuerst zu diesem Gegenentwurf geführt hat und das dann nach der Vernehmlassung dazu geführt hat, dass wir diesen Gegenentwurf nicht unterbreiten.

Die Ernährungssicherheit ist zweifellos wichtig. Sie ist global wichtig, sie ist für jedes einzelne Land wichtig, und sie ist insbesondere auch für unser Land wichtig. Deshalb hat der Bundesrat ein umfassendes Konzept in einen Gegenentwurf geschrieben mit einer nachhaltigen Inlandproduktion, mit ergänzenden Importen und mit einem nachhaltigen Konsum als Basis. Wenn die Ernährungssicherheit in der Bundesverfassung thematisiert werden soll, dann muss es – das hat sich der Bundesrat gesagt – richtig gemacht werden, und es muss umfassend gemacht werden. Richtig und umfassend heisst: Die gesamte Wertschöpfungskette muss mitgenommen werden. Das heisst, die Märkte müssen offen gehalten werden, weil wir aus Erfahrung wissen, dass es anders nicht geht. Und das hat dann dazu geführt, dass wir den Gegen-

entwurf so formuliert in die Vernehmlassung gegeben haben und dass in der Vernehmlassung im Wesentlichen Folgendes resultiert hat: Man ist mit dem Konzept grundsätzlich einverstanden; die Zustimmung war weit verbreitet. Aber es hiess dann, in der Verfassung stünden die Elemente allesamt und deshalb mache es keinen Sinn, dass man die Verfassung zusätzlich bemühe. Wir können mit den bestehenden Verfassungstexten sämtliche Zielsetzungen der Agrarpolitik 2014–2017 erreichen, aber auch die Zielsetzungen der Initiative, wie sie vorliegt, zur Diskussion steht und wie wir jetzt darüber befinden.

Das ist der Grund, weshalb der Bundesrat zum Schluss gelangt ist, nicht nur keinen Gegenentwurf vorzulegen, sondern auch die Initiative zur Ablehnung zu empfehlen.

Während ich gut zugehört habe, habe ich x-fach für mich gedacht, man ist offensichtlich mit der Agrarpolitik 2014–2017 nicht einverstanden. Man will offensichtlich diese Agrarpolitik korrigieren. Ich mache meinerseits die Bemerkung, dass wir, in Kilokalorien gemessen, nie mehr landwirtschaftliche Produkte produziert haben als in den letzten Jahren und insbesondere in den beiden letzten Jahren. Es kann also keine Rede davon sein, dass sich die Agrarpolitik 2014–2017 von der Produktion entfernt hätte und zu sehr auf die Biodiversitätspolitik umgestiegen wäre. Es wird produziert, es wird mehr produziert als je zuvor.

Ich komme zum Stichwort Kulturland: Der Bundesrat ist der Auffassung, dass der kontinuierliche Verlust von Kulturland in der Schweiz einer nachhaltigen Entwicklung entgegensteht und langfristig das Potenzial der inländischen Lebensmittelproduktion reduziert. Für den Bundesrat ist deshalb klar, dass das Kulturland besser geschützt werden muss. Um das Kulturland besser zu schützen, sind die erste und die zweite Etappe der Revision des Raumplanungsgesetzes schon gelaufen bzw. geplant. Ich erinnere daran, dass wir bei der Revision des Landwirtschaftsgesetzes auch eine Korrektur vorgenommen, auch ein Zeichen gesetzt haben. Dieses Zeichen war das Einstellen von Direktzahlungen für eingezontes Bauland.

Der bestehende Artikel 104 der Bundesverfassung, mit «Landwirtschaft» betitelt, ist politisch sehr breit abgestützt. Er bietet eine sehr gute Grundlage dafür, dass die Landwirtschaft mit ihrer Produktion einen wesentlichen Beitrag zur Versorgung der Bevölkerung leisten und gleichzeitig weitere multifunktionale Leistungen zugunsten der Gesellschaft erbringen kann.

Die Ernährungssicherheit in der Schweiz ist sehr hoch; ich habe es schon gesagt. Die Lebensmittel stehen ständig in ausreichender Menge zur Verfügung; auch das ist ein Fakt und muss hier und heute mehrfach erwähnt werden. Auch die Lebensmittelsicherheit ist auf einem sehr hohen Niveau. Die Lebensmittel sind für die einzelnen Konsumentinnen und Konsumenten bezahlbar, und das hat auch etwas mit der Selbstversorgungsquote zu tun: Die importierten Lebensmittel sind preislich mindestens so attraktiv wie die selbst produzierten.

Die Initiative bezweckt die Stärkung der inländischen Produktion, ja. Sie geht von der impliziten Annahme aus, dass mit der heutigen Agrarpolitik die landwirtschaftliche Produktion der Schweiz geschwächt wird – und das ist einfach nicht der Fall. Lassen Sie mich zwei Zahlen bemühen: Mit den agrarpolitischen Instrumenten unterstützt der Bund die Produktion mit jährlich rund 3,8 Milliarden Franken. Die Schweizer Landwirtschaft produzierte im Mittel der Jahre 2012 bis 2014 auf Rekordniveau; ich habe es schon gesagt. Die Bruttokalorienproduktion konnte in den letzten zehn Jahren um 5 Prozent gesteigert werden. Das scheint mir wichtig zu sein. Wir haben eine produzierende Landwirtschaft; wir haben eine gut produzierende Landwirtschaft; wir können trotz Zuwanderung den Selbstversorgungsgrad aufrechterhalten. Das ist keine Selbstverständlichkeit.

Der Schutz des Kulturlandes, um noch einmal ganz kurz darauf zurückzukommen, ist in Artikel 75 der Bundesverfassung verankert und sichergestellt. Wir verfügen mit Artikel 75 bezüglich des Kulturlandschutzes über eine ausrei-

chende Verfassungsgrundlage. Ich habe die Etappen der Raumplanungsgesetzesrevision erwähnt.

Aus Sicht des Bundesrates ist die Initiative einseitig, unausgewogen. Weshalb das? Primär weil sie nur auf die Inlandproduktion fokussiert. Die Ernährungssicherheit ist aber auch abhängig vom Beitrag der vor- und nachgelagerten Stufen, vom Zugang zu den internationalen Agrarmärkten und vom Umgang der Konsumentinnen und Konsumenten mit Lebensmitteln. Diese Zusammenhänge blendet die Initiative nach Ansicht des Bundesrates aus.

Die weiteren in der Initiative enthaltenen Anliegen wie die Umsetzung der Qualitätsstrategie, aber vor allem auch die ausreichende Rechts- und Investitionssicherheit sind umfassend verankert. Ich erinnere mich an die Diskussionen rund um die Revision des Landwirtschaftsgesetzes, rund um die Agrarpolitik 2014–2017: In diesem Zusammenhang haben Sie x-mal angemerkt, dass sich die Landwirtschaftspolitik wegbewegen muss von einem Hüst-und-Hott-Kurs, einem Wechsel alle vier Jahre. Wir haben in Zusammenhang mit der Agrarpolitik 2014–2017 klargemacht, dass wir erstens bei der Verfassung ansetzen, also die Verfassungsziele besser erreichen wollen, dass wir zweitens eine Strategie 2025 haben, an der wir die Landwirtschaftspolitik orientieren, und dass wir den Kurs, den wir mit der Agrarpolitik 2014–2017 festgelegt haben, in der Periode 2018–2021 beibehalten wollen, dass wir Ihnen die Botschaft zur Agrarpolitik 2018–2021 also ohne Gesetzesrevision vorlegen. Damit gehen eine Verstärkung des Rechts und eine Verstärkung der Investitionssicherheit einher. Es gibt also auch diesbezüglich keinen Grund, aus dem die Verfassung ergänzt werden müsste.

Als Fazit ist festzuhalten, dass der Bundesrat zwar die Auffassung der Initianten und Initiantinnen teilt, die Ernährungssicherheit müsse global und national erstrangige Bedeutung haben. Er lehnt aber die Initiative ab, weil sie von falschen Annahmen ausgeht, nämlich davon, dass mit der heutigen Agrarpolitik die Produktion geschwächt werde. Das ist einfach nicht wahr! Wir haben in den letzten beiden Jahren das Gegenteil bewiesen, und die Kalorienproduktion ist gewachsen.

Die Initiative fokussiert einseitig auf die Inlandproduktion. Sie blendet aus, dass wir bei Mineraldüngern und bei der fossilen Energie faktisch zu 100 Prozent vom Ausland abhängig sind und dass wir für eine sichere Ernährung auch vielseitige und stabile Handelsbeziehungen mit dem Ausland benötigen.

Die heutige Verfassung bietet eine gute Grundlage, um die Ernährungssicherheit auch in Zukunft zu gewährleisten und um die übrigen Anliegen der Initiative abzudecken. Die Initiative schafft aufgrund ihrer unklaren Formulierung Rechts- und Investitionsunsicherheiten. Solche will ich nicht aufkommen lassen, solche will der Bundesrat nicht aufkommen lassen. Deshalb empfiehlt Ihnen der Bundesrat, die Initiative ohne Gegenvorschlag abzulehnen.

Herr Nationalrat Brunner hat heute Morgen gesagt, der Bundesrat würde eine Politik gegen die Landwirtschaft betreiben. Herr Nationalrat Landolt, Sie haben diese Bemerkung auch gemacht. Nein, dem ist nicht so. Der Bundesrat ist gegen die Initiative «für Ernährungssicherheit», weil sie nicht nötig ist, weil wir die entsprechenden Verfassungsgrundlagen schon haben; aber der Bundesrat ist nicht gegen die Landwirtschaft, in keiner Art und Weise. Der Bundesrat unterstützt die Landwirtschaft, der Bundesrat unterstützt die Bauern. Ich bin überzeugt, dass wir mit der Agrarpolitik 2014–2017 einen richtigen Schritt gemacht haben, der ausartet, was an Umweltbelastung akzeptabel ist, und im Gegenzug ermöglicht, dass wir für unsere Bedürfnisse erstrangig, qualitativ hochstehend und volumenmässig angemessen produzieren können.

Ich bitte Sie also, dem Bundesrat zu folgen.

Ritter Markus (C, SG): Herr Bundespräsident, ich habe eine ganz präzise Frage an Sie: Der Bundesrat hat in seinem Bericht vom 14. Januar 2015 nachgewiesen, dass die heutige Bundesverfassung bezüglich Ernährungssicherheit eine

Lücke aufweist, die zur Erledigung der künftigen Aufgaben geschlossen werden müsste. Steht der Bundesrat zu seiner Aussage, die er in seinem Bericht gemacht hat, wonach heute in der Bundesverfassung eine Lücke bezüglich Ernährungssicherheit besteht?

Schneider-Ammann Johann N., Bundespräsident: Der Bundesrat ist über die Zeit gescheitert geworden. *(Heiterkeit)* insbesondere auch bei der Vernehmlassungsauswertung, und der Bundesrat hat zwischenzeitlich eine Korrektur gemacht, das ist so. Damit haben Sie eine präzise Antwort auf Ihre präzise Frage.

Müller Leo (C, LU): Sie sagten, wir hätten in der Schweiz noch nie so viele Kalorien produziert wie heute. Tatsache ist aber auch, dass dieses Land noch nie so viele Bewohner hatte wie heute. Ich lese in der Botschaft auf Seite 5762, dass der Selbstversorgungsgrad von 60 Prozent im Jahr 2000 auf nun noch rund 50 Prozent gesunken ist. Meine Frage – und ich habe darauf auch von den Gegnern der Initiative heute keine Antwort erhalten –: Was gedenkt der Bundesrat gegen diesen Trend des Absinkens des Selbstversorgungsgrades zu tun? Offenbar reichen die heutigen Bestimmungen nicht aus, um einen Gegentrend zu setzen. Was gedenkt der Bundesrat zu tun?

Schneider-Ammann Johann N., Bundespräsident: Der Bundesrat ist der Meinung – danke, Herr Müller, für die Frage –, dass wir den Selbstversorgungsgrad aufrechterhalten können, und zwar gemessen am Nettoselbstversorgungsgrad. Dieser liegt in der Grössenordnung – ich habe vorhin schon diese Worte gebraucht – von 55 Prozent, und das schon seit längerer Zeit. Ich habe vorhin auch gesagt, trotz des Bevölkerungszuwachses können wir diesen Selbstversorgungsgrad aufrechterhalten. Wir haben mehr Kalorien produziert, über die letzten fünf Jahre 5 Prozent mehr. Wenn die Landwirtschaftsentwicklung auf der Basis der Agrarpolitik 2014–2017 und dann in der Kontinuität auf der Basis der Agrarpolitik 2018–2021 so vorankommt, wie wir die letzten zwei Jahre vorangekommen sind, dann können wir den Nettoselbstversorgungsgrad in etwa aufrechterhalten.

Jans Beat (S, BS), für die Kommission: Das war eine eindrückliche Debatte, ich danke Ihnen dafür. Es war wirklich beeindruckend zu erfahren, wie viele Hoffnungen mit dieser Initiative verbunden werden. Herr Brunner möchte den Bauern damit den Berufsstolz zurückgeben. Herr Ritter möchte den Jungen Perspektiven eröffnen. Herr Aebi möchte schlicht und einfach Bienenfutter für die Zukunft. Ich habe gehört, dass die Kirche wieder ins Dorf gestellt werden soll. Man erwartet einen höheren Selbstversorgungsgrad. Man erwartet, Herr Walter Müller hat das gesagt, die Meinung des Volkes endlich kennenzulernen. Jemand anderes hat gesagt, man wolle die Meinung des Volkes endlich umsetzen. Weiter habe ich erfahren, dass die Landwirtschaft mit dieser Initiative wettbewerbsfähiger werden soll, dass negative Auswirkungen zu korrigieren sind. Ich habe erfahren, dass das Gewässerschutzgesetz geändert werden soll. Ich habe von Herrn Röstli erfahren, dass die Landschaftsqualitätsbeiträge überdacht werden sollen, und von Herrn Ritter habe ich erfahren, dass das eher nicht der Fall sein sollte. Wir haben von unglaublichen Hoffnungen gehört, die mit dieser Initiative verbunden sind. Was wir nicht gehört haben, ist, wie denn diese Hoffnungen erfüllt werden sollen. Nicht ein einziger konkreter Vorschlag wurde heute genannt. Nicht einer! Dabei sind diese Hoffnungen zum Teil widersprüchlich. Es ist ein Widerspruch zu sagen, wir wollen die Selbstversorgung verbessern, ohne die Ökologie zu schwächen. Beides wurde hier behauptet oder erwartet. Es ist ein Widerspruch zu sagen, wir wollen einen Beitrag zur Ernährung der Welt leisten und gleichzeitig höhere Produktbeiträge in der Schweiz erwirken. Beides wurde erhofft und genannt. Das sind Widersprüche. Ich habe nicht die Zeit, sie aufzulösen, aber es ist so. Es wurde gesagt, man wolle weniger Abhängigkeit vom Staat – mit einer zu-

sätzlichen Regulierung in der Verfassung! Ich weiss nicht, wie das gehen soll bei all diesen Widersprüchen.

Wir haben nach Ideen gedurstet, wie das dann konkret funktionieren soll. Solche Ideen wurden partout hier nicht genannt, nicht ein einziger konkreter Vorschlag. Vor diesem Hintergrund bitte ich Sie im Namen der Demokratie – vor allem die Befürworter und Urheber dieser Initiative –: Wenn diese Initiative angenommen wird, dann kommen Sie nicht und bemühen den Volkswillen im Nachhinein. Denn wenn das Volk nicht wissen darf oder soll, wie die Initiative umgesetzt werden soll, dann können die Initianten im Nachhinein auch nicht kommen und sagen, das Volk habe irgendetwas gewollt, das Volk habe mit dieser Initiative dies und das verlangt. Das geht einfach nicht.

Die ehrlichste Interpretation war vielleicht die von Herrn Landolt. Er hat zugegeben, dass diese Initiative wahrscheinlich keine Änderungen bringen wird. Aber er unterstützt sie trotzdem, um den Landwirtinnen und Landwirten dieses Landes ein Zeichen der Solidarität zu geben. Sind wir inzwischen so weit, dass Volksabstimmungen Solidaritätsbekundungen sind? Sind wir so weit, dass unsere Bundesverfassung ein Zettel für Solidaritätsbekundungen ist? Sollten wir nicht in irgendeiner Art und Weise erklären, was wir wollen oder wie wir das wollen? Ich meine, dass wir eigentlich dazu verpflichtet sind.

Ich möchte mich im Namen der Mehrheit der Kommission gegen die Interpretation wehren, dass die, die dafür sind, quasi solidarisch mit den Landwirtinnen und Landwirten sind, und dass die, die dagegen sind, nicht solidarisch mit den Landwirtinnen und Landwirten sind. Gegen diese Interpretation möchte ich mich vehement wehren. Wir stellen einfach fest, dass alles, was dieser Initiativtext vorschlägt, bereits durch die Bundesverfassung abgedeckt ist. Wir rätseln nach wie vor, was der Mehrwert dieser Initiative denn sein könnte. Deshalb lehnen wir diese Initiative ab.

Es gibt noch eine Bemerkung, bei der ein Widerspruch anzubringen ist. Herr Grün hat behauptet, je mehr in der Schweiz produziert werde, desto weniger müsse importiert werden. Das stimmt nicht. Die Milchbauern erfahren das im Moment täglich. Es wird in der Schweiz zu viel Milch produziert. Deshalb sind die Preise im Keller. Ein Mehr an Produktion führt in keiner Weise zwangsläufig zu besseren Einkommen für die Landwirte. Das ist eine Binsenwahrheit.

Nach dieser Debatte, die einen einigermaßen ratlos lässt, erlaube ich mir einen Ausblick: Was geschieht, wenn die Initiative angenommen wird? Die Antwort ist nach diesem Tag sonnenklar. Wir wissen es nicht, wir wissen es schlicht und einfach nicht! Der Bundesrat müsste innerhalb von zwei Jahren neue Gesetze vorlegen, ich wünsche ihm viel Glück dabei – fröhliches Rätselraten. Was geschieht, wenn die Initiative abgelehnt wird? Es geschieht nichts Neues, die Landwirtschaftspolitik wird sich wie bisher an genau jenen Zielen orientieren, die hier aus allen Reihen genannt wurden. Die Landwirtschaftspolitik orientiert sich heute nämlich an folgenden Zielen: Produktion, landwirtschaftliches Einkommen, Ökologie. Die Höhe der Direktzahlungen richtet sich nach der Zielerreichung. Das heisst, auch in Zukunft werden wir auf Basis des bestehenden Verfassungsartikels genau das umzusetzen versuchen, was diese neue Initiative hier verspricht, indem sie die Hoffnungen weckt, nämlich die Versorgung der Bevölkerung mit einheimischen Nahrungsmitteln, eine Zukunft für die Landwirtschaft, ein gutes Einkommen und auch das Erreichen der ökologischen Ziele, wie wir das auch in der Bundesverfassung bereits hinlänglich festgehalten haben.

Es macht deshalb keinen Sinn, diese Initiative zur Annahme zu empfehlen; sie bringt keinen Mehrwert. Wenn derneist die Bevölkerung zu dieser Initiative Ja oder Nein gesagt hat, hat sie weder einen Solidaritätsbeitrag für die Bauern geleistet noch das Gegenteil davon gemacht. Die einzige Interpretation, die zulässig ist: Die Bevölkerung hat, wenn sie die Initiative ablehnt, wahrscheinlich den Mehrwert dieser Initiative nicht erkannt – nicht mehr und nicht weniger.

Ritter Markus (C, SG): Geschätzter Kollege, alle hier in diesem Saal interessiert wahrscheinlich eines: In welcher Funktion haben Sie dieses völlig emotionale Votum gehalten? *(Unruhe)*

Jans Beat (S, BS), für die Kommission: Ich habe das Votum in der Funktion des Kommissionssprechers gehalten, der schon in der Kommission ganz viele Fragen gestellt hat, um herauszufinden, was es bedeutet, wenn diese Volksinitiative angenommen wird, und was es nicht bedeutet – schliesslich geht es hier um eine Volksabstimmung. Diese Information sind wir der Bevölkerung, die dann irgendwann Ja oder Nein stimmen muss, schuldig.

Müller Leo (C, LU): Herr Jans, finden Sie es nicht eine absolute Zumutung, wenn die übrigen Mitglieder der Kommission zuhören müssen, wie Sie hier ein persönliches Plädoyer abgeben und nicht die Meinung der Kommission wiedergeben?

Jans Beat (S, BS), für die Kommission: Ich gehe aufgrund der Debatte davon aus – ich habe das Protokoll noch einmal gelesen –, dass ich hier die Meinung der Kommission wiedergegeben habe.

Matter Thomas (V, ZH): Herr Kollege Jans, ich schliesse mich den beiden Fragestellern vor mir an. Ich bin ein bisschen schockiert. Ich glaube, das Stimmverhältnis in der Kommission betrug 12 zu 10 Stimmen. Haben Sie nicht das Gefühl, dass das kein besonderes sachliches Berichterstattervotum war?

Jans Beat (S, BS), für die Kommission: Doch, ich habe das Gefühl, dass es eine sachliche Interpretation dieser Diskussion im Namen der Mehrheit war. *(Teilweise Unruhe, teilweiser Beifall)*

Präsidentin (Markwalder Christa, Präsidentin): Ich erinnere Sie daran, dass der Kommissionsvorschlag die Mehrheit der Kommission vertritt. Die Minderheit der Kommission kommt auch zu Wort.

Landolt Martin (BD, GL): Herr Kollege Jans, ich bin nicht schockiert, aber ich habe eine echte Frage. Wie und wo sonst, wenn nicht über eine Volksabstimmung, soll das Schweizervolk die Möglichkeit haben, seine Solidarität gegenüber der Landwirtschaft zum Ausdruck zu bringen?

Jans Beat (S, BS), für die Kommission: Danke für diese Frage. Die Schweizer Bevölkerung bringt ihre Solidarität mit der Landwirtschaft täglich zum Ausdruck, indem sie über Steuern dazu beiträgt, dass die Landwirtschaft mit 60 000 Franken pro Betrieb subventioniert wird, und indem sie über zusätzliche Zölle, also höhere Preise, dazu beiträgt, dass nochmals Zuschüsse von 40 000 Franken pro Betrieb fließen. Also: Die Schweizer Bevölkerung beweist jeden Tag ihre Solidarität mit der in der Landwirtschaft tätigen Bevölkerung.

Hausammann Markus (V, TG): Herr Kollege Jans, Sie dürften darüber informiert sein, dass im Landwirtschaftsbereich im Moment das Projekt «Administrative Vereinfachung» läuft. Es sind Hunderte von Vorschlägen von Bauernfamilien eingegangen. Es lässt sich absehen, dass nur der kleinste Teil dieser Vorschläge übernommen werden kann und die anderen als nicht umsetzbar abgelehnt werden. Könnte es sein, dass der Bundesrat einen Grossteil der von Ihnen heute vermissten Vorschläge zur Agrarpolitik bereits im Haus hat?

Jans Beat (S, BS), für die Kommission: Das ist doch das beste Beispiel. Es ist ein zentrales Projekt des Bundesrates – wir haben das in der Kommission auch erfahren –, den administrativen Aufwand für die Landwirte zu verringern. Genau deshalb sehen wir nicht, was diese Initiative bringt.

Wasserfallen Christian (RL, BE): Herr Kollege Jans, ich bin ja selten mit Ihnen einig, aber heute bin ich es. Ich finde, Sie haben die Debatte emotional, aber richtig zusammengefasst. Ich möchte trotzdem nachhaken. Die Voten der Fragesteller haben es ja gezeigt: Es ist offenbar nicht so dringend zu definieren, welche Inhalte mit der Initiative verknüpft werden. Ich möchte deshalb als Nichtmitglied der Kommission erfahren, ob es dort eine Diskussion darüber gab, welche Verordnungen und gegebenenfalls welche Gesetze mit diesem Verfassungsartikel geändert werden müssen. Gibt es darüber überhaupt Vorstellungen, ja oder nein?

Jans Beat (S, BS), für die Kommission: Ich habe versucht, genau das zu sagen: Das Problem ist, dass wir es nicht erfahren haben. Wenn wir Rezepte für die Umsetzung all dieser Hoffnungen und Wünsche hätten, dann hätten wir sie mit einer grossen Mehrheit bereits alle beschlossen. Es wurde nie klar, wie das Landwirtschaftsgesetz konkret verändert werden soll: es wurde nie klar, wie das Raumplanungsgesetz konkret verändert werden soll. Weder ein Initiant noch ein Befürworter hat das je sagen können. Ich finde es wichtig, der Bevölkerung zu sagen, dass wir nicht wissen, was ein Ja zu dieser Initiative konkret bedeutet.

Amstutz Adrian (V, BE): Herr Kollege, Sie bemängeln, dass die Initiative nicht klar Auskunft darüber gibt, was dann passieren soll. Sind Sie der Meinung, es wäre dem Volk mehr gedient, wenn es wäre wie bei Schengen/Dublin, wo im Vorfeld versprochen wurde, dass es dann weniger Kriminalität und weniger Asylbewerber gebe, und zwar für 7 Millionen Franken – und woraus dann Kosten über 100 Millionen resultierten, mehr Kriminalität und mehr Asylbewerber?

Jans Beat (S, BS), für die Kommission: Es ist mir relativ wichtig, es nochmals zu sagen: Wir kritisieren nicht, dass der Initiativtext offen gehalten ist. Das möchte ich ganz klar sagen. Es ist sogar gut. Wir kritisieren, dass die Forderungen bereits in anderen Artikeln der Bundesverfassung enthalten sind. Dies ist der erste Punkt. Der zweite Punkt ist – ich sage es nochmals –, dass die Initianten und Befürworter uns nicht sagen können, in welche Stossrichtung die Gesetze verändert werden sollen. Sollen Produktsubventionen eingeführt werden? Sollen die Schutzzölle erhöht werden? Sie haben ja gemerkt: Es werden unzählige Fragen gestellt, und auf all diese Fragen wird eigentlich nur geantwortet: Nein. Manchmal ist das eine Klärung. Es wird mit Nein geantwortet – aber was denn konkret kommen soll, wird nicht gesagt. In diesem Sinne ist diese Initiative sehr speziell. Das ist wirklich eine Neuheit für unsere Demokratie.

Leutenegger Oberholzer Susanne (S, BL): Herr Kommissionssprecher, eine weitere Neuerung in Bezug auf die Interpretation des Inhalts kam heute und auch bereits in der WAK mit dem Hinweis auf die Charta des Schweizer Bauernverbandes, ein staatspolitisches Novum. Welche Bedeutung hat Ihres Erachtens diese Charta für die Materialien in Bezug auf die Umsetzung der Initiative?

Jans Beat (S, BS), für die Kommission: Diese Charta ist sehr interessant. Es ist eine umfassende Liste von Forderungen und Wünschen, es ist ein privatrechtliches Werk des Schweizer Bauernverbandes, es ist sehr interessant. Aber es enthält x Forderungen, die im Verfassungstext keine Entsprechung finden, in keiner Art und Weise. Deshalb hilft aus unserer Sicht die Charta nicht bei der Frage, wie dieser Initiativtext umgesetzt werden soll.

Lüscher Christian (RL, GE), pour la commission: Au terme de sept heures de débats nourris qui ont alimenté nos discussions, on nous a expliqué du côté des initiants qu'il s'agissait d'une initiative qui ne mange pas de pain, mais, en réalité, je me demande si on est pas en train de manier plutôt le bâton et la carotte.

Je crois que, dans ce Parlement, il faut dépassionner le débat. On est finalement tous d'accord sur le fait qu'il faut pro-

téger le monde agricole, sur le fait que des mesures doivent être prises dans ce sens pour la sécurité alimentaire et pour l'aménagement du territoire. Il n'y a pas, d'un côté, les gentils parlementaires qui recommandent de voter oui à cette initiative et, de l'autre côté, ceux qui, le cas échéant, se moqueraient du monde paysan et recommanderaient de voter non. Je crois qu'il y a deux approches différentes, mais qui poursuivent le même objectif.

Au terme de ces sept heures de débat, je n'ai toujours pas compris en quoi le fait d'accepter cette initiative permettrait d'améliorer la situation du monde agricole ou d'améliorer l'aménagement du territoire. Je pense que c'est pour cela que les débats en commission ont abouti à cette courte majorité de 12 membres contre 10 favorables à recommander l'acceptation de cette initiative. Ce résultat serré s'est bien ressenti aujourd'hui dans nos débats mais, une fois encore, il est important de dire que nous poursuivons le même objectif.

Ce qui est différent, c'est que ceux qui, d'un côté, partagent l'opinion majoritaire de la commission considèrent que la Constitution et ses dispositions actuelles, la législation et le financement du monde agricole permettent de poursuivre les objectifs qui sont ceux des initiants. De l'autre côté, les initiants nous disent qu'il faut améliorer les dispositions constitutionnelles. On peut d'ailleurs se demander s'il ne s'agit pas d'exercer, d'une certaine façon, une pression sur les autorités politiques à partir de 2022, date à partir de laquelle il n'y a pas de règles qui sont actuellement prévues.

Nous allons prendre une décision, le Conseil des Etats en prendra vraisemblablement une autre, puis le peuple devra se prononcer. Toutefois, quel que soit le résultat, je ne pense pas que le fait d'accepter cette norme constitutionnelle améliorera la situation du monde agricole, et c'est probablement la raison pour laquelle la majorité de la Commission de l'économie et des redevances a préféré recommander le rejet de cette initiative.

Eintreten ist obligatorisch

L'entrée en matière est acquise de plein droit

Bundesbeschluss über die Volksinitiative «für Ernährungssicherheit» Arrêté fédéral sur l'initiative populaire «pour la sécurité alimentaire»

Detaillberatung – Discussion par article

Titel und Ingress, Art. 1

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule, art. 1

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 2

Antrag der Mehrheit

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag der Minderheit

(Müller Leo, Aeschi Thomas, Amaudruz, Barazzzone, de Buman, Landolt, Martullo, Matter, Ritter, Walter)
... die Initiative anzunehmen.

Art. 2

Proposition de la majorité

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition de la minorité

(Müller Leo, Aeschi Thomas, Amaudruz, Barazzzone, de Buman, Landolt, Martullo, Matter, Ritter, Walter)
... d'accepter l'initiative.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif: Beilage – Annexe 15.050/13 081)

Für den Antrag der Minderheit ... 89 Stimmen

Für den Antrag der Mehrheit ... 81 Stimmen

(20 Enthaltungen)

Präsidentin (Markwalder Christa, Präsidentin): Geschätzte Kolleginnen und Kollegen, es scheint Probleme mit der Abstimmungsanlage gegeben zu haben. Wir wiederholen die Abstimmung, in der Hoffnung, dass die Abstimmungsanlage nun funktioniert.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif: Beilage – Annexe 15.050/13 090)

Für den Antrag der Minderheit ... 91 Stimmen

Für den Antrag der Mehrheit ... 83 Stimmen

(19 Enthaltungen)

14.067

Landesversorgungsgesetz.

Totalrevision

Loi sur l'approvisionnement du pays.

Révision totale

Zweitrat – Deuxième Conseil

Ständerat/Conseil des Etats 18.03.15 (Erstrat – Premier Conseil)

Nationalrat/Conseil national 09.03.16 (Zweitrat – Deuxième Conseil)

Ständerat/Conseil des Etats 10.03.16 (Differenzen – Divergences)

Fridez Pierre-Alain (S, JU), pour la commission: Après ces débats très chauds, voilà un sujet qui, normalement, devrait engendrer un peu moins de tensions.

Dans la règle, l'approvisionnement de notre pays en biens et services est du ressort du secteur privé. L'Etat intervient uniquement à titre de subsidiarité lorsque le secteur privé n'est plus en mesure, et cela est exceptionnel, de remplir son rôle. Les règles qui régissent les modalités de cet engagement de l'Etat figurent dans la loi sur l'approvisionnement du pays, un texte vieux d'une bonne trentaine d'années. Mais, depuis 1982, le monde a bien changé. Les relations économiques internationales et les moyens de communication ont évolué. La présente révision totale de la loi sur l'approvisionnement du pays n'entend pas modifier les fondements de la loi, mais elle vise une modernisation du texte afin qu'il corresponde plus aux réalités d'aujourd'hui et permette d'accélérer les procédures pour garantir au mieux l'approvisionnement du pays, si les circonstances devaient l'exiger.

Vivre en autarcie est clairement impossible pour notre pays. Nous importons près de 100 pour cent de nos matières premières, une majorité de notre énergie, et 40 pour cent des denrées alimentaires. Pour ce faire, nous établissons d'importantes relations économiques avec le reste du monde et nous dépendons d'un réseau d'infrastructures conséquent pour acheminer nos biens d'importation. Il est donc évident que toute une série de circonstances et d'événements susceptibles de survenir en priorité à l'étranger peuvent interférer avec notre approvisionnement. Ces situations heureusement fort peu fréquentes peuvent avoir des origines diverses: une raréfaction à large échelle de biens précis pour des raisons économiques ou climatiques, une explosion des besoins en biens vitaux suite à une situation de crise, des problèmes sécuritaires pour le pays, nécessitant la constitution de réserves, ou une paralysie à large échelle des services et infrastructures importants pour l'approvisionnement de notre pays.

La question de l'approvisionnement du pays concerne un large éventail de domaines. Elle touche en effet des secteurs divers dont dépendent le bon fonctionnement de notre société et le bien-être de ses habitants. On parle de biens et